

DEPARTEMENT DE HAUTE CORSE

Commune de *Taglio-Isolaccio*

Plan Local d'Urbanisme

7A Servitudes d'Utilité Publique



- Liste des SUP pages 2 à 11
- Plans des SUP pages 12 à 18
- Canalisations pages 19 à 26
- Protection de l'eau potable pages 27 à 73
- Domaine public maritime pages 74 à 80
- Passage piéton sur le littoral pages 81 à 84
- Lignes électriques pages 85 à 89
- Informations INAO pages 90 à 92
- Réception radioélectrique pages 93 à 99
- Aéronautique pages 100 à 126
- Cimetière pages 127 à 130

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE HAUTE-CORSE**

**Service de l'Aménagement et de l'Habitat
Planification**

**LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
ET
LES INFORMATIONS UTILES**

COMMUNE DE :

TAGLIO ISOLACCIO

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SUH/EU

CODE SERVITUDE **A5** **REFER IICb**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT loi 62 904 du 4 aout 1962

OBSERVATION

obligation pour les propriétaires et leurs ayants droit de s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

DESCRIPTION : servitude ou information utile **ACTE INSTITUTIF :**

Adduction d'eau potable

CARTO_IDENT: 506A52B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
229						

CODE SERVITUDE **AMIAN** **REFER Info**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

RISQUE ASSOCIE A LA PRESENCE D'AMIANTE ENVIRONNEMENTALE EN HAUTE-CORSE

OBSERVATION

- Article L-121-2 du code de l'urbanisme
- Article R-123-11 du code de l'urbanisme

DESCRIPTION : servitude ou information utile **ACTE INSTITUTIF :**

Aléa "Amiante environnementale"
Probabilité d'occurrence de minéraux amiantifère :
- Faible probabilité d'occurrence
- Forte probabilité d'occurrence

Note d'information du 31/01/2012

CARTO_IDENT: 1255AMIAN2B

DETAIL

Zone habitée

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
207	ARS AGENCE REGIONALE DE SANTE	Quartier St-Joseph	CS 13003	20700		04-95-51-98-98

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : UNITE NORD

Lieu de stockage : SUH

CODE SERVITUDE **ARCHE** **REFER** Info

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

INFORMATIONS UTILES
PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

OBSERVATION

- Code du patrimoine et notamment le livre 1er; chapitre 4 et le livre V, titre 2 et 3
- Loi du 27 Septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques.
 - Article R.111-3-2 du code de l'urbanisme.
 - Article L.112-7 du code de la construction.
- Décret N° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (JO du 5/06/2004)

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

- 1 zone archéologique
- 3 entités archéologiques

CARTO_IDENT: 1022ARCHE2B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
202	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES	Villa "San Lorenzo" 1, chemin de la Pietrina	CS 10003	20704		04-95-51-52-28

CODE SERVITUDE **ASI** **REFER** IAc

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

CONSERVATION DES EAUX PROTECTION EAUX POTABLES ET MINERALES
Code de la Santé publique

OBSERVATION

- Servitudes résultant de l'instauration de périmètre de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.
Protection des eaux destinées à la consommation humaine (Art. L.20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi N° 84-1245 du 16/12/1964; décret N°61-859 du 1/08/1961 modifié par déc.N° 67-1093 du 15/12/1967 et N°89-3 du 03/01/1969)
Protection des eaux minérales (Art. L.736 et suivants du code de la santé publique)

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Captage de Bollero

AP n°2008-25-2 du 25/01/2008

CARTO_IDENT: 2100AS12B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
207	ARS AGENCE REGIONALE DE SANTÉ	Quartier St-Joseph	CS 13003	20700		04-95-51-98-98

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Forage de Ficajola

AP n°04/5028 du 10/03/2004 modifié par AP n°2006-68-10 du 09/03/2006

CARTO_IDENT: 2099AS12B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
207	ARS AGENCE REGIONALE DE SANTÉ	Quartier St-Joseph	CS 13003	20700		04-95-51-98-98

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

CODE SERVITUDE **AZS** **REFER**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

Atlas des Zones potentiellement Submersibles

OBSERVATION

Prise en compte du risque submersion marine dans les décisions d'urbanisme et d'aménagement sur le fondement de l'article R-111-2 au titre de la sécurité publique.

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

L'Atlas des Zones Submersibles comporte une cartographie des "zones basses" potentiellement submersibles, établies par cotes altimétriques suivantes :

- cote de référence à 2,00mNGF (code couleur rouge)
- cote horizon 2100 à 2,40mNGF (code couleur jaune)
- cote altimétrique inférieure à 1mNGF (code couleur hachuré rouge)

Diffusion par courrier du 06/05/2015

CARTO_IDENT: 2095AZS2B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **BRUIT-R** **REFER**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 impose le recensement et le classement des infrastructures des transports terrestres en cinq catégories. Ce recensement et ce classement est requis pour les infrastructures qui comporte un trafic journalier moyen annuel

OBSERVATION

L'inscription de l'infrastructure dans le plan local d'urbanisme (PLU) avec mise en valeur opposable est obligatoire. C'est l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affecté par le bruit, qui précise

- les niveaux sonores de référence pour classer les infrastructures dans l'un des 5 catégories
 - la largeur maximale de secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
 - les niveaux d'isolement minimum des façades des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs
- Aménagement des infrastructures de transport terrestre

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Classement des infrastructures de transports terrestres dans le département de la Haute-Corse en fonction des niveaux sonores.

Arrêté préfectoral N° 00/610 en date du : 22/05/2000

CARTO_IDENT: 1983BRUIT-R2B

DETAIL

Origine : sortie agglo foelli
Extrémité : entrée agglo Figareto
Catégorie : 3
Largeur des secteurs affectés par le bruit : 100

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

CODE SERVITUDE **DPM** **REFER INF**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

Délimitation du Domaine Public Maritime

OBSERVATION

- Loi n°63-1178 du 28/11/1963 relative au domaine public maritime
- Article L2111-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques
- Décret 2004-309 du 29 mars 2004 relatif à la procédure de délimitation du rivage de la mer, des lais et relais de la mer

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Rivage de la mer

AP n°2006-346-10 du 12/12/2005

CARTO_IDENT: 2120DPM2B

Lais et relais de la mer

AP n°2005-346-11 du 12/12/2005

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **EL9** **REFER IAb**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

LITTORAL PASSAGE DES PIETONS

OBSERVATION

Obligation pour les propriétaires de laisser aux piétons le droit de passer sur leur propriété dans une bande de 3 m de largeur calculée à partir de la limite du DPM. Article L160-6 du code de l'urbanisme

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Servitudes de passage des piétons sur le littoral.

CARTO_IDENT: 508EL92B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **ETUDE** **REFER INF**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

Rapport d'études techniques

OBSERVATION

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Atlas littoral de la plaine orientale de Corse

Etude BRGM/RP-59058-FR
2010

CARTO_IDENT: 2089ETUDE2B

DETAIL

"Approfondir la connaissance des phénomènes d'érosion côtière et de submersion marine en vue d'améliorer les mesures de gestion et de définir des orientations pour le développement durable du territoire littoral de la Haute-Corse"
<http://infoterre.brgm.fr/>

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Amélioration et application de la méthode de cartographie des interfaces habitat-forêt sur la département de Haute-Corse dans le cadre de la prévention du risque d'incendie de forêt.

Rapport d'étude IRSTEA, janvier 2014

CARTO_IDENT: 2088ETUDE2B

DETAIL

La caractérisation et la cartographie des Interfaces habitat-forêt participe à l'évaluation du risque d'incendie de forêt en inventoriant et localisant les enjeux primordiaux que sont les habitations, en aidant la lutte à travers la connaissance de l'organisation spatiale de ces territoires, en améliorant la prévention.

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **I4** **REFER IIAa**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES
loi du 15 juin 1906-loi de finance du 13 juillet 1925

loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux.
La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I et II du décret du 11 Juin 1970 modifié par le décret N° 85-1109 du 15 Octobre 1985

OBSERVATION

obligation pour les propriétaires, de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Réseaux électriques

CARTO_IDENT: 637142B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
211	ELECTRICITE DE FRANCE - GAZ DE FRANCE	2, Avenue Impératrice Eugénie	BP 406	20174		

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Atlas littoral de la plaine orientale de Corse

Etude BRGM/RP-59058-FR
2010

CARTO_IDENT: 2089ETUDE2B

DETAIL

"Approfondir la connaissance des phénomènes d'érosion côtière et de submersion marine en vue d'améliorer les mesures de gestion et de définir des orientations pour le développement durable du territoire littoral de la Haute-Corse"
<http://infoterre.brgm.fr/>

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Amélioration et application de la méthode de cartographie des interfaces habitat-forêt sur la département de Haute-Corse dans le cadre de la prévention du risque d'incendie de forêt.

Rapport d'étude IRSTEA, janvier 2014

CARTO_IDENT: 2088ETUDE2B

DETAIL

La caractérisation et la cartographie des Interfaces habitat-forêt participe à l'évaluation du risque d'incendie de forêt en inventoriant et localisant les enjeux primordiaux que sont les habitations, en aidant la lutte à travers la connaissance de l'organisation spatiale de ces territoires, en améliorant la prévention.

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **I4** **REFER** IIAa

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES
loi du 15 juin 1906-loi de finance du 13 juillet 1925

loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux.
La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I et II du décret du 11 Juin 1970 modifié par le décret N° 85-1109 du 15 Octobre 1985

OBSERVATION

obligation pour les propriétaires, de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Réseaux électriques

CARTO_IDENT: 637142B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
211	ELECTRICITE DE FRANCE - GAZ DE FRANCE	2, Avenue Impératrice Eugénie	BP 406	20174		

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

CODE SERVITUDE **INFO** **REFER UTI**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

INFORMATIONS UTILES

POUR L'ELABORATION DES DOCUMENTS D'URBANISME

OBSERVATION

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Carte de bruit du réseau routier régional, départemental et communal sur le territoire du département de la Haute-Corse

AP n°2015110-0002 du 20 avril 2015

CARTO_IDENT: 2070INFO2B

DETAIL

<http://www.haute-corse.gouv.fr/cartes-de-bruit-strategiques-des-infrastructures-a1438.html>

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoîte Danesi		20411		04-95-32-97-43

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Périmètre de l'INAO :

- AOC "Vin de Corse ou Corse", sections A2, A3 et B2
- AOP "Coppa de Corse/Coppa di Corsica", "Lonzo de Corse/Lonzu", "Jambon sec de Corse/Prisuttu", pour la partie de la commune supérieure à 80m d'altitude
- AOP "Brocciu corse/Brocciu", "Miel de Corse/Mele di Corsica", "Farine de châtaigne corse/Farina castagnina corse", "Huile d'olive de Corse/Oliu di Corsica"
- IGP viticoles "Iles de Beauté", "Méditerranée"
- IGP "Clémentine de Corse", "Pomelo de Corse", "Noisette de Cervione/Nuciola di Cervione"

CARTO_IDENT: 2101INFO2B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
228	INAO	Institu National de l'Origine et de la Qualité	Centre "CEPPE ESPACE"	20620		04-95-32-23-37

CODE SERVITUDE **NATUR** **REFER INF**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

INFORMATIONS UTILES
RESEAU NATURA 2000 - ZSC-
- DIRECTIVE 92/43/CEE DU CONSEIL
du 21 mai 1992

concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7).

OBSERVATION

Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stockage : SAH

DESCRIPTION : servitude ou information utile	ACTE INSTITUTIF :	CARTO_IDENT:
Z.S.C. Zones Spéciales de Conservation - FR 94 02 014 Grand herbier de la cote orientale		1784NATUR2B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE				CORRESPONDANT		
Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
203	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT	19, Cours Napoléon	CS 10006	20704		04-95-51-79-70

CODE SERVITUDE **PM1** **REFER IVB**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

RISQUES NATURELS
Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles

OBSERVATION

-Loi N°82-600 du 13 Juillet 1982 Indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.
-Décret N°84-328 du 3 Mai 1984 Elaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.
-Loi N°87-585 du 22 Juillet 1987 Organisation de la Sécurité Civile, Protection de la forêt contre les incendies et prévention des risques majeurs.

DESCRIPTION : servitude ou information utile	ACTE INSTITUTIF :	CARTO_IDENT:
Plan de Prévention des Risques Inondation de Morianincu	AP n°01/506 du 03 mai 2001	2093PM12B

DETAIL

En cours de révision

SERVICE GESTIONNAIRE				CORRESPONDANT		
Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

DESCRIPTION : servitude ou information utile	ACTE INSTITUTIF :	CARTO_IDENT:
Plan de Prévention des Risques Inondation du Fium'Alto	AP n°01/947 du 18/07/2001	2102PM12B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE				CORRESPONDANT		
Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
201	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER	8 Boulevard Benoit Danesi		20411		04-95-32-97-43

CODE SERVITUDE **PT2** **REFER IIE**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

TELECOMMUNICATIONS SERVITUDES RELATIVES AUX TRANSMISSIONS RADIOELECTRIQUES
PROTECTION DES CENTRES D'EMISSION ET DE RECEPTION CONTRE LES OBSTACLES

OBSERVATION

Code des postes et télécommunications, Articles L.54 à L.56, R.21 à R.26 et R.39.

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE et INFORMATIONS UTILES

UNITE TERRITORIALE : **UNITE NORD**

Lieu de stokage : SUH/EU

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Radiobalise MF de Bastia-Talassani
CCT n°20.24.12

Décret du 18/10/1967

CARTO_IDENT: 403PT22B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
209	DIRECTION NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE	Service national d'ingénierie aéroportuaire	Aéroport Napoléon Bonaparte	20 09		04-95-10-68-10

CODE SERVITUDE **T5** **REFER II De**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

RELATIONS AERIENNES DEGAGEMENT
code de l'aviation civile

OBSERVATION

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la cication aérienne, servitude de dégagement.

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

AERODROME DE BASTIA -PORETTA de CATEGORIE "A"

ARRETE DU 01/09/1981

CARTO_IDENT: 106T52B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
209	DIRECTION NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE	Service national d'ingénierie aéroportuaire	Aéroport Napoléon Bonaparte	20 09		04-95-10-68-10

CODE SERVITUDE **ZNIEF** **REFER INF**

NOM COMMUNE
TAGLIO ISOLACCIO

INTITULE DE LA SERVITUDE

INFORMATIONS UTILES

ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (Z.N.I.E.F.F.)

OBSERVATION

- Circulaire N° 91-71 du 14 mai 1991 du ministre de l'environnement, et Art 23 de la loi 93-24 du 08 janvier 1993
- Zone d'un intérêt particulier et de grande valeur écologique, du point de vu la flore et de la faune situé sur le territoire d'une commune.
A prendre en compte dans le patrimoine de la commune.

DESCRIPTION : servitude ou information utile

ACTE INSTITUTIF :

Z.N.I.E.F.F. DE Type II :
- N° 940004230 - Hauts maquis préforestiers des collines orientales de la Castagniccia

CARTO_IDENT: 1023ZNIEF2B

DETAIL

SERVICE GESTIONNAIRE

CORRESPONDANT

Champ24:	NOM DU SERVICE	ADRESSE 1	ADRESSE 2	CODEPOSTAL:	CORRESPONDANT	TELEPHONE:
203	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT	19, Cours Napoléon	CS 10006	20704		04-95-51-79-70





*Communication, Energie,
Circulation aérienne et Transport*

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	




LEGENDE :







Télécommunication :


-  Servitude de navigation maritime
Poste électrosémaphorique, amer, phare (AR1)
-  Servitude relative aux postes militaires
assurant la défense (AR2)
-  Servitude radioélectrique contre les perturbations (PT1)
-  Servitude radioélectrique contre les obstacles (PT2)

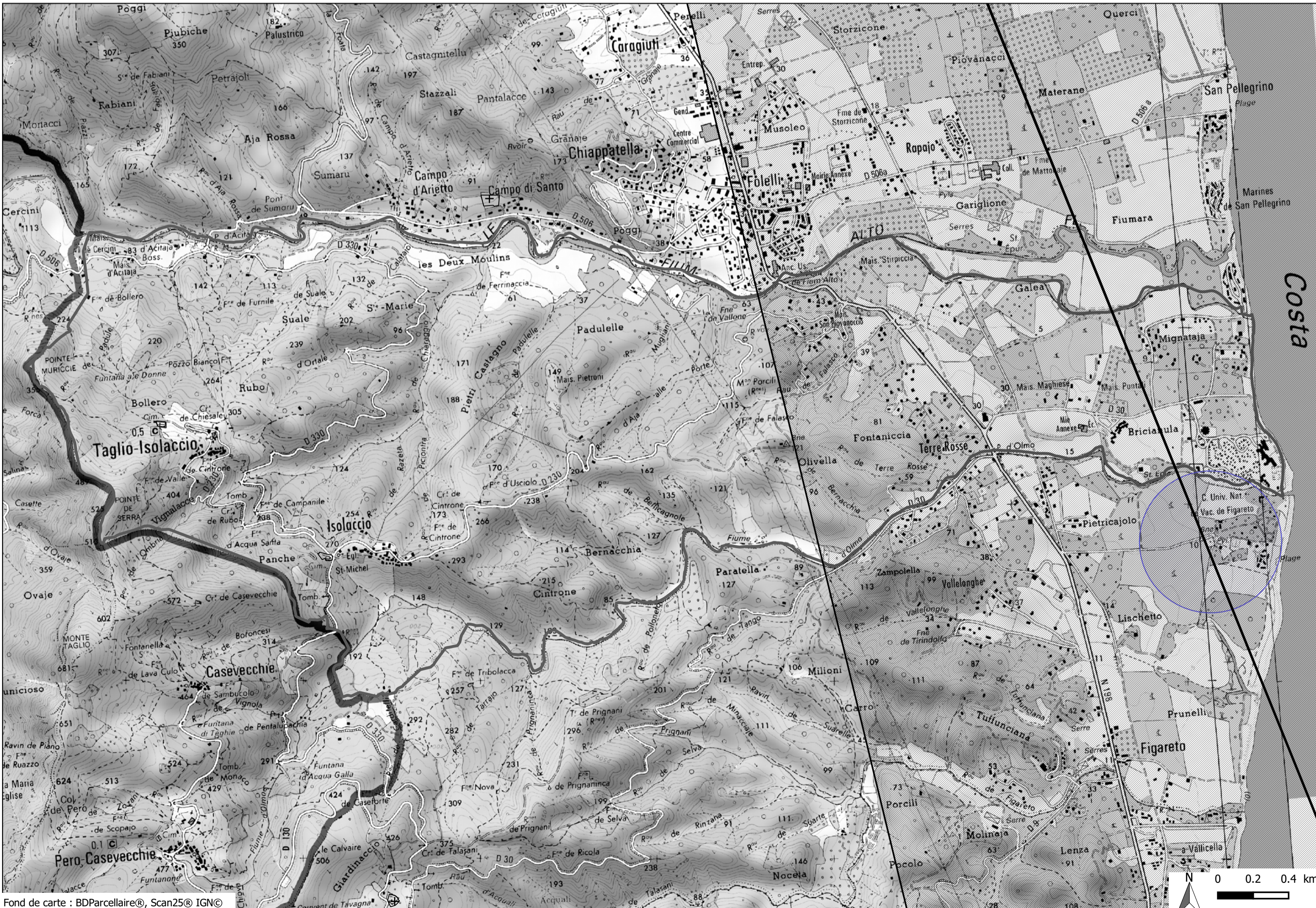
Aéronautique :

-  Zone maximale de dégagement de la
servitude aéronautique de dégagement (T5)

Transport_TMD :

-  Hydrocarbure liquide - EDF
-  Hydrocarbure liquide - BUTAGAZ
-  Hydrocarbure liquide - DPLC
-  Servitude relative aux voies ferrées (T1)
(Source BdTopo@IGN©)
-  Cimetière
-  Champ de tir (AR6)

-  Limite de commune



Protection des milieux naturels

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	



ZNIEFF

ZNIEFF type I

ZNIEFF type II

NATURA 2000

N2000 : Zone de Protection Spéciale

N2000 : Zone Spéciale de Conservation

Zone humide d'importance internationale
Convention RAMSAR

Arrêté de Protection Biotope

Conservatoire du littoral

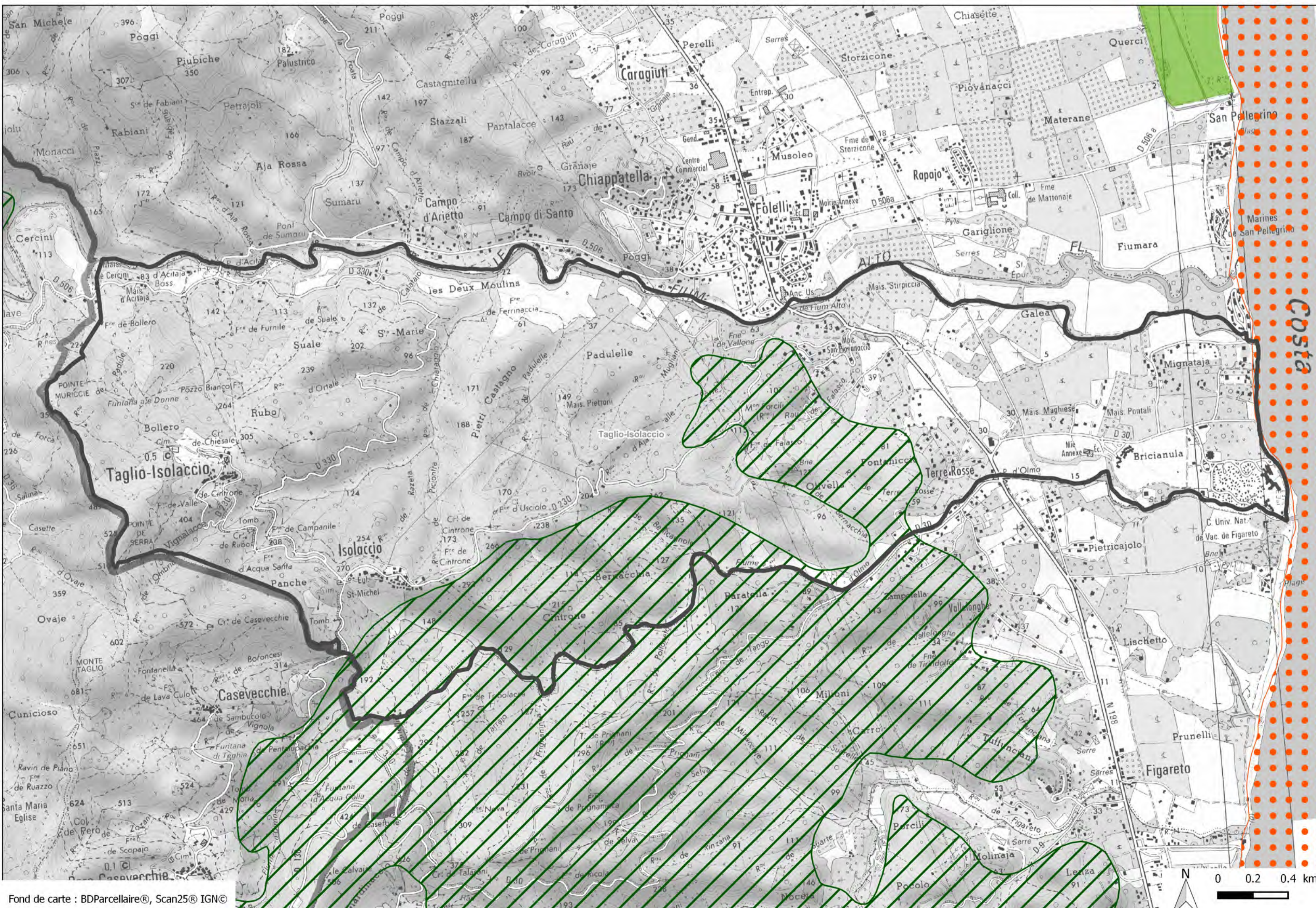
Conservatoire du littoral

Périmètre autorisé

Limite de commune

Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoîte Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

Attention :
Les rendus cartographiques du Porter à Connaissance ont uniquement un caractère informatif (les différentes données pouvant avoir une résolution d'utilisation différentes, variant du 1/10000e au 1/50000e).
Seuls les documents originaux approuvés font foi et restent opposables aux tiers.



*Interface Habitat / Forêt
Feux de forêt*

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	



Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoite Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

Carte 1 :

Etude d'interface Habitat / Forêt

	Surfaces minérales - Densité faible		Végétation continue - Densité faible
	Surfaces minérales - Densité moyenne		Végétation continue - Densité moyenne
	Surfaces minérales - Densité élevée		Végétation continue - Densité élevée
	Surfaces agricoles - Densité faible		Surfaces agricoles - Densité moyenne
	Végétation discontinue - Densité faible		Surfaces agricoles - Densité élevée
	Végétation discontinue - Densité moyenne		
	Végétation discontinue - Densité élevée		

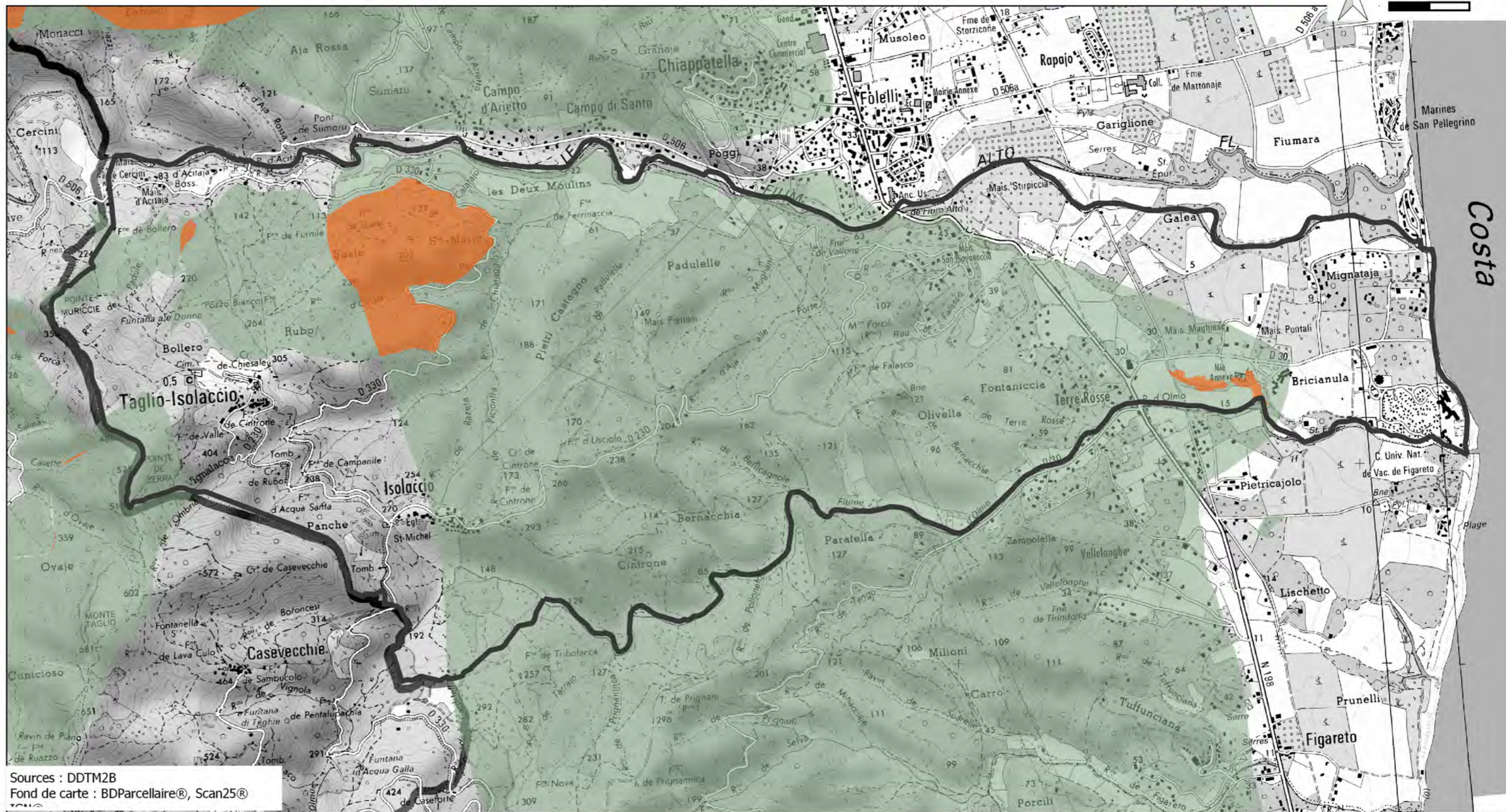
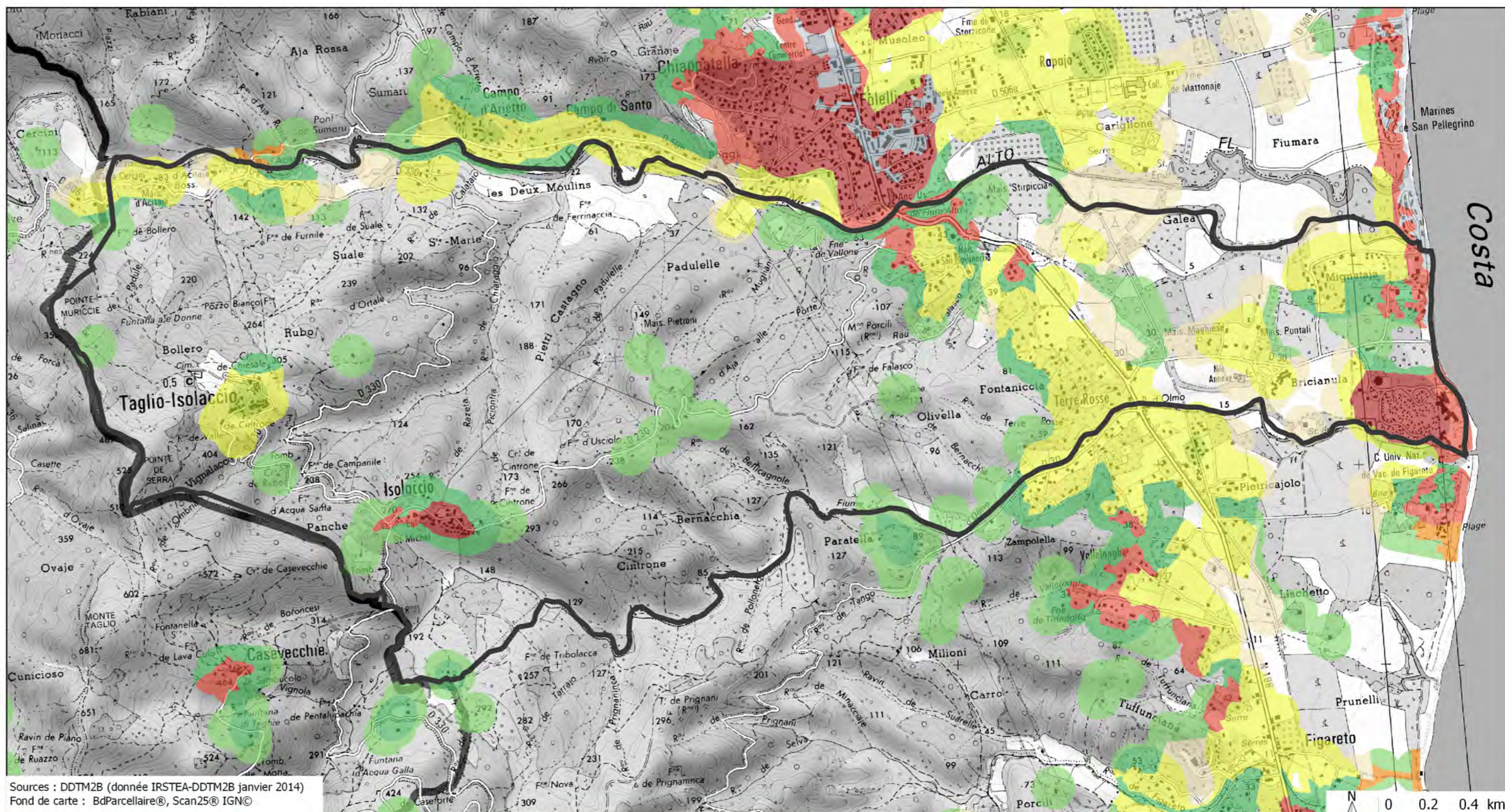
Communes

Carte 2 :

Nombre de feu de forêt

	1 feu de forêt recensé entre 1985 et 2012		5 feux de forêt entre 1985 et 2012
	2 feux de forêt entre 1985 et 2012		6 feux de forêt entre 1985 et 2012
	3 feux de forêt entre 1985 et 2012		
	Au moins 2 feux de forêt la même année		4 feux de forêt entre 1985 et 2012

Communes



Protection du littoral

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	



Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoîte Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

Attention :
Les rendus cartographiques du Porter à Connaissance ont uniquement un caractère informatif (les différentes données pouvant avoir une résolution d'utilisation différentes, variant du 1/10000e au 1/50000e).
Seuls les documents originaux approuvés font foi et restent opposables aux tiers.




Cartographie


*Préservation et mise en valeur
du paysage et patrimoine*

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	


Servitude de protection
des monuments historiques (AC1)

 Servitude de protection
des monuments historiques (AC1)


Servitude de protection des sites et
monuments naturels (AC2)

 Servitude de protection des sites et
monuments naturels (AC2)


Servitude de réserve naturelle (AC3)


 Servitude de réserve naturelle (AC3)

servitude de protection du patrimoine
architectural, urbain et paysager (AC4)

 servitude de protection du patrimoine
architectural, urbain et paysager (AC4)

Archéologie

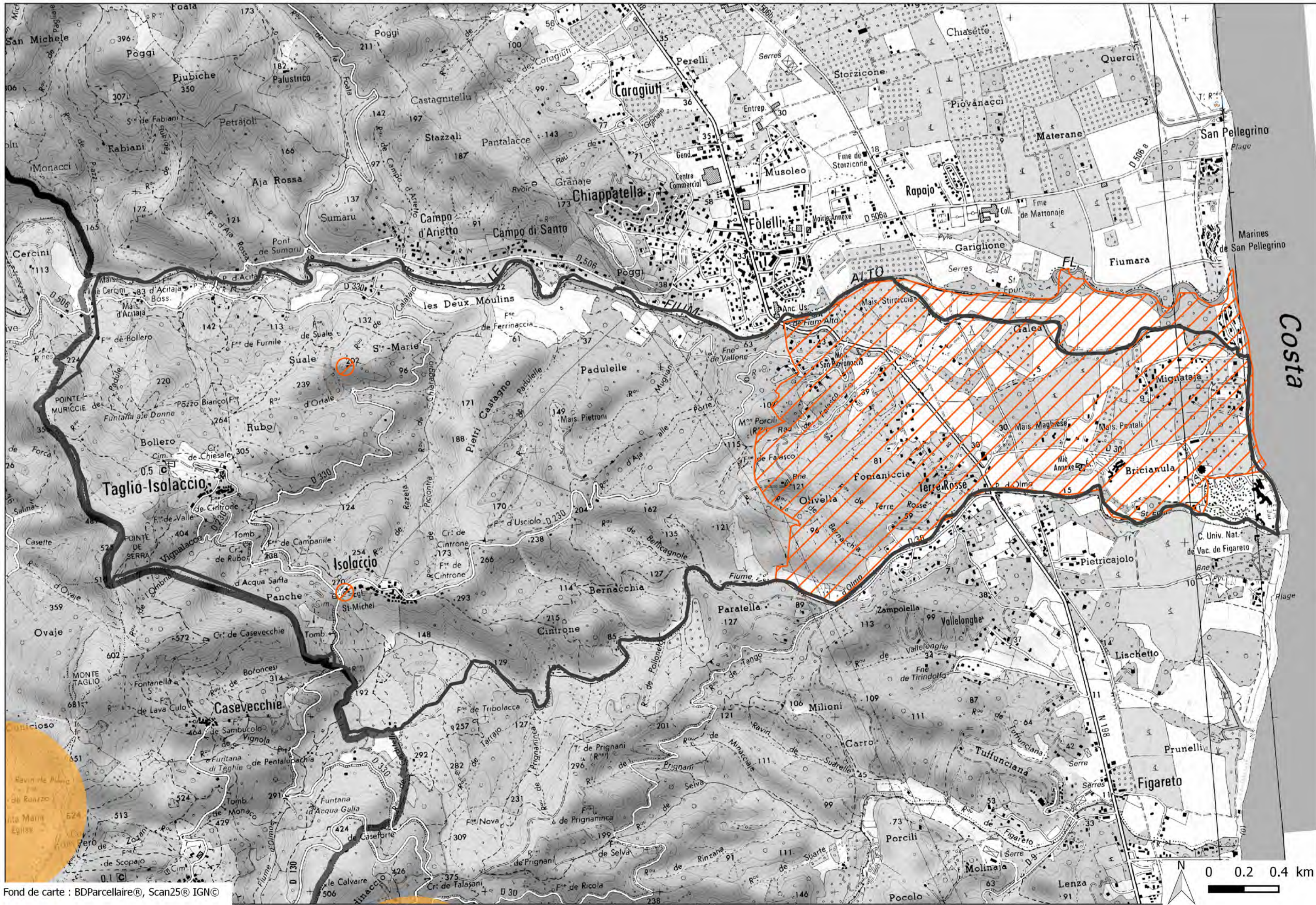
 Zone archéologique

 Limite de commune



Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoîte Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

Attention :
Les rendus cartographiques ont uniquement un caractère informatif (les différentes données pouvant avoir une résolution d'utilisation différentes, variant du 1/10000e au 1/50000e).
Seuls les documents papier font foi et restent opposables aux tiers.

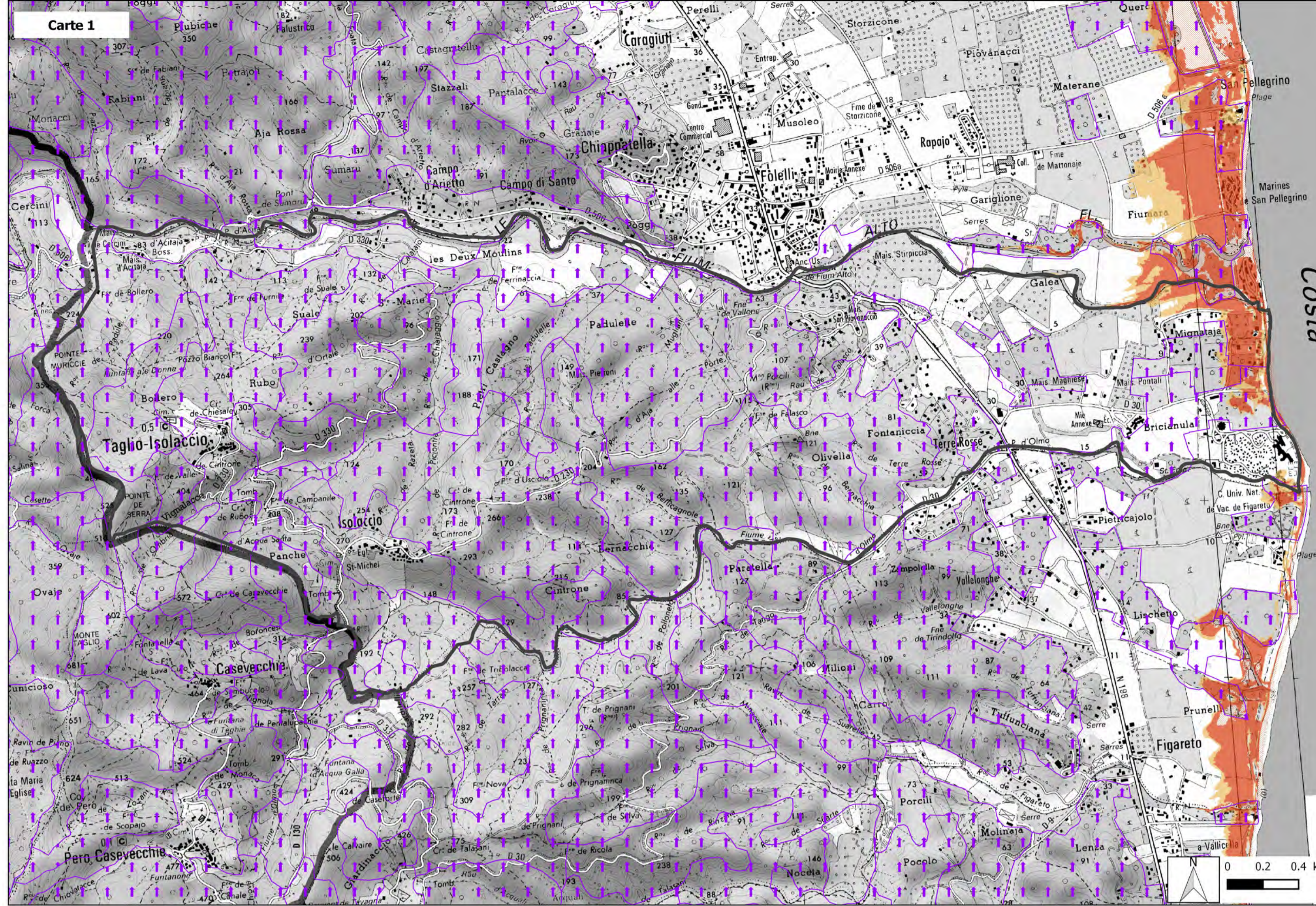


Prévention des risques et nuisances

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	



Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoîte Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

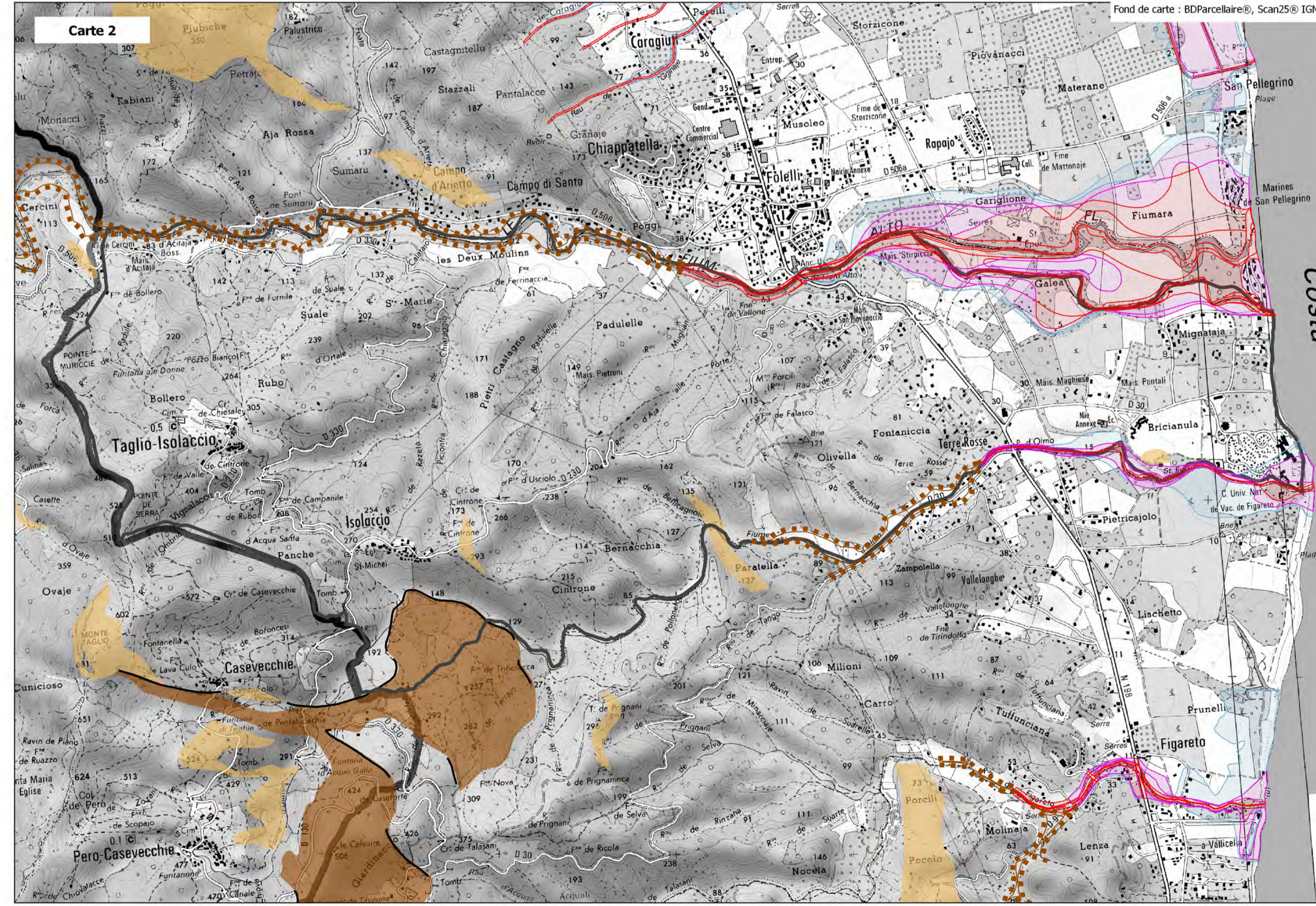


Légende Carte 1

- Plan de prévention des Risques
Incendie et Feux de Forêt (PM1)
- B0
 - B1
 - B1a
 - B2
 - R
 - Zone soumise à autorisation de défrichement
- Atlas Submersion Marine
- Z < 1m NGF
 - 1m NGF < Z < 2m NGF
 - 2m NGF < Z < 2.4m NGF
- Installation classée
- ICPE
 - Périmètre SEVESO (PM2)
- Limite de commune

Légende Carte 2

- Plan de Prévention des Risques Inondation (PM1)
- Ruisselement - Bleu clair
 - Ruisselement - Bleu foncé
 - Ruiqqellement - Zone de danger induit du ruisselement
 - Ruisselement - Rouge
 - Ruisselement - Zone de production et d'aggravation du ruisselement
 - Géomorphologique
 - Écoulement en nappe
 - Centre urbain
 - Risque résiduel
 - Moderé
 - Fort
 - Très Fort
- Amiante environnementale
- Faible probabilité d'occurrence de minéraux amiantifères
 - Probabilité moyenne d'occurrence de minéraux amiantifères
 - Forte probabilité d'occurrence de minéraux amiantifères
 - Faïlle
- Atlas des Zones Inondables
- Lit mineur
 - Lit moyen
 - Lit majeur
- Limite de commune



Attention :
Les rendus cartographiques du Porter à Connaissance ont uniquement un caractère informatif (les différentes données pouvant avoir une résolution d'utilisation différentes, variant de 1/10000e au 1/50000e).
Seuls les documents originaux approuvés font foi et restent opposables aux tiers.

Espace rural et forestier

Commune :	TAGLIO-ISOLACCIO
Réalisé le :	
Modifié le :	

SODETEG

- Agriculture actuelle
- Chataigniers
- Espace réservé
- non-vegetaux
- Oliviers
- Zone améliorable à forte potentialité
- Zonage améliorable à potentialité moyenne
- Zonage cultivable à forte potentialité
- Zonage cultivable à moyenne potentialité

Peuplements forestiers

Servitude de périmètre de protection des eaux potables et minérales

- Périmètre de protection
- Immédiat
- Rapproché

Station de traitement des eaux usées

Source : SANDRE - BDERU2013, limite d'utilisation : 1/50000e)

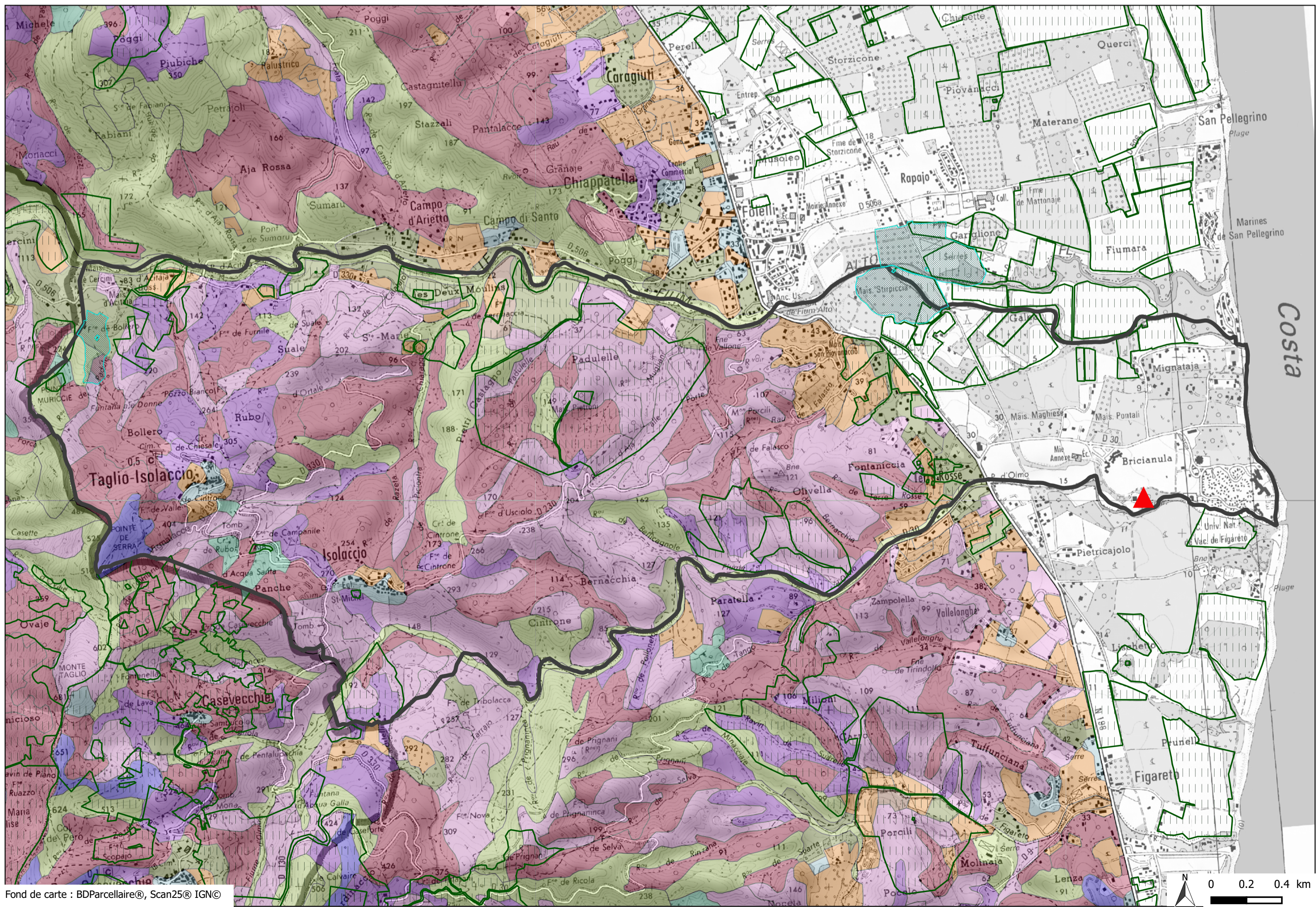
Registre Parcellaire Agricole 2014

Communes



Direction départementale des territoires et de la mer
Service Aménagement - Habitat / Planification
8 boulevard Benoîte Danesi CS 60006 20411 BASTIA CEDEX 9
Standard : 04.95.32.97.97 - Télécopie : 04.95.32.97.96 - courriel : ddtm@haute-corse.gouv.fr

Attention :
Les rendus cartographiques du Porter à Connaissance ont uniquement un caractère informatif (les différentes données pouvant avoir une résolution d'utilisation différentes, variant du 1/10000e au 1/50000e).
Seuls les documents originaux approuvés font foi et restent opposables aux tiers.



CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales).

Loi n° 62-904 du 4 août 1962.

Décret n° 64-153 du 15 février 1964.

Circulaire n° A 2/1/43 du 24 février 1965 (ministères de l'agriculture et du développement rural et de l'intérieur).

Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux D.D.E. des servitudes relevant du ministère de l'agriculture.

Ministère de l'agriculture (direction de l'aménagement).

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Recherche d'autorisations amiables de passage conclues par conventions passées en forme administrative ou par acte authentique, avant toute demande d'établissement des servitudes par voie réglementaire (circulaire du 24 février 1965).

En cas d'échec des négociations amiables, arrêté préfectoral d'établissement des servitudes accompagné d'un plan parcellaire, intervenant, à la demande de l'organisme qui bénéficiera des servitudes, après enquête publique menée dans les communes concernées et consultation préalable par voie de conférence des services intéressés. Le dossier est alors transmis au préfet accompagné de l'avis de l'ingénieur en chef du génie rural, pour décision.

Lorsque le coût des travaux excède 6 millions de francs (art. 3 C du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977) la demande d'établissement des servitudes est accompagnée de l'étude d'impact définie à l'article 2 du décret du 12 octobre 1977 sus-mentionné (art. 17-IV dudit décret).

Aux termes de cet arrêté, les collectivités publiques, les établissements publics et les concessionnaires de services publics qui entreprennent des travaux d'établissement de canalisations d'eau potable ou d'évacuation des eaux usées ou pluviales, peuvent établir à demeure des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenants aux habitations, et ceci dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables à l'exploitation présente ou future des propriétés (art. 1^{er} de la loi du 4 août 1962).

B. - INDEMNISATION

Indemnité due en considération de la réduction permanente du droit des propriétaires de terrains grevés ; son montant et les contestations possibles sont réglés comme en matière d'expropriation (article 2 de la loi du 4 août 1962 et article 13 du décret du 15 février 1964).

Les dommages qui résultent des travaux pour des faits autres que ceux couverts par les servitudes, sont fixés à défaut d'accord amiable par le tribunal administratif (art. 14 du décret du 15 février 1964).

C. - PUBLICITÉ

Assujettissement à la formalité de la publicité foncière des conventions amiables.

Affichage en mairie, pendant huit jours, de l'avis d'ouverture de l'enquête.

Notification individuelle faite par le demandeur aux propriétaires intéressés avec indication du montant de l'indemnité proposée.

Affichage en mairie de chaque commune intéressée, de l'arrêté préfectoral d'établissement des servitudes.

Notification au demandeur dudit arrêté préfectoral.

Notification au directeur départemental de l'équipement dudit arrêté préfectoral (art. 11 du décret du 15 février 1964).

Notification à chaque propriétaire à la diligence du demandeur, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'arrêté préfectoral d'établissement des servitudes. Au cas où un propriétaire ne pourrait être atteint, la notification doit être faite au fermier, locataire, gardien de la propriété ou à défaut au maire de la commune (art. 11 du décret du 15 février 1964).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérrogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'enfouir dans une bande de terrain de 3 mètres maximum une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre devant être respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après travaux.

Droit pour le bénéficiaire d'essarter dans la bande de terrain mentionnée ci-dessus, ou dans une bande plus large déterminée par arrêté préfectoral, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien des canalisations.

Droit pour le bénéficiaire et les agents de contrôle de l'administration d'accéder au terrain dans lequel la canalisation est enfouie.

Droit pour le bénéficiaire d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation à condition d'en prévenir les personnes exploitant les terrains.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires et leurs ayants droit de s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le bénéficiaire d'obtenir l'octroi d'un permis de construire, même si pour ce faire il convient de procéder au déplacement des canalisations. Les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude (art. 154 du décret du 15 février 1964), d'où la nécessité de prévoir, lors de l'élaboration des projets, des tracés de canalisations qui ménagent les possibilités d'implantation ultérieure de construction notamment aux abords des agglomérations. C'est ainsi que près des zones agglomérées les tracés de canalisations devront être prévus de préférence dans les lisières des parcelles, ou les traverser de manière qu'une utilisation rationnelle soit possible de part et d'autre de la canalisation (circulaire du 24 février 1965).

Droit pour le propriétaire qui s'est vu opposer un refus de permis de construire du fait de l'exercice de la servitude, de requérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, l'acquisition totale de sa propriété par le maître de l'ouvrage (art. 15 du décret du 15 février 1964).

LOI N° 62-904 DU 4 AOÛT 1962
instituant une servitude sur les fonds privés
pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. - Il est institué au profit des collectivités publiques, des établissements publics ou des concessionnaires de services publics qui entreprennent des travaux d'établissement de canalisations d'eau potable ou d'évacuation d'eaux usées ou pluviales une servitude leur conférant le droit d'établir à demeure des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenants aux habitations.

L'établissement de cette servitude ouvre droit à indemnité.

Art. 2. - Les contestations relatives aux indemnités sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 3. - Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées par décret en Conseil d'Etat de manière, notamment, que les conditions d'exercice de la servitude soient rationnelles et les moins dommageables à l'utilisation présente et future des terrains.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 4 août 1962.

CHARLES DE GAULLE

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI

DÉCRET N° 64-153 DU 15 FÉVRIER 1964

pris pour l'application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 62-904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, et notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les règlements pris pour son application ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Les personnes publiques définies à l'article 1^{er} de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 et leurs concessionnaires à qui les propriétaires intéressés n'ont pas donné les facilités nécessaires à l'établissement, au fonctionnement ou à l'entretien des canalisations souterraines d'eau potable ou d'évacuation d'eaux usées ou pluviales peuvent obtenir l'établissement de la servitude prévue à l'article 1^{er} de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 dans les conditions déterminées ci-dessous.

Art. 2. - Sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 10 ci-après décidant dans l'intérêt de l'exploitation de la parcelle que traverse la canalisation que la servitude n'entraîne pas certains des effets énumérés au présent article, la servitude donne à son bénéficiaire le droit :

1° D'enfouir dans une bande de terrain dont la largeur est fixée par le préfet, mais qui ne pourra dépasser trois mètres, une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre étant respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après les travaux ;

2° D'essarter dans la bande de terrain prévue au 1° ci-dessus et, le cas échéant, dans une bande plus large déterminée par l'arrêté préfectoral les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation ;

3° D'accéder au terrain dans lequel la conduite est enfouie, les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès ;

4° D'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après.

Art. 3. - La servitude oblige les propriétaires et leurs ayants droit à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

Art. 4. - La personne morale de droit public maître de l'ouvrage ou son concessionnaire qui sollicite le bénéfice de la loi du 4 août 1962 adresse à cet effet une demande au préfet.

A cette demande, sont annexés :

- une note donnant toutes précisions utiles sur l'objet des travaux et sur leur caractère technique ;
- le plan des ouvrages prévus ;
- le plan parcellaire des terrains sur lesquels l'établissement de la servitude est envisagé, avec l'indication du tracé des canalisations à établir, de la profondeur minimum à laquelle les canalisations seront posées, de la largeur des bandes prévues aux 1° et 2° de l'article 2 ci-dessus et de tous les autres éléments de la servitude. Ces éléments devront être arrêtés de manière que la canalisation soit établie de la façon la plus rationnelle et que la moindre atteinte possible soit portée aux conditions présentes et futures de l'exploitation des terrains ;

- la liste par commune des propriétaires, établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

Art. 5. - Après consultation des services intéressés et, notamment, de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle, le préfet prescrit, par arrêté, l'ouverture d'une enquête dans chacune des communes où sont situés les terrains devant être grevés de la servitude et désigne un commissaire enquêteur.

Un extrait du dossier comprenant pour chacune des communes intéressées les documents énumérés à l'article précédent est déposé, pendant huit jours au moins, à la mairie.

Art. 6. - Avis de l'ouverture de l'enquête est publié huit jours au moins avant la date de cette ouverture par affiche apposée à la porte de la mairie ; cet avis donne tous renseignements utiles sur l'enquête, notamment sur son objet, sa durée et les conditions de consultation du dossier par le public. Le maire certifie qu'il a procédé à cet affichage.

Art. 7. - Notification individuelle du dépôt du dossier est faite par le demandeur aux propriétaires intéressés, dans les formes et suivant les conditions prévues aux articles 16 et 17 du décret n° 59-701 du 6 juin 1959.

Cette notification comporte la mention du montant de l'indemnité proposée en réparation du préjudice causé par l'établissement de la servitude et par toutes les sujétions pouvant en découler.

Art. 8. - Pendant la période de dépôt prévue à l'article 5 ci-dessus, les réclamations et observations peuvent être soit consignées par les intéressés directement sur le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles cotés et paraphés par le maire, soit adressées par écrit au maire ou au commissaire enquêteur, qui les annexe audit registre.

A l'expiration de ladite période, le registre d'enquête est clos et signé par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur, dans un délai de quinze jours, dresse le procès-verbal de ces opérations et, après avoir entendu éventuellement toutes personnes susceptibles de l'éclairer, transmet le dossier avec son avis au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle.

Art. 9. - Si le commissaire enquêteur propose des modifications au tracé ou à la définition des servitudes et si ces modifications tendent à appliquer la servitude à des propriétés nouvelles ou à aggraver la servitude antérieurement prévue, notification directe en est faite par le demandeur aux intéressés dans les formes prévues à l'article 7 ci-dessus.

Les intéressés ont un nouveau délai de huit jours pour prendre connaissance à la mairie du plan modifié et présenter leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur, dans un délai maximum de huit jours, transmet le dossier avec ses conclusions au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef du service chargé du contrôle.

Art. 10. - Le préfet statue par arrêté sur l'établissement des servitudes. Dans l'arrêté, les propriétés sont désignées et l'identité des propriétaires est précisée, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 22 du décret du 6 juin 1959.

Au cas où la définition du tracé et des servitudes par le préfet doit être différente de celle soumise à l'enquête et doit l'aggraver, les dispositions de l'article précédent relatives à une nouvelle consultation des intéressés et du commissaire enquêteur sont applicables.

Art. 11. - L'arrêté préfectoral est notifié au demandeur et au directeur départemental de la construction et affiché à la mairie de chaque commune intéressée.

Il est également notifié à chaque propriétaire, à la diligence du demandeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

Art. 12. - Lorsque les travaux font l'objet d'une déclaration d'utilité publique et que le demandeur est en mesure, avant celle-ci, de déterminer les parcelles qui seront grevées par la servitude et de fournir le tracé précis des canalisations à établir, l'enquête prévue au présent décret peut être menée en même temps que l'enquête parcellaire avec laquelle elle peut être confondue.

Art. 13. - Le montant des indemnités dues en raison de l'établissement de la servitude est fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ; il couvre le préjudice subi par la réduction permanente du droit des propriétaires des terrains grevés.

Art. 14. - La date du commencement des travaux sur les terrains grevés de servitudes est portée à la connaissance des propriétaires et exploitants huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux. Un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter desdits travaux.

L'indemnisation des dommages résultant des travaux est fixée, à défaut d'accord amiable, par le tribunal administratif en premier ressort.

Art. 15. - Si le rejet d'une demande de permis de construire a pour motif l'exercice du droit de servitude dans la parcelle considérée, son propriétaire peut requérir son acquisition totale par le maître de l'ouvrage, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Si le permis de construire est accordé sous réserve d'un déplacement des canalisations, les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.

Art. 16. - Le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1964.

GEORGES POMPIDOU

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY

COMMUNE DE TAGLIO ISOLACCIO

PROJETS D'INTERET GENERAL OU SUSCEPTIBLES D'ETRE QUALIFIE D'INTERET GENERAL ART 121-3

Aucun projet d'intérêt général.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ART.126-1

Aucune servitude d'utilité publique.

CONNAISSANCE ET PRISE EN COMPTE DES RESEAUX D'EAU BRUTE ET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE L'O.E.H.C

Sur les plans ci-après, les réseaux (conduites principales) sont implantés. Dans le cadre du porter à connaissance, l'O.E.H.C souhaite que ces ouvrages soient pris en compte dans le cadre de l'urbanisation de la Commune, tant par les potentialités de raccordement qu'ils sont susceptibles d'offrir, que par les contraintes à intégrer pour les opérations d'aménagement qui seraient envisagées sur les secteurs concernés.

Sur les plans ci-après, les conduites principales des réseaux sont implantées. De part la nature des données, l'implantation des conduites est **indicative** et **n'a pas de valeur contractuelle**. En effet, l'implantation varie en fonction du fond utilisé. Elle présume donc uniquement de la situation de la conduite sur la parcelle (longe telle ou telle bordure, traverse la parcelle selon un axe donné...).

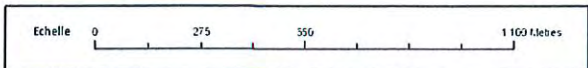
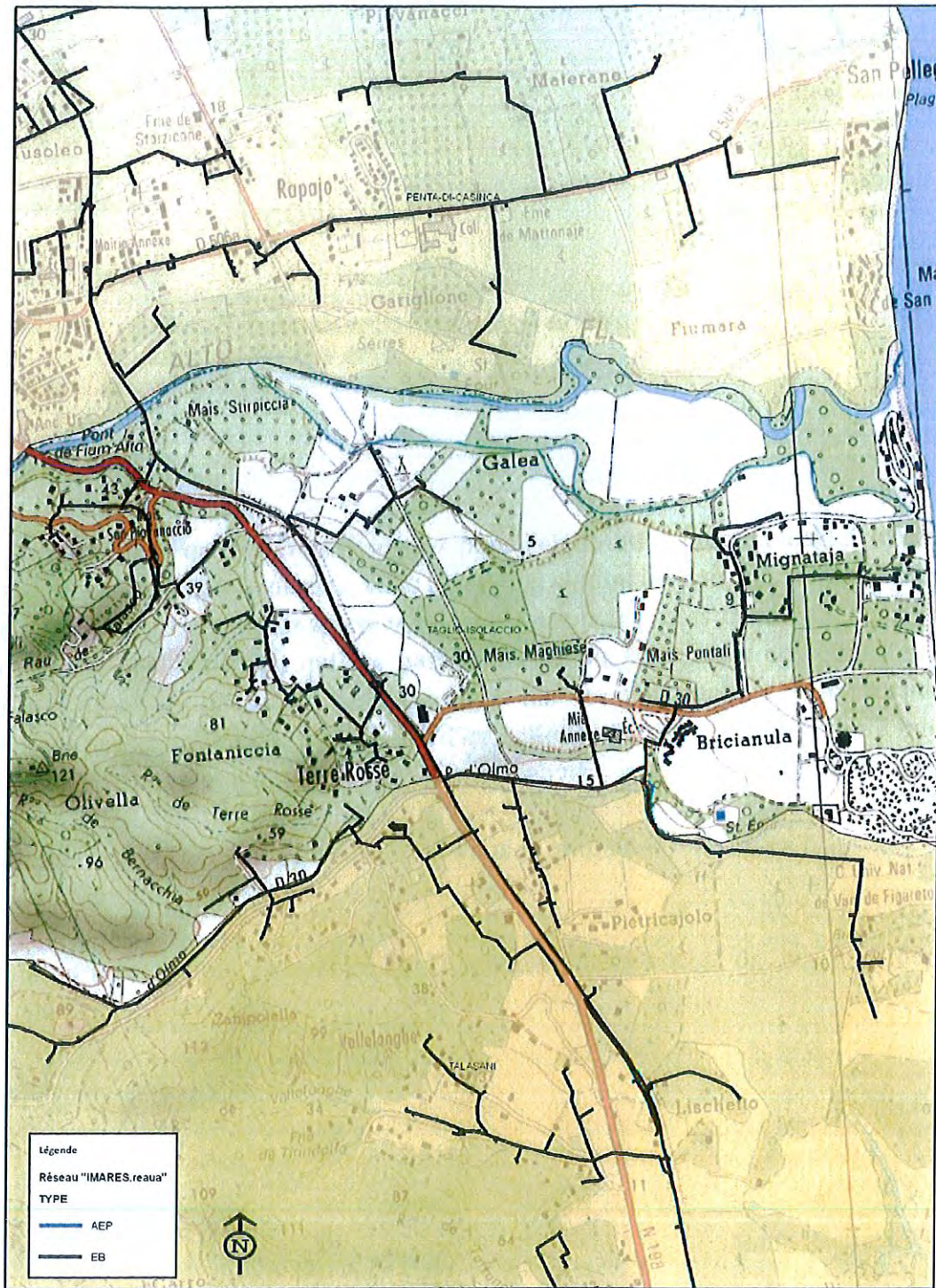
Dans le cadre d'une demande de permis de construire, susceptible d'être dans l'emprise du réseau (voir plans ci-après), les services de l'état ou de la mairie se rapprocheront des services de l'O.E.H.C, qui réalisera à ses frais, l'implantation de la conduite sur la parcelle (détection et piquetage).

Rappelons que l'implantation d'une conduite s'effectue avec l'aval du propriétaire qui signe une convention de passage l'engageant notamment à :

- Respecter la canalisation une fois établie et s'interdire tous travaux ou aménagement susceptible d'y apporter des détériorations,
- Autoriser de façon permanente tous préposés de l'O.E.H.C et de tout autre concessionnaire, qui pourrait être substitué, à pénétrer sur sa propriété soit pour vérifier l'état de la canalisation, soit pour effectuer les réparations qui s'avéraient nécessaires,
- Faire respecter les présentes conditions en cas de cession des terrains situés dans l'emprise de la canalisation. »

Ces indications doivent être transmises afin d'éviter les constructions au dessus d'une conduite existante.

Réseau d'alimentation en eau brute



CONSERVATION DES EAUX

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L. 20 du code de la santé publique, modifié par l'article 7 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ; décret n° 61-859 du 1^{er} août 1961 modifié par les décrets n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et n° 89-3 du 3 janvier 1989).

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), *Journal officiel* du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 736 et suivants du code de la santé publique).

Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (direction générale de la santé, sous-direction de la protection générale et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour de points de prélèvement existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate ;
- le périmètre de protection rapprochée ;
- le cas échéant, le périmètre de protection éloignée (1).

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, et en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, et après consultation d'une conférence interservices au sein de laquelle siègent notamment des représentants de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction départementale de l'équipement, du service de la navigation et du service chargé des mines, et après avis du conseil départemental d'hygiène et le cas échéant du Conseil supérieur d'hygiène de France.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité (art. L. 736 du code de la santé publique).

(1) Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

B. - INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

C. - PUBLICITÉ

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'Etat).

la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

a) *Eaux souterraines*

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

b) *Eaux de surface* (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenués créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé publique).

2° Droits résiduels du propriétaire

Protection des eaux minérales

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).



PREFECTURE DE LA HAUTE-CORSE

Arrêté n°04/50 28 en date du 10 mars 2004

- portant déclaration d'utilité publique et autorisation administrative des prélèvements en eau issus des captages de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, du Fium'Alto, de Ficajola et de Pétrignani en vue de la consommation humaine (communes de Vescovato, Venzolasca, Sorbo Ocagnano, Penta di Casinca, Taglio Isolaccio, Talasani, Poggio Mezzana, Santa Lucia di Moriani, San Nicolao, Santa Maria Poggio).
- portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection correspondants sur les communes de Vescovato, Penta di Casinca, Taglio Isolaccio, Santa Lucia di Moriani, San Nicolao et Loreto di Casinca.
- déclarant la cessibilité des terrains situés dans les périmètres de protection immédiate des captages.

LE PREFET DE HAUTE-CORSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'expropriation, notamment ses articles R.11.4 à R.11.14,
 - VU le code de l'environnement, notamment l'article L.215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales,
 - VU le code de la santé publique, notamment l'article L.1321-2,
 - VU le décret N° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-1 du code de l'environnement,
 - VU le décret N° 93.743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévue par l'article L.214-1 du code de l'environnement,
 - VU le dossier et les plans des lieux annexés présentés par le Président du Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani dûment habilité par délibération du Comité Syndical en date du 27 mars 1997, et soumis à enquête publique,
 - VU l'arrêté N°03/5051 du 15 mai 2003 portant ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire conjointes menées du 16 juin 2003 au 4 juillet 2003 en vue de l'autorisation des ouvrages de prélèvement en eau pour l'alimentation du Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani,
 - VU l'avis émis par le Commissaire enquêteur,
 - VU l'avis des services de l'Etat préalablement consultés,
 - VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse,
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en date du 27 janvier 2004,
 - VU l'arrêté du Préfet de la Haute-Corse N°03/1080 du 02 octobre 2003 portant délégation de signature à Monsieur Christian ALBIGES, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse ;
- Le pétitionnaire ayant été dûment consulté,
- SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse,

ARRETE

Article 1 : **DECLARATIONS D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1/ La dérivation des eaux des sources de Murmurio 1 et 2 et des fleuves Golo, Fium'Alto et Petrignani.
- 2/ Les travaux à entreprendre en vue de l'aménagement des captages de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, Fium'Alto, Ficajola et Petrignani.
- 3/ L'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ces mêmes captages.

Article 2 : **AUTORISATIONS**

- 1/ Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani est autorisé à exploiter, à traiter et à distribuer en vue de la consommation humaine la ressource en eau provenant des sources de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, Fium'Alto, Ficajola et Petrignani.
- 2/ Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani est autorisé à réaliser les travaux d'aménagement tels que décrits dans le dossier de demande d'autorisation soumis à enquête publique, notamment au titre de la rubrique 2.5.3 de la nomenclature.
- 3/ La population à desservir étant estimée à 20 000 habitants en période de pointe estivale, les besoins totaux en eau sont évalués à 5 000 m³/j.
Les volumes maximaux prélevés sur le milieu sont fixés comme suit :
 - sources de Murmurio 1 et 2 : aucune limitation
 - forage de Saint Just : 40 m³/h
 - forage du Fium'Alto : 80 m³/h
 - forage de Ficajola : 100 m³/h
 - forage de Petrignani : 50 m³/h

Les captages des sources de Murmurio 1 et 2 seront munis d'un système de trop plein permettant de restituer in situ au milieu naturel les eaux excédentaires.

Article 3 : **MESURES DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE**

L'état des installations de captage, d'adduction et de stockage devra être vérifié régulièrement. Le contrôle de la qualité de l'eau devra être assuré en conformité avec le programme d'analyses défini à l'annexe II du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001. Une attention particulière sera apportée au suivi de l'évolution du niveau du biseau salé.

Le déclarant mettra ainsi en place, aux points du réseau définis par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Haute-Corse, des dispositifs permettant la prise d'échantillons d'eau, et assurera une surveillance permanente de la qualité de l'eau en application de l'article 11 du décret précité.

En cas d'accident et de déversement de produits polluants aux abords de l'installation de captage, le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani devra être alerté. Dans le cas où les eaux seraient affectées par une pollution dont la toxicité pourrait s'avérer dangereuse à court terme, le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani devra prévoir un approvisionnement de secours (citernes ou bouteilles d'eau distribuées aux habitants) le temps nécessaire.

Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani est tenu d'installer un compteur volumétrique au point de prélèvement. Il notera les prélèvements mensuels sur un registre qu'il tiendra à la disposition des services chargés de la police de l'eau ; les incidents d'exploitation y seront eux aussi consignés.

Article 4 : **PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES**

Les états et plans parcellaires figurent en annexe au présent arrêté.

SOURCES DE MURMURIO 1 ET 2

Les sources de Murmurio 1 et 2 se trouvent sur le territoire de la commune de Loreto di Casinca, parcelles n°370 et 491- section A3 du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate appartient à des propriétaires privés et correspond à une partie des parcelles n°370, 491 et 492 – section A3 du cadastre de Loreto di Casinca.

Le périmètre de protection immédiate, d'une surface de 990 m², devra être clôturé et muni d'une porte cadénassée. L'intérieur de ce périmètre devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toute activité ne relevant pas de l'entretien des installations, tout dépôt de matières dangereuses et polluantes.

Les parties de parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate devront être acquises par le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani.

B/ Périmètres de protection rapprochée et éloignée

Ces deux périmètres doivent protéger efficacement le captage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée non clos correspondant aux parcelles n°363, 364, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 373, 491, 492, 493 et 497 - section A3, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont soumises à la réglementation générale.

Pour les cas ne relevant pas de la réglementation générale, des prescriptions spécifiques entraînant des servitudes administratives ont été établies après avis des services de l'Etat concernés et de l'hydrogéologue agréé. Seront interdits ou réglementés :

- la pratique de l'agriculture ou de l'élevage intensif (utilisation d'engrais ou pesticides, pacage et établissement d'élevage),
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 mètres de profondeur.

Une servitude de passage permettant l'accès au périmètre de protection immédiate est instaurée sur les parcelles n°492, 493 et 497 – section A3 du cadastre de Loreto di Casinca.

Un périmètre de protection éloignée a été délimité par l'hydrogéologue agréé (plan joint en annexe). Dans ce périmètre, les activités pouvant porter atteinte à la qualité des eaux sont sujettes aux réglementations générales relatives à la protection des eaux.

FORAGE DE SAINT JUST

Le forage de Saint Just se trouve sur le territoire de la commune de Vescovato, parcelle n°901 section A3 du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate appartient en pleine propriété au Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani et correspond à une partie de la parcelle n°901 de la section A3 du cadastre de Vescovato.

Le périmètre de protection immédiate, d'une surface de 56 m², clôturé et muni d'une porte cadénassée, devra être régulièrement entretenu. Il y sera interdit toute activité ne relevant pas de l'entretien des installations, tout dépôt de matières dangereuses et polluantes.

B/ Périmètres de protection rapprochée et éloignée

Ces deux périmètres doivent protéger efficacement le forage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée non clos correspondant aux parcelles n° 235 de la section A4, et n°173 p, 175, 176, 837, 838, 839 p, 993, 994, 995, 996, 997 et 1117 de la section A3, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont soumises à la réglementation générale. Seront notamment interdits :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,

- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les cimetières et les sépultures privées.

Par conséquent, non seulement l'habitation du hangar agricole situé sur la parcelle n°997 de la section A3 devra cesser mais, en outre, aucun entretien d'engins agricoles ou de véhicules ne pourra y être effectué et le stockage d'engrais et/ou de produits phytosanitaires devra se faire dans une cuve étanche afin d'éviter toute dispersion accidentelle massive dans le milieu naturel.

Pour les cas ne relevant pas de la réglementation générale, des prescriptions spécifiques entraînant des servitudes administratives ont été établies après avis des services de l'Etat concernés et de l'hydrogéologue agréé. Seront interdits ou réglementés :

- la pratique de l'agriculture ou de l'élevage intensif. Les analyses de contrôle effectuées n'ayant pas, jusqu'à ce jour, décelé de pollution d'origine agricole et les conditions de gisement de la nappe aquifère contribuant à la protection de la nappe, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires peut être poursuivie à titre dérogatoire. Des analyses de contrôle devront être pratiquées deux fois par an pour vérifier l'évolution des teneurs en nitrates en particulier et la qualité des eaux en général. Des mesures plus contraignantes pourront être prises dans le cas d'analyses où des variations significatives de la teneur en nitrates ou d'autres substances seraient signalées.
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 mètres de profondeur.

Un périmètre de protection éloignée a été délimité par l'hydrogéologue agréé (plan joint en annexe). Dans ce périmètre, les activités pouvant porter atteinte à la qualité des eaux sont sujettes aux réglementations générales relatives à la protection des eaux.

FORAGE DU FIUM'ALTO

Le forage du Fium'Alto se trouve sur le territoire de la commune de Penta di Casinca, parcelle n°609 section A7 du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate appartient en pleine propriété au Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani et correspond à la parcelle n°609 de la section A7 du cadastre de Penta di Casinca.

Le périmètre de protection immédiate, d'une surface de 259 m², devra être clôturé et muni d'une porte cadenassée. L'intérieur de ce périmètre devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toute activité ne relevant pas de l'entretien des installations, tout dépôt de matières dangereuses et polluantes.

B/ Périmètres de protection rapprochée et éloignée

Ces deux périmètres doivent protéger efficacement le forage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée non clos correspondant aux parcelles n° 279, 280, 391 et 392 de la section A6, et n°893p et 930p de la section A7, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont soumises à la réglementation générale. Seront notamment interdits :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,

- les cimetières et les sépultures privées.

Pour les cas ne relevant pas de la réglementation générale, des prescriptions spécifiques entraînant des servitudes administratives ont été établies après avis des services de l'Etat concernés et de l'hydrogéologue agréé. Seront interdits ou réglementés :

- la pratique de l'agriculture ou de l'élevage intensif. Les analyses de contrôle effectuées n'ayant pas, jusqu'à ce jour, décelé de pollution d'origine agricole et les conditions de gisement de la nappe aquifère contribuant à la protection de la nappe, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires peut être poursuivie à titre dérogatoire. Des analyses de contrôle devront être pratiquées deux fois par an pour vérifier l'évolution des teneurs en nitrates en particulier et la qualité des eaux en général. Des mesures plus contraignantes pourront être prises dans le cas d'analyses où des variations significatives de la teneur en nitrates ou d'autres substances seraient signalées.
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 mètres de profondeur.

Un périmètre de protection éloignée a été délimité par l'hydrogéologue agréé (plan joint en annexe). Dans ce périmètre, les activités pouvant porter atteinte à la qualité des eaux sont sujettes aux réglementations générales relatives à la protection des eaux.

FORAGE DE FICAJOLA

Le forage de Ficajola se trouve sur le territoire de la commune de Penta di Casinca, parcelle n°1017 section A7 du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate appartient en pleine propriété au Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani et correspond à la parcelle n°1017 (213 m²) de la section A7 du cadastre de Penta di Casinca.

Le périmètre de protection immédiate devra être clôturé et muni d'une porte cadénassée. L'intérieur de ce périmètre devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toute activité ne relevant pas de l'entretien des installations, tout dépôt de matières dangereuses et polluantes.

B/ Périmètres de protection rapprochée et éloignée

Ces deux périmètres doivent protéger efficacement le forage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée non clos correspondant aux parcelles n°931, 932 et 1016 de la section A7 du cadastre de Penta di Casinca, et n°423, 424, 425, 429, 430, 702, 703, 781 et 782 de la section A3 du cadastre de Taglio Isolaccio, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont soumises à la réglementation générale. Seront notamment interdits :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les cimetières et les sépultures privées.

Pour les cas ne relevant pas de la réglementation générale, des prescriptions spécifiques entraînant des servitudes administratives ont été établies après avis des services de l'Etat concernés et de l'hydrogéologue agréé. Seront interdits ou réglementés :

- la pratique de l'agriculture ou de l'élevage intensif. Les analyses de contrôle effectuées n'ayant pas, jusqu'à ce jour, décelé de pollution d'origine agricole et les conditions de gisement de la nappe aquifère contribuant à la protection de la nappe, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires peut être poursuivie à titre dérogatoire. Des analyses de contrôle devront être pratiquées deux fois par an pour vérifier l'évolution des teneurs en nitrates en particulier et la qualité des eaux en général. Des mesures plus contraignantes pourront être prises dans le cas d'analyses où des variations significatives de la teneur en nitrates ou d'autres substances seraient signalées.
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 mètres de profondeur.

Une servitude de passage permettant l'accès au périmètre de protection immédiate est instaurée sur les parcelles n°423, 424 et 703 de la section A3 du cadastre de Taglio Isolaccio.

Un périmètre de protection éloignée a été délimité par l'hydrogéologue agréé (plan joint en annexe). Dans ce périmètre, les activités pouvant porter atteinte à la qualité des eaux sont sujettes aux réglementations générales relatives à la protection des eaux.

FORAGE DE PETRIGNANI

Le forage de Petri gnani se trouve sur le territoire de la commune de Santa Lucia di Moriani, parcelle n°126 section AH du cadastre, dans le lit mineur du Petri gnani.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate appartient à un propriétaire privé et correspond à une partie de la parcelle n°126 de la section AH du cadastre de Santa Lucia di Moriani.

Le périmètre de protection immédiate, d'environ 10 m², correspond à l'édifice de protection de la tête de forage et devra être acquis par le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani. Il y sera interdit toute activité ne relevant pas de l'entretien des installations, tout dépôt de matières dangereuses et polluantes. Aucune clôture ne sera installée pour permettre le libre écoulement des crues.

B/ Périmètres de protection rapprochée et éloignée

Ces deux périmètres doivent protéger efficacement le forage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée non clos correspondant aux parcelles 161a, 162, 163a, 164a, 124, 125, 126, 127, 128 et 130 de la section AH du cadastre de Santa Lucia di Moriani, et n°49, 519, 525, 522, 497, 572, 573, 913, 926, 927, 1146p, 1147p, 1148p et 1149p de la section A1 du cadastre de San Nicolao, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont soumises à la réglementation générale. Seront notamment interdits :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les cimetières et les sépultures privées.

Pour les cas ne relevant pas de la réglementation générale, des prescriptions spécifiques entraînant des servitudes administratives ont été établies après avis des services de l'Etat concernés et de l'hydrogéologue agréé. Seront interdits ou réglementés :

- la pratique de l'agriculture ou de l'élevage intensif. Les analyses de contrôle effectuées n'ayant pas, jusqu'à ce jour, décelé de pollution d'origine agricole et les conditions de gisement de la nappe aquifère contribuant à la protection de la nappe, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires peut être poursuivie à titre dérogatoire. Des analyses de contrôle devront être pratiquées deux fois par an pour vérifier l'évolution des teneurs en nitrates en particulier et la qualité des eaux en général. Des mesures plus contraignantes pourront être prises dans le cas d'analyses où des variations significatives de la teneur en nitrates ou d'autres substances

seraient signalées.

- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 mètres de profondeur.

Une servitude de passage permettant l'accès au périmètre de protection immédiate est instaurée sur les parcelles n°48 et 49 de la section A1 du cadastre de San Nicolao.

Un périmètre de protection éloignée a été délimité par l'hydrogéologue agréé (plan joint en annexe). Dans ce périmètre, les activités pouvant porter atteinte à la qualité des eaux sont sujettes aux réglementations générales relatives à la protection des eaux.

Article 5 : DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations prescrites dans un délai maximal de 2 ans.

Article 6 : CESSIBILITE DES TERRAINS

Sont déclarées cessibles, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints et annexés au présent arrêté, les parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate des captages dont l'exploitation est autorisée.

Article 7 : ACQUISITION DES TERRAINS COMPRIS DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Article 8 : QUICONQUE AURA CONTREVENU AUX DISPOSITIONS PRECITEES sera passible des peines prévues à l'article 44 du décret n°93.742 du 29 mars 1993 susvisé

Article 9 : MODIFICATION

Tout changement de ressource ou toute modification du débit maximal autorisé fera l'objet d'une nouvelle autorisation préfectorale conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 10 : PUBLICATIONS ET AFFICHAGES

L'arrêté portant autorisation du projet sera par les soins et à la charge du pétitionnaire :

- publié à la conservation des hypothèques du département de la Haute-Corse,
- affiché suivant la procédure réglementaire en vigueur en mairies de Vescovato, Penta di Casinca, Taglio Isolaccio, Santa Lucia di Moriani, San Nicolao et Loreto di Casinca.

Article 11 : INDEMNISATION

Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani devra indemniser toutes personnes de tous dommages qui leur auront été éventuellement causés par l'exécution du projet.

Article 12 : DROITS DES TIERS


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'autorisation obtenue par le pétitionnaire ne dispense pas de l'obligation d'obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.

Article 13 : PUBLICATION ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Corse, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Haute-Corse, chargés de la police des eaux, le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Corse.

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt


Christian ALBIGES

Délai et voie de recours : Article L.514-6 du code de l'environnement. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai des recours est de deux mois pour le permissionnaire et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.



COPIE

PREFECTURE DE LA HAUTE-CORSE



**Direction départementale
de l'agriculture et de la forêt
de Haute-Corse**

Arrêté n° 2006-68-10 en date du 9 mars 2006 portant modification de l'arrêté n° 04/50-28 du 10 mars 2004 relatif à l'autorisation administrative des prélèvements en eau issus des captages de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, du Fium'Alto, de Ficajola et de Petrignani en vue de la consommation humaine (communes de Vescovato, Venzolasca, Sorbo Ocagnano, Penta di Casinca, Taglio Isolaccio, Talasani, Poggio Mezzana, Santa Lucia di Moriani, San Nicolao, Santa Maria Poggio)

**Le Préfet de la Haute-Corse
Chevalier de l'Ordre National Du Mérite**

- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU les décrets n° 93-742 (modifié) et n° 93-743 du 29 mars 1993 (modifié) relatifs respectivement aux procédures et à la nomenclature d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement,
- VU le décret n° 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut édicter les prescriptions, règles et interdictions prévues par les articles L.211-1 et L.211-3 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6 et L.215-13,
- VU l'arrêté préfectoral n° 04/50-28 en date du 10 mars 2004 portant autorisation administrative des prélèvements en eau issus des captages de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, du Fium'Alto, de Ficajola et de Petrignani en vue de la consommation humaine,
- VU l'arrêté du Préfet de la Haute-Corse n°04/938 en date du 19 avril 2004 instituant la Mission Interservices de l'Eau en Haute-Corse,
- VU l'arrêté du Préfet de la Haute-Corse n° 2005-221-1 en date du 9 août 2005 portant délégation de signature à Monsieur Roger TAUZIN, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse,

- Considérant** la demande de monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de la Casinca en date du 20 février 2006,
- Considérant** que les difficultés rencontrées pour recenser les propriétaires des terrains concernés par les obligations prescrites par l'arrêté n° 04/50-28 susvisé ont provoqué le retard du lancement des travaux,
- Considérant** que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 04/50-28 ne pourront être respectées,

ARRETE

Article 1 OBJET

Les articles 2 et 5 de l'arrêté préfectoral n° 04/50-28 du 10 mars 2004 portant autorisation administrative des prélèvements en eau issus des captages de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, du Fium'Alto, de Ficajola et de Petrignani en vue de la consommation humaine sont respectivement abrogés et remplacés par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n° 04/50-28 restent inchangés

Article 2 AUTORISATIONS

1/ Le Syndicat intercommunal de la Casinca à Moriani est autorisé à exploiter, à traiter et à distribuer en vue de la consommation humaine la ressource en eau provenant des sources de Murmurio 1 et 2 et des forages de Saint Just, Fium'Alto, Ficajola et Petrignani.

2/ Le Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani est autorisé à réaliser les travaux d'aménagement tels que décrits dans le dossier de demande d'autorisation soumis à enquête publique, notamment au titre de la rubrique 2.5.3 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 : "Ouvrage, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues".

3/ La population à desservir étant estimée à 20 000 habitants en période de pointe estivale, les besoins totaux en eau sont évalués à 5 000 m³/j.

Les volumes maximaux prélevés sur le milieu sont fixés comme suit :

- Sources de Murmurio 1 et 2 : aucune limitation
- Forages :

Rubrique 1.1.1. "Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé" :

- **Autorisations - 1.1.1 alinéa 1 :**

"Capacité totale maximale des installations de prélèvement supérieure ou égale à 80 m³/h"

- o forage du Fium'Alto : 80 m³/h
- o forage de Ficajola : 100 m³/h

- **Déclarations- 1.1.1 alinéa 2 :**

"Capacité totale maximale des installations de prélèvement supérieure à 8 m³/h mais inférieure à 80 m³/h"

- o forage de Saint Just : 40 m³/h
- o forage de Petrignani : 50 m³/h

Article 3 DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Les installations, activités et dépôts existants devront satisfaire aux obligations prescrites par l'arrêté préfectoral n° 04/50-28 du 10 mars 2004 dans un délai maximal de 2 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 4 MODIFICATION

Tout changement de ressource ou toute modification du débit maximal autorisé feront l'objet d'une nouvelle autorisation préfectorale conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5 DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'autorisation obtenue par le pétitionnaire ne dispense pas de l'obligation d'obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.

Article 6 EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Corse, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Corse, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Haute-Corse, chargés de la police des eaux, le Président du Syndicat Intercommunal de la Casinca à Moriani, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Corse.

P/Le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt,

Roger TAUZIN

Géomorphie

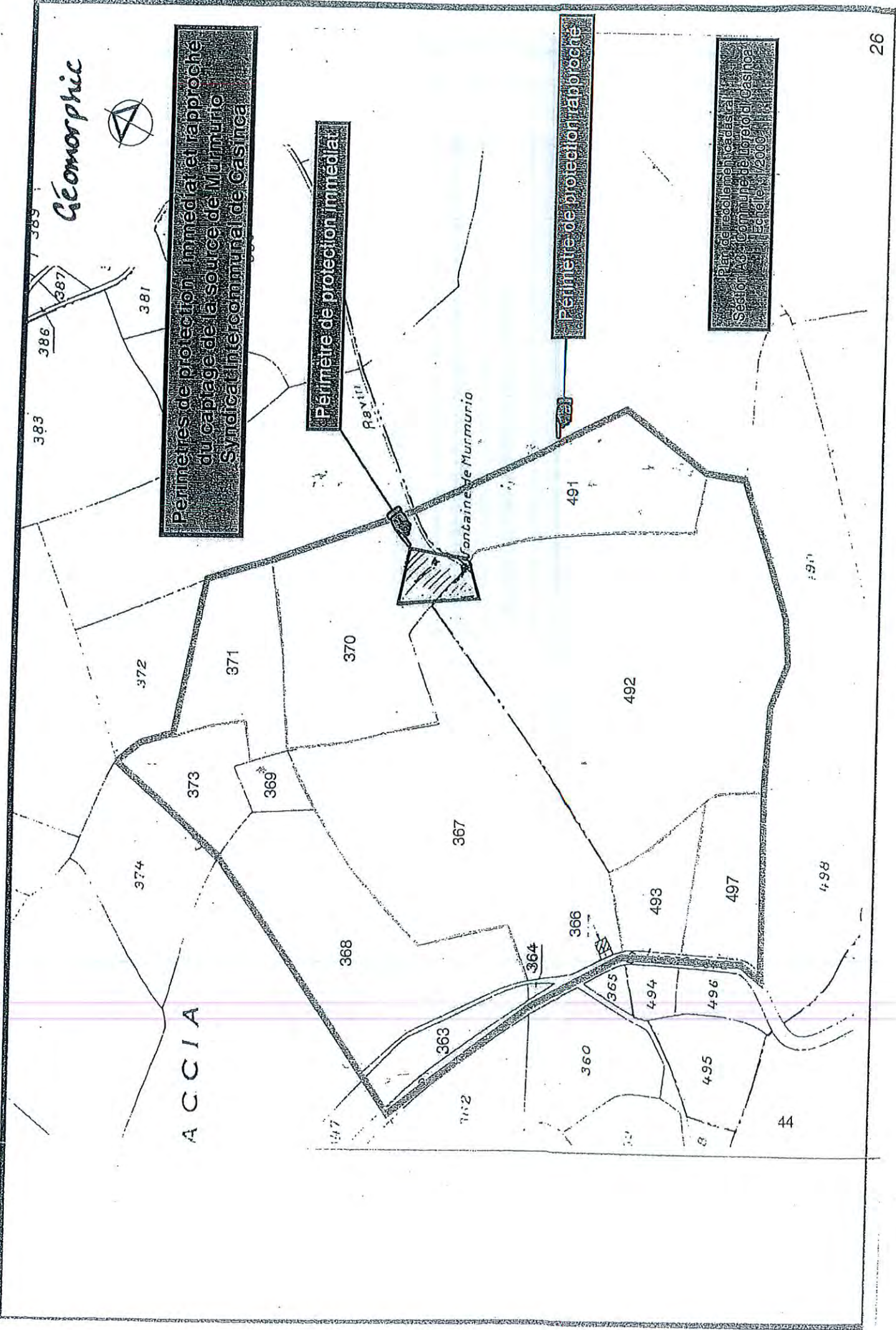


Périmètres de protection immédiat et rapproché
du captage de la source de Murrurio
Syndicat Intercommunal de Casinca

Périmètre de protection immédiat

Périmètre de protection rapproché

Plan de recensement cadastrale
Section de Commune de Murrurio
Echelle: 1/2000



A C C I A

Captage des sources de Murmurio

Périmètre de protection immédiat

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface destinée au PPI (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERTIER SUPPOSÉ)
Les parcelles se trouvent sur la commune de Loreto di Casinca.						
CRISTOFINI OÙRS FRANCOIS	A3	370	5990	env. 770	5220	PIERONI Germain. Vignale. 20215 Vescovato.
MATTEI JEAN BAPTISTE	A3	491	4765	env. 40	4725	ALBERTINI ep ARNAUD. 18 rue Bir Hakeim. 94480 Abion sur Seine
ALBERTINI DOMINIQUE EP TROMANO	A3	492	16610	env. 180	16430	ALBERTINI Ange Toussaint. 20215 Loreto di Casinca
Surface totale destinée au périmètre de protection immédiat (en m²)					990	

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché des Sources de Murmurio

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER.SUPPOSÉ)
Les parcelles se trouvent sur la commune de Loreto di Casinca.				
ALBERTINI MARGUERITE EP PASSONI JOSEPH	A3	363	995	ALBERTINI MARGUERITE EP PASSONI JOSEPH. 20215 Loreto di Casinca
SUFFREDINI FRANCOIS EP PUCCI	A3	364	38	SUFFREDINI FRANCOIS EP PUCCI. 20215 Loreto di Casinca.
ALBERTINI DOMINIQUE DE JEAN BAPTISTE	A3	366	228	ALBERTINI Ange Toussaint. 20215 Loreto di Casinca
	A3	367	11320	
ALBERTINI JEAN BAPTISTE EP VINCIGUERRA	A3	368	6530	ALBERTINI JEAN BAPTISTE EP VINCIGUERRA. Imm. Les Violettes. Cité Annonciade. 20200 Bastia.
	A3	373	2030	
PASQUALINI ANGE TOUSSAINT	A3	369	614	ROCCHI Jean Erasme. 20215 Loreto di Casinca.
CRISTOFINI JOURS FRANCOIS	A3	370	5220	PIERONI Germain. Vignale. 20215 Vescovato.
GHERARDI ANTOINE EP GHERARDI ANNONCIADE	A3	371	2902	MME FUBIANI. Immeuble Napoléon. Toga. 20200 Bastia.
MATTEI JEAN BAPTISTE	A3	491	4725	ALBERTINI ep ARNAUD. 18 rue Bir Hakeim. 94480 Abion sur Seine

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché des Sources de Murmorio (suite)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles se trouvent sur la commune de Loreto di Casinca.				
ALBERTINI DOMINIQUE EP TROMANO	A3	492	16430	ALBERTINI Ange Toussaint. 20215 Loreto di Casinca
	A3	493	1705	
LUIGI PHILIPPE ANTOINE EP MARCHELLI MARIE ANTOINETTE	A3	497	2220	LUIGI PHILIPPE ANTOINE EP MARCHELLI MARIE ANTOINETTE. 20215 Loreto di Casinca.
Surface totale d'emprise du périmètre rapproché:			54957	

* moins la surface destinée au périmètre immédiat

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca



Périmètres de protection immédiat et rapproché
du captage du Forage de Saint Just
Syndicat Intercommunal de Casinca

Plan de recensement cadastral
Sections A3 et A4 - Commune de Vescovaro
Echelle: 1/2000

Forage de St Just

Périmètre de protection immédiat

PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface destinée au PPI (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles se trouvent sur la commune de Vescovato.						
Syndicat intercommunal de la Plaine de Casinca	A ₃	901	220	220	0	Syndicat intercommunal de la Plaine de Casinca. rue des Jardins. 20200 Bastia
Surface totale destinée au périmètre de protection immédiat					220	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du forage de St Just

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
CHAFFARDON D'ANGELIS RENE MARC/GHALMI CLAUDE/MITHOIS PATRICE	A4	235	67905	CHAFFARDON D'ANGELIS RENE MARC. 60 rue du Rocher. 75008 Paris
GIUDICELLI PIERRE KARIM	A3	838	14029	GIUDICELLI PIERRE KARIM. Cruciata. 20215 Venzolasca
PASQUALINI DEVOTE EP RIBAUT JEAN CLAUDE	A3	173	23798	PASQUALINI DEVOTE EP RIBAUT JEAN CLAUDE. 9 RUE ST JEAN. 20200 BASTIA
ORSINI PHILIPPE ANTOINE	A3	175	20263	ORSINI PHILIPPE ANTOINE ou Succession. 20215 VESCOVATO.
LUNGARELLA ANGE RAPHAEL EP STRAZELLA VITA	A3	997	10301	LUNGARELLA ANGE RAPHAEL EP STRAZELLA VITA. 20215 VESCOVATO
GIUDICELLI FRANCOISE EP GIUDICELLI PIERRE	A3	839	17599	GIUDICELLI FRANCOISE EP GIUDICELLI PIERRE. 20215 VENZOLASCA
GIUDICELLI JACQUES FRANCOIS	A3	837	16377	GIUDICELLI JACQUES FRANCOIS. 20215 VENZOLASCA

Les parcelles se trouvent sur la commune de Vescovato.

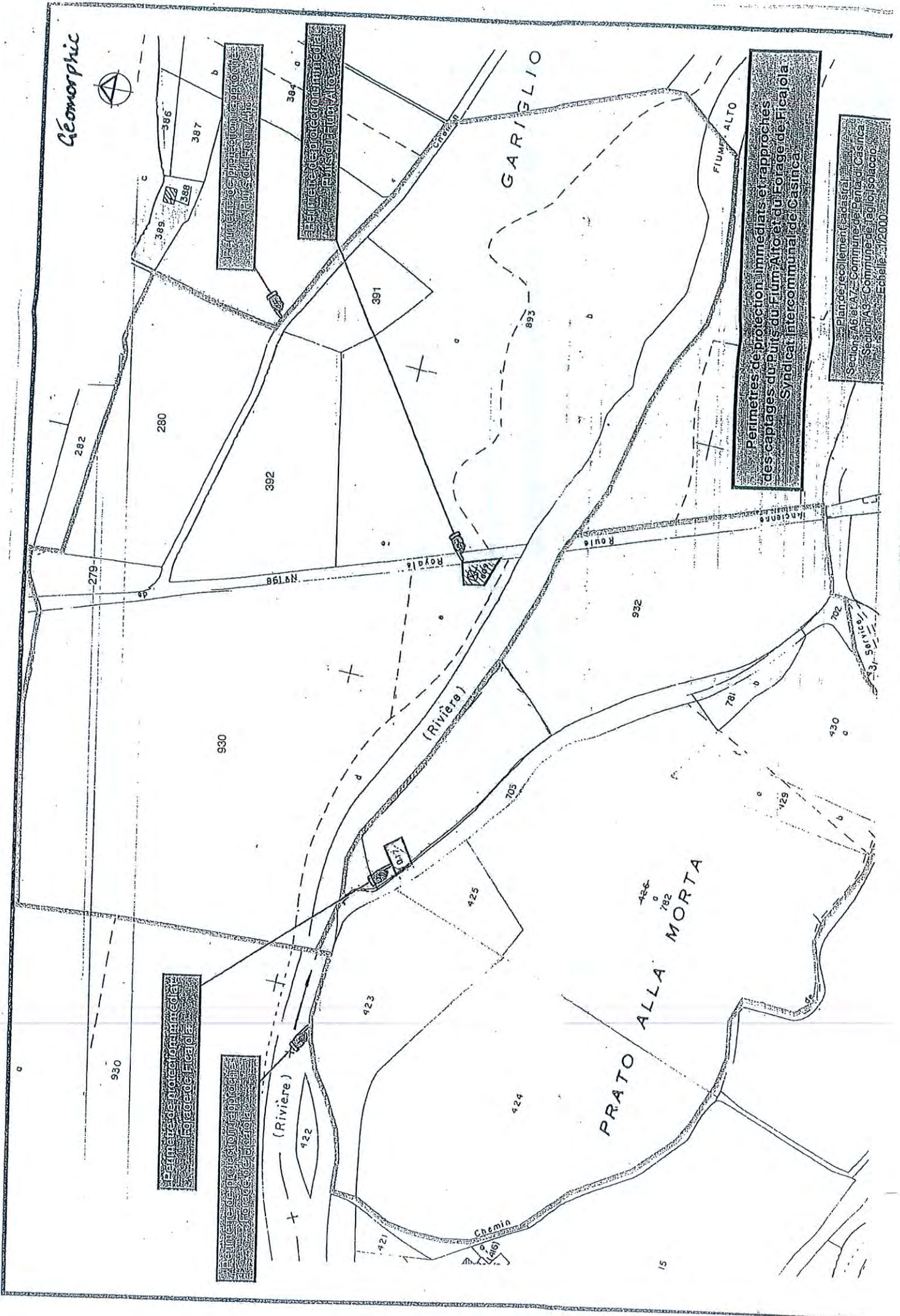
Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du forage de St Just (suite)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles se trouvent sur la commune de Vescovato.				
GIANSILY FELCITE EP CONSALVI ANGE JOSEPH	A3	1117	35132	CONSALVI Françoise. 20215 VESCOVATO ou PANZA Sophie. 20215 VESCOVATO.
	A3	176	8200	MARCHINI LUCIEN EP BASTIANI MARIE LUCIE. POZZO DI VIGNA. 20215 VESCOVATO
	A3	993	6200	GIANSILY DON PIERRE EP ALBERTINI CATHERINE. 20215 VESCOVATO
	A3	994	2460	
	A3	995	2460	
	A3	996	12460	
Surface totale d'emprise du périmètre rapproché:			237184	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat Intercommunal de la Casinca

Geomorphic



Perimetre de protection immediate
des captages de Puits de Fiume Alto

Perimetre de protection immediate
des captages de Puits de Fiume Alto

Perimetres de protection immediates et approches
des captages de Puits du Fiume Alto et du Forage de Ficalola
Syndicat intercommunal de Casinca

Plan de recensement cadastral
Section A67 - Commune de Pania di Casinca
Section A9 - Commune de Tagliero Solaccio
Echelle: 1/2000

Perimetre de protection immediate
des captages de Puits de Ficalola

Perimetre de protection immediate
des captages de Puits de Ficalola

PRATO ALLA MORTA

GARIGLIO

Fiume Alto

(Riviera)

(Riviera)

Chemin

Route

Roya

282

280

279

389

387

386

384

391

392

930

930

932

430

429

781

436

782

425

424

423

422

421

705

15

Puits du Fium'Alto-rive gauche

Périmètre de protection immédiat Puits du Fium'Alto

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface destinée au PPI (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIETAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Penta di Casinca.						
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PLAINE ET LA CASINCA	A7	609	259	259	0	SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PLAINE ET LA CASINCA. 20215 VESCOVATO
Surface totale destinée au périmètre de protection immédiat (en m ²)					259	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat intercommunal de la Casinca



Périmètre de protection rapproché du captage du Puits du Fium'Alto

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIETAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Penta di Casinca.				
SOULARD CHARLES LOUIS	A6	392	11090	SOULARD CHARLES LOUIS EP PIERI. FOLELLI. 20213 PENTA DI CASINCA
	A6	279	1735	LEONELLI GRACIEUSE. 20213 Sorbo Ocagnano
		280	13825	
		391	1833	
COLOMBANI DAMAS/ PETRONELLI PHILIPPINE	A7	893 (a,b)	#48100	PETRONELLI JEAN. LIEU DIT FICAJOLA. 20230 TAGLIO ISOLACCIO
DECORSI PHILIPPE JOSEPH FRANCOIS	A7	930 (a,e)	#56000	Mme DECORSI PHILIPPE JOSEPH FRANCOIS. 7. BD GENERAL DE GAULE. 20200 BASTIA
Surface totale d'emprise du périmètre rapproché:			132583	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat Intercommunal de la Casinca

Forage de Ficajola

Périmètre de protection immédiat

PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface destinée au PPI (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Penta di Casinca.						
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PLAINE ET LA CASINCA	A7	1017	213	213	0	SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PLAINE ET LA CASINCA. 20215 VESCOVATO
Surface totale destinée au périmètre de protection immédiat (en m²)					213	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du captage du forage de Ficajola

Géomorphie

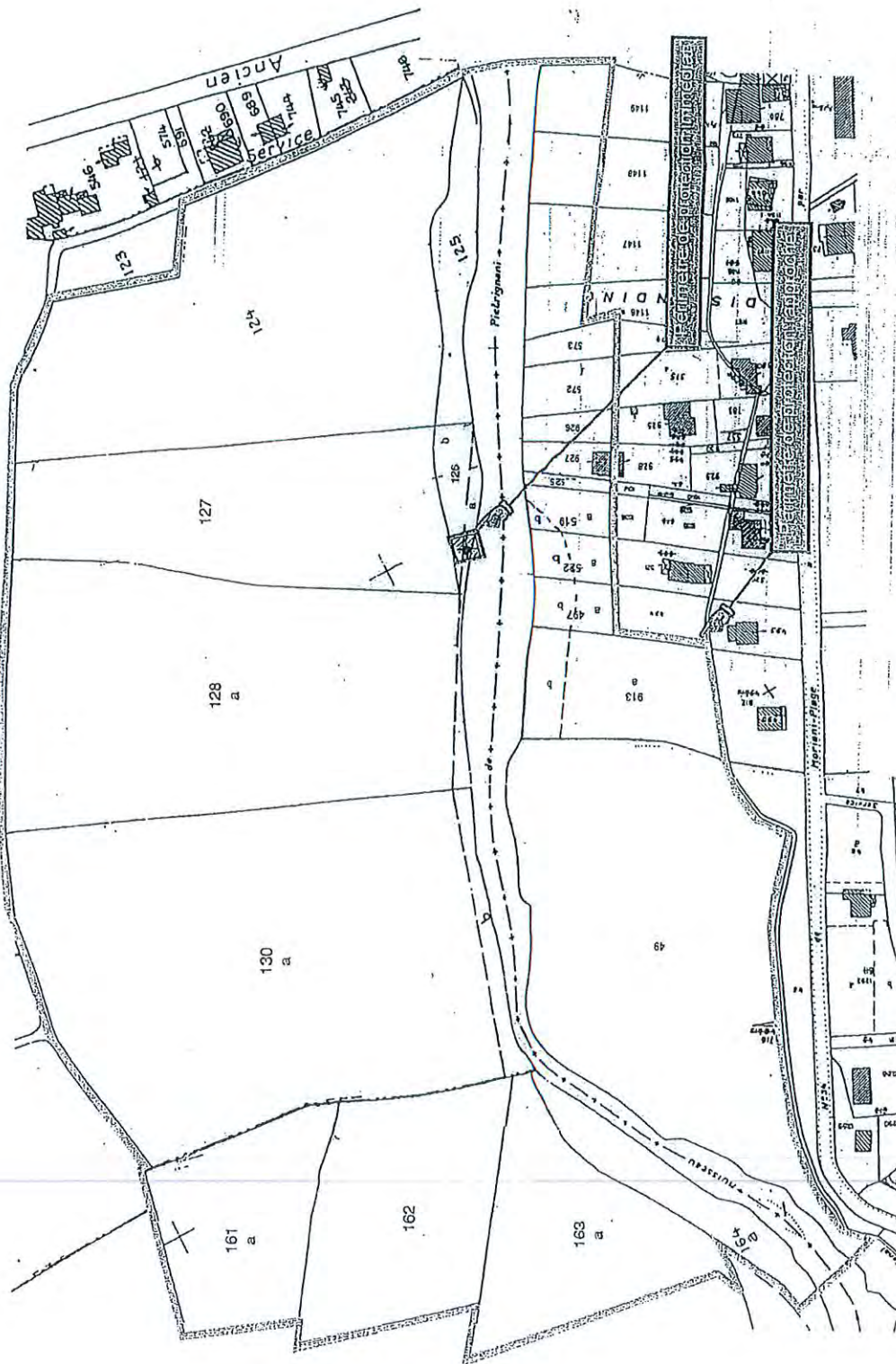
PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HÉRITIERS SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Penta di Casinca.				
DECORSI PHILIPPE JOSEPH FRANCOIS	A7	1016	6367	Mme DECORSI PHILIPPE JOSEPH FRANCOIS. 7 BD GENERAL DE GAULE. 20200 BASTIA
	A7	931	440	
	A7	932	18400	
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Taglio Isolaccio				
PORRUNCINI Jean Baptiste et André.	A3	702	480	Indiv : PORRUNCINI Jean Baptiste et Héritiers de PORRUNCINI André. 20230 Pero Casevecchie.
	A3	703	2140	
FAUVET Fernand epoux Merlin	A3	423	10335	FAUVET Fernand epoux Merlin. Plaine de Taglio Isolaccio. 20230 taglio Isolaccio.
	A3	424	26160	
	A3	425	2700	
	A3	781	1510	
	A3	782	37870	
VINCENSINI César	A3	429	2442	VINCENSINI César. 36 rue Verdi. 06000 Nice. A confirmer mairie de Pero Casevecchie 36 91 02
PORRUNCINI Bastien ou Joseph	A3	430	8260	Indiv : Héritiers de PORRUNCINI André et PORRUNCINI Bastien . Hameau de Taglio. 20230 Taglio Isolaccio
Surface totale d'emprise du périmètre rapproché:			117104	

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Février 2001



Périmètres de protection immédiat et rapproché
Forage de Pérignani
Syndicat intercommunal de Casmea



Plan de recensement cadastral
Section A - Commune de Sarcelles
Section A - Commune de Sarcelles
Echelle 1/2000

Forage de Petrignani

Périmètre de protection immédiat

Les parcelles se trouvent sur la commune de Santa Lucia di Moriani

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface destinée au PPI (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
SIMONPAOLI MATHILDE EP PAOLI JEAN	AH	126	1980	#10	1970	SIMONPAOLI MATHILDE EP PAOLI JEAN, Rte de la Madone, 20230 Santa Lucia di Moriani.
Surface totale destinée au périmètre de protection immédiat (en m ²)					#10	

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du Forage de Petriagnani

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de Santa Lucia di Moriani				
PASQUINI ETIENNE JACQUES	AH	164 a	3140	MME DESCAMPS -PASQUINI . CAMPING MERENDELLA. MORIANI. 20230 SAN NICOLAO
	AH	163 a	4950	
	AH	161a	9295	
	AH	162	7190	
PASQUINI MARIE GRACIEUSE	AH	128	19890	MME DESCAMPS -PASQUINI . CAMPING MERENDELLA. MORIANI. 20230 SAN NICOLAO
SIMONPAOLI MATHILDE EP PAOLI JEAN/ PAOLI Andre/Mireille	AH	127	11065	SIMONPAOLI MATHILDE EP PAOLI JEAN. Rte de la Madone. 20230 Santa Lucia di Moriani.
	AH	126	1970 *	
GUELFUCCI JEAN VINCENT/Xavier/Nicolas	AH	130	25015	GUELFUCCI JEAN VINCENT. 20230 SANTA LUCIA DI MORIANI
ANGELI NICOLAS PAUL EP TRIBOUT	AH	124	18525	ANGELI NICOLAS PAUL EP TRIBOUT. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO
	AH	125	1930	

Dossier parcellaire
Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du Forage de Petriagnani (suite)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de San Nicolao				
MARCANTONI NICOLAS	A1	49	17670	MARCANTONI NICOLAS. chez MARCANTONI FRANCOIS. 160 RUE LACROIX ST JACQUES. 45200 AMILLY.
SERRA MARIE JACQUELINE EP RIDOLFO GEORGES	A1	913	3660	SERRA MARIE JACQUELINE EP RIDOLFO GEORGES. MORIANI PLAGE. RTE DE SAN NICOLAO. 20230 SAN NICOLAO.
MARCIATI LOUIS.	A1	497	713	MARCIATI LOUIS. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO. ??
GRECO MARCIATI DARIUS EP RETALI JEANNINE	A1	522	683	RETALI JEANNINE. BP 10. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO.
KLIER ANDRE FRANCE EP DONSIMONI MARIE CLAIRE	A1	519	712	KLIER ANDRE FRANCE EP DONSIMONI MARIE CLAIRE. RES LES CROISSETS. 6 ALL. GUYNEMER. 93330 NEUILLY SUR MARNE. A CONFIRMER.
SALUSSE JOSEPH EP SILVAGNOLI JEANNE FRANCOIS	A1	525	199	MME SALUSSE. DISTINDINO. 20230 SAN NICOLAO.
TALENT MICHEL PAUL ALEXANDRE EP ROUSSIERE MARIE FRANCE	A1	927	627	TALENT MICHEL PAUL ALEXANDRE EP ROUSSIERE MARIE FRANCE. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO.
GOMEZ GILLES EP ALBERTINI PASCALE	A1	926	440	GOMEZ GILLES EP ALBERTINI PASCALE. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO
MARIANI GREGOIRE EP DEFRANCHI	A1	572	827	MARIANI JEAN LOUIS. RTE DE VILLAGE. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO.
	A1	573	529	

Dossier parcellaire

Périmètres de protection des captages d'eau potable
Syndicat Intercommunal de la Casinca

Périmètre de protection rapproché du Forage de Petriagnani (suite)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle concernée par le périmètre rapproché(en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Les parcelles suivantes se trouvent sur la commune de San Nicolao				
Les parcelles suivantes sont concernées en partie: (30 m à partir de la berge droite du ruisseau Petriagnani)				
MARIANI CHARLES TOUSSAINT EP VENDASI ANGELE	A	1146	737	MARIANI CHARLES TOUSSAINT EP VENDASI ANGELE. MORIANI PLAGE.20230 SAN NICOLAO
MARIANI MADELEINE EP BERTRAND JACQUES	A	1147	1251	MARIANI MADELEINE EP BERTRAND JACQUES. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO.
MARIANI JEAN EP CICCOLLI MARIE JOSEPHINE	A	1148	1251	MARIANI JEAN EP CICCOLLI MARIE JOSEPHINE. VECCHIETTE. 20230 SAN NICOLAO
MARIANI AUGUSTIN EP BESSIERE COLETTE JULLIETTE	A	1149	1251	MARIANI AUGUSTIN EP BESSIERE COLETTE JULLIETTE. MORIANI PLAGE. 20230 SAN NICOLAO.
Surface totale d'emprise du périmètre rapproché:			133520	

Dossier parcellaire
 Périmètres de protection des captages d'eau potable
 Syndicat intercommunal de la Casinca



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE HAUTE-CORSE

Direction Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales
de Haute-Corse

ARRETE N°2008-25-2 - en date du 25 Janvier 2008 :
Commune de TAGLIO ISOLACCIO – Sources de Canale, d'Isola, de
Bollero et puits de Cercini.

- Portant autorisation de distribuer au public l'eau de ces captages, destinée à la consommation humaine.
- Portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines issues de ces captages et de l'instauration des périmètres de protection correspondants.
- Déclarant la cessibilité des terrains situés dans les périmètres de protection immédiate des captages.

LE PREFET DE HAUTE-CORSE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi n°2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le Décret n°2006-665 du 7 Juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le Décret n°2006-672 du 8 Juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-2, L.1321-7 et R.1321-1 à R.1321-68 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6 et L.215-13 ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles R.11-4 à R.11-14 et R.11-20 à R.11-26 ;

VU le dossier et les plans des lieux annexés présentés par le maire de la commune de TAGLIO ISOLACCIO, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 23 Août 1997 et soumis à enquête publique ;

VU le dossier définitif de demande d'autorisation déposé au Guichet Unique de l'Eau le 29 Août 2006 et jugé régulier le 31 Juillet 2007 ;

VU l'Arrêté Préfectoral n°2007-221-2 en date du 9 Août 2007 portant ouverture des enquêtes publique et parcellaire conjointes, menées du 13 Septembre 2007 au 27 Septembre 2007 inclus à la mairie de TAGLIO ISOLACCIO, en vue de l'autorisation des ouvrages de prélèvement en eau pour l'alimentation de la commune ;

VU l'avis de l'Hydrogéologue agréé en date du 12 Avril 1999 ;

VU l'avis des services de l'Etat préalablement consultés ;

VU l'avis du Commissaire enquêteur en date du 27 Octobre 2007 ;

VU le rapport de présentation du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Corse en date du 15 Janvier 2008 ;

VU le récépissé de déclaration au titre du Code de l'Environnement n°2006-345-17 en date du 11 Décembre 2006 concernant le puits de Cercini exécuté en vue d'effectuer un prélèvement permanent dans la nappe alluviale d'accompagnement du Fium'Alto - Commune de PRUNO ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 24 Janvier 2008 ;

VU l'Arrêté Préfectoral n°2006-186-1 en date du 5 Juillet 2006 instituant la Mission Interservices de l'Eau en Haute-Corse ;

VU l'Arrêté Préfectoral n°2007-232-9 en date du 20 Août 2007, portant délégation de signature à Monsieur Philippe SIBEUD, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Corse ;

Le pétitionnaire ayant été dûment consulté ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Corse ;

ARRETE

Article 1 : DECLARATIONS D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1/ La dérivation des eaux des sources de Canale, d'Isola, de Bollero et du puits de Cercini.
- 2/ Les travaux à entreprendre en vue de l'aménagement des captages de Canale, d'Isola, de Bollero et du puits de Cercini .
- 3/ L'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des sources de Canale, d'Isola, de Bollero et du puits de Cercini.

Article 2 : AUTORISATIONS

1/ La commune de TAGLIO ISOLACCIO est autorisée à exploiter, à traiter et à distribuer en vue de la consommation humaine, les ressources en eau provenant des sources de Canale, d'Isola, de Bollero et du puits de Cercini.

2/ Elle est autorisée à réaliser les travaux d'aménagement à l'intérieur des périmètres de protection immédiate, et tels que décrits dans le présent arrêté.

3/ La population pouvant atteindre 710 habitants en période de pointe estivale à moyen terme (contre environ 170 en hiver), les besoins maximaux sont évalués à **177 m³/j**.

Ils seront satisfaits par les prélèvements suivants :

- Pour la source de Canale, le volume maximal prélevé ne devra pas excéder **70 m³/j**.
- Pour la source d'Isola, le volume maximal prélevé ne devra pas excéder **110 m³/j**.
- Pour la source de Bollero, le volume maximal prélevé ne devra pas excéder **20 m³/j**.
- Pour le puits de Cercini, le volume maximal prélevé ne devra pas excéder **288 m³/j**.

Article 3 : PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Les états et plans parcellaires figurent en annexes au présent arrêté.

SOURCE DE CANALE

La source de Canale se situe sur le territoire de la commune de PERO CASEVECCHIE, parcelle n°255 de la section C du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate correspond aux parcelles n°249, 250, 251, 252, 254 et 255 de la section C du cadastre de PERO CASEVECCHIE.

Ces parcelles appartenant à la commune de TAGLIO ISOLACCIO, celle-ci ne sera pas contrainte de procéder à l'acquisition de ces terrains.

Ce périmètre de 225 m² devra être clôturé et muni d'une porte cadénassée, son intérieur devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toutes activités ne relevant pas de l'exploitation et de l'entretien des installations.

B/ Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée doit protéger efficacement le captage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur de ce périmètre non clos, correspondant aux parcelles n°32, 33, 34, 35, 248, 253 et 256 de la section C du cadastre de PERO CASEVECCHIE, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont interdites et notamment :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- la pratique de l'agriculture, de l'élevage intensif ou extensif (utilisation d'engrais ou pesticides, parcage et établissement d'élevage),
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 m de profondeur,
- toutes nouvelles inhumations (les tombaux existants seront tolérés et conservés).

C/ Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée englobera l'ensemble du bassin versant à l'amont de ce captage, toute nouvelle inhumation ou toute extension de cimetières privés feront l'objet d'une attention particulière lors de procédure d'autorisation.

SOURCE D'ISOLA

La source d'Isola se situe sur le territoire de la commune de PERO CASEVECCHIE, parcelle n°90 de la section B du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate correspond à une partie de la parcelle n°90 de la section B du cadastre de PERO CASEVECCHIE.

Cette parcelle n'appartenant pas à la commune de TAGLIO ISOLACCIO, celle-ci sera contrainte de procéder à l'acquisition de ce terrain.

Ce périmètre de 150 m² devra être clôturé et muni d'une porte cadenassée, son intérieur devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toutes activités ne relevant pas de l'exploitation et de l'entretien des installations.

B/ Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée doit protéger efficacement le captage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur de ce périmètre non clos, correspondant à une partie de la parcelle n°90 de la section B du cadastre de PERO CASEVECCHIE, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont interdites et notamment :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- la pratique de l'agriculture, de l'élevage intensif ou extensif (utilisation d'engrais ou pesticides, parcage et établissement d'élevage),
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 m de profondeur,
- les cimetières et les sépultures privées.

C/ Périmètre de protection éloignée

Du fait de la protection naturelle du site, l'hydrogéologue agréé n'a pas défini de périmètre de protection éloignée.

SOURCE DE BOLLERO

La source de Bollero se situe sur le territoire de la commune de TAGLIO ISOLACCIO, parcelle n°43 de la section E du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate correspond à une partie de la parcelle n°43 de la section E du cadastre de TAGLIO ISOLACCIO.

Cette parcelle n'appartenant pas à la commune de TAGLIO ISOLACCIO, celle-ci sera contrainte de procéder à l'acquisition de ce terrain.

Ce périmètre de 300 m² devra être clôturé et muni d'une porte cadenassée, son intérieur devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toutes activités ne relevant pas de l'exploitation et de l'entretien des installations.

B/ Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée doit protéger efficacement le captage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur de ce périmètre non clos, correspondant à une partie des parcelles n°30 et 43, et aux parcelles n°44, 45, 308 et 309 de la section E du cadastre de TAGLIO ISOLACCIO, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont interdites et notamment :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- la pratique de l'agriculture, de l'élevage intensif ou extensif (utilisation d'engrais ou pesticides, parcage et établissement d'élevage),
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 m de profondeur,
- les cimetières et les sépultures privées.

C/ Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée englobera l'ensemble du bassin versant à l'amont de ce captage.

PUITS DE CERCINI

Le puits de Cercini se situe sur le territoire de la commune de PRUNO, parcelle n°37 de la section A du cadastre.

A/ Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate correspond à une partie de la parcelle n°37 de la section A du cadastre de PRUNO.

Cette parcelle n'appartenant pas à la commune de TAGLIO ISOLACCIO, celle-ci sera contrainte de procéder à l'acquisition de ce terrain.

Ce périmètre de 400 m² devra être clôturé et muni d'une porte cadenassée, son intérieur devra être régulièrement entretenu, le sol débroussaillé. Il y sera interdit toutes activités ne relevant pas de l'exploitation et de l'entretien des installations.

B/ Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée doit protéger efficacement le captage vis à vis de la migration souterraine des substances polluantes.

A l'intérieur de ce périmètre non clos, correspondant à une partie de la parcelle n°37 et à la parcelle n°36 de la section A du cadastre de PRUNO, toutes activités ou occupations du sol susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont interdites et notamment :

- le transit, rejet ou épandage, superficiel ou souterrain, d'effluents domestiques, agricoles ou industriels,
- les dépôts ou enfouissements d'ordures ménagères, produits chimiques, hydrocarbures ou lisiers,
- la pratique de l'agriculture, de l'élevage intensif ou extensif (utilisation d'engrais ou pesticides, parcage et établissement d'élevage),
- les installations classées, les mines et carrières, les campings et les établissements destinés à accueillir du public,
- les nouvelles voies d'accès carrossables et les parkings autres que les pistes à usage privé très intermittent,
- les forages et les travaux souterrains excédant 5 m de profondeur,
- les cimetières et les sépultures privées.

C/ Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée englobera l'ensemble des dépôts alluviaux à l'amont du puits jusqu'au pont de Caldane, situé au carrefour des routes départementales 236 et 506.

Article 4 : **TRAITEMENT**

Seule l'eau prélevée au niveau du puits de Cercini est désinfectée par un système automatique et proportionnel au débit ; cependant les deux unités supplémentaires de désinfection prévues seront installées à proximité des réservoirs des hameaux de Taglio (110 m³) et d'Isolaccio (110 m³).

Article 5 : **MESURES DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE**

Conformément au Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1321-23 et R.1321-60, le pétitionnaire est tenu d'assurer une surveillance et un entretien de l'ensemble des installations :

- examen et nettoyage régulier des équipements de captage, de production, de traitement et de distribution de l'eau,
- intervention rapide en cas de tout dysfonctionnement, en prenant soin de prévenir l'autorité sanitaire,
- programme de relevés des teneurs en chlore résiduel (sortie traitement – milieu et fin de réseau de distribution),
- entretien annuel minimum des dispositifs de stockage de l'eau,
- tenue d'un carnet sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées relatives à la surveillance et au contrôle.

En cas d'accident ou de déversement de produits polluants aux abords des installations de captage, la commune de TAGLIO ISOLACCIO devra informer les autorités sanitaires et prévoir un approvisionnement de secours (citernes ou bouteilles d'eau distribuées aux habitants) le temps nécessaire, conformément aux dispositions prévues par les articles R.1321-25 à 31 du Code de la Santé Publique.

Le contrôle de la qualité de l'eau devra être assuré conformément aux articles L.1321-10 et R.1321-15 du Code de la Santé Publique.

A cet effet, le déclarant mettra en place, aux points du réseau définis par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Corse, et en particulier à l'émergence des ressources, à l'entrée et en sortie des réservoirs, à l'entrée et en sortie de station de traitement, des dispositifs permettant la prise d'échantillons d'eau, et assurera une surveillance permanente de la qualité de l'eau en application de l'article R.1321-15 du Code précité.

Article 6 : **DELAIS DE MISE EN CONFORMITE**

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations prescrites dans un délai maximal de 2 ans.

Article 7 : **CESSIBILITE DES TERRAINS**

Sont déclarées cessibles au profit de la commune de TAGLIO ISOLACCIO, conformément aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté, les parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate des captages dont l'exploitation est autorisée.

La présente cessibilité est valable pour une durée de 6 mois.

Article 8 : **ACQUISITION DES TERRAINS COMPRIS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE**

Le maire de la commune de TAGLIO ISOLACCIO est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, exécutée en vertu du Code de l'Expropriation, dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Article 9 : MODIFICATION

Tout changement de ressource ou toute modification du débit maximal autorisé fera l'objet d'une nouvelle autorisation préfectorale conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 10 : AFFICHAGE ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera par les soins et à la charge du pétitionnaire :

- publié in extenso au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Haute-Corse,
- affiché en mairie de TAGLIO ISOLACCIO, pendant une durée minimale fixée à deux mois.

Un avis d'information du public sera inséré, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

Afin d'assurer la pérennité des servitudes, le présent arrêté devra être communiqué lors des changements de propriétaires.

Article 11 : INDEMNISATION

La commune de TAGLIO ISOLACCIO devra indemniser les personnes des dommages qui leur auront été éventuellement causés par l'exécution du projet.

Article 12 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'autorisation obtenue par le pétitionnaire ne dispense pas de l'obligation d'obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.

Article 13 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Corse, et le Maire de la commune de TAGLIO ISOLACCIO, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Haute-Corse.

Article 14 : VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions réglementaires prévues par l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Bastia (Chemin Montepiano - 20 200 BASTIA).

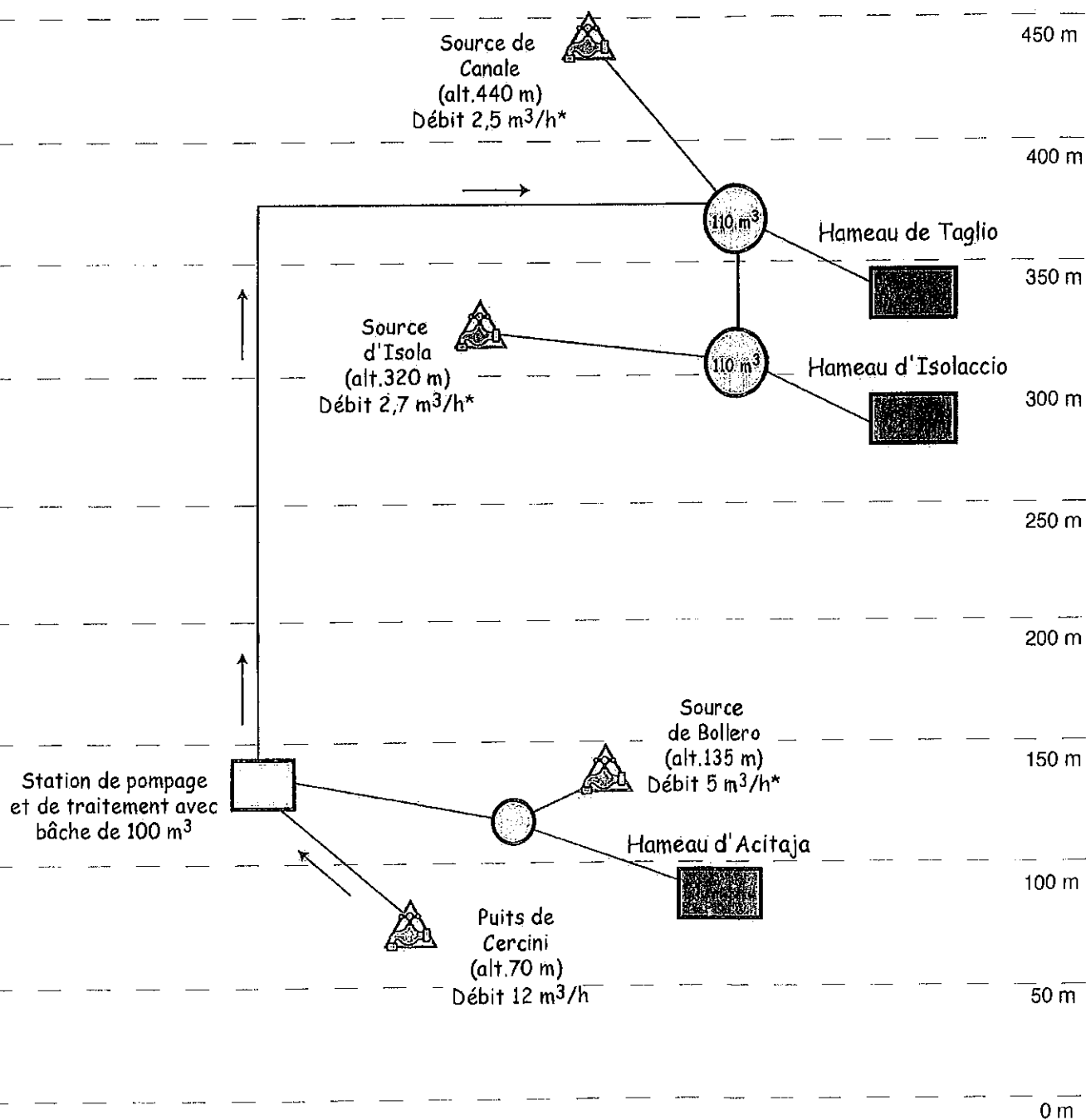
Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

P/le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
de Haute Corse
L'Ingénieur en Chef du Génie Sanitaire


Joseph MATTEI

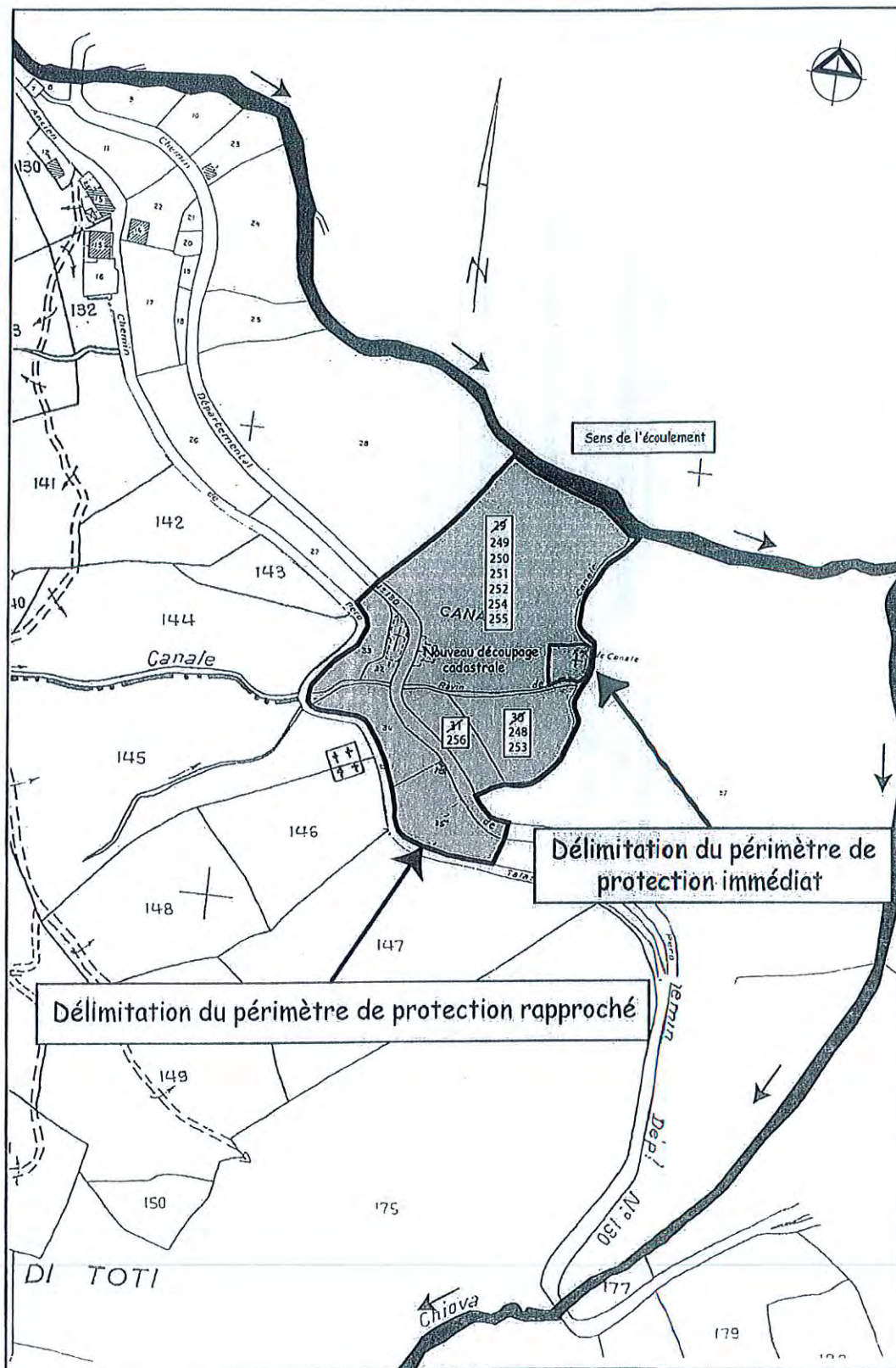
Figure n°3 : Schéma synoptique du réseau d'eau potable

Géomorphie



* Débit d'été

Figure n°1 : Zones du Périmètre de Protection Immédiat et du Périmètre de Protection Rapproché
Captage de la source de Canale



Délimitation du périmètre de protection rapproché

Délimitation du périmètre de protection immédiat

Sens de l'écoulement

Echelle
1 / 2500

PPI et PPR du captage de la source de Canale
Commune de Pero-Casevecchie
Extrait du cadastre de Pero-Casevecchie
parcelles n°249, 250, 251, 252, 254, 255, 253, 248, 31, 32, 33, 34, 35 Section C

CAPTAGE DE LA SOURCE DE CANALE - COMMUNE DE PERO-CASEVECCHIE

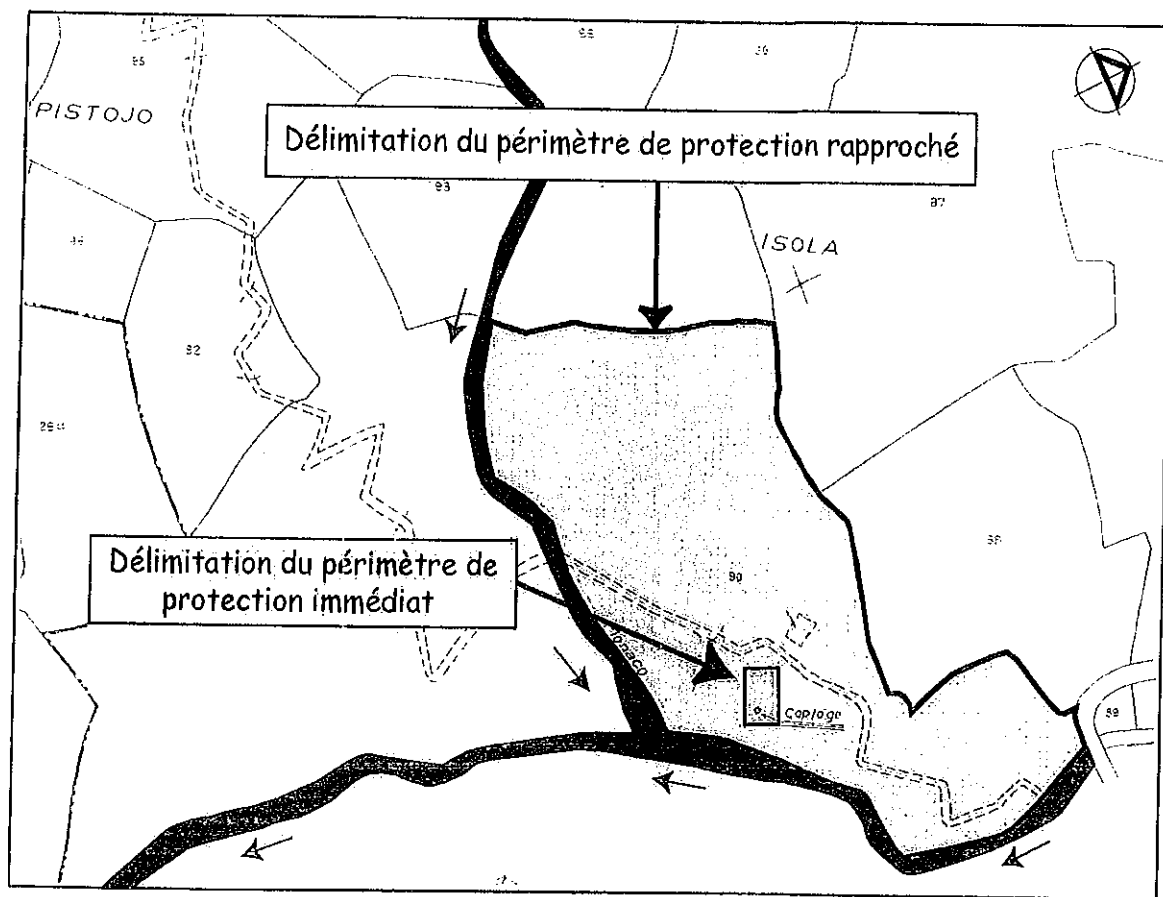
Périmètre de protection immédiat (Commune de Pero-Casevecchie)

PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m2)	Surface concernée par le PPI (en m2)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Commune de Taglio-Isolaccio	C	249			Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Commune de Taglio-Isolaccio	C	250			Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Commune de Taglio-Isolaccio	C	251	?	225	Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Commune de Taglio-Isolaccio	C	252			Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Commune de Taglio-Isolaccio	C	254			Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Commune de Taglio-Isolaccio	C	255			Mairie de Taglio-Isolaccio 20 230 Taglio-Isolaccio
Surface totale délimitant le périmètre de protection immédiat (en m²) :					225 m2

Périmètre de protection rapproché (Commune de Pero-Casevecchie)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en ha)	Surface concernée par le PPR (en ha)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Mannoni Alain	C	248	6917	6917	Mannoni Alain Villa Daphnée Chemin de Saint Julien les Castellins 06 410 BIOT
Mannoni Alain	C	253	1389	1389	Mannoni Alain Villa Daphnée Chemin de Saint Julien les Castellins 06 410 BIOT
Mannoni Alain	C	256	825	825	Mannoni Alain Villa Daphnée Chemin de Saint Julien les Castellins 06 410 BIOT
Giancoli Simon Paul	C	32	289	289	Représentant de l'indivision Simon Paul Giancoli 20 230 Pero-Casevecchie
Giancoli Simon Paul	C	33	573	573	Représentant de l'indivision Simon Paul Giancoli 20 230 Pero-Casevecchie
Giancoli Simon Paul	C	34	893	893	Représentant de l'indivision Simon Paul Giancoli 20 230 Pero-Casevecchie
Vincensini César	C	35	1248	1248	Vincensini César 81 Boulevard Gambetta 06 000 Nice

Figure n°2 : Zones du Périmètre de Protection Immédiat et du Périmètre de Protection Rapproché
Captage de la source d'Isola



Echelle
1 / 1500

PPI et PPR du captage de la source d'Isola
Commune de Pero-Casevecchie
Extrait du cadastre de Pero-Casevecchie parcelle n°90 Section B

CAPTAGE DE LA SOURCE D'ISOLA - COMMUNE DE PERO-CASEVECCHIE

Périmètre de protection immédiat (Commune de Pero-Casevecchie)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface à acquérir (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIETAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Orsini Françoise et Ursule	B	90	11 815	150	11 765	Orsini Françoise et Ursule Arena 20 215 Vescovato
Surface totale à acquérir pour le périmètre de protection immédiat (en m²) :						150 m²

Périmètre de protection rapproché (Commune de Pero-Casevecchie)

PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface concernée par le périmètre (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIETAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Orsini Françoise et Ursule	B	90	11 815	11765	Orsini Françoise et Ursule Arena 20 215 Vescovato

CAPTAGE DE LA SOURCE DE BOLLERO - COMMUNE DE TAGLIO-ISOLACCIO

Périmètre de protection immédiat (Commune de Taglio-Isolaccio)

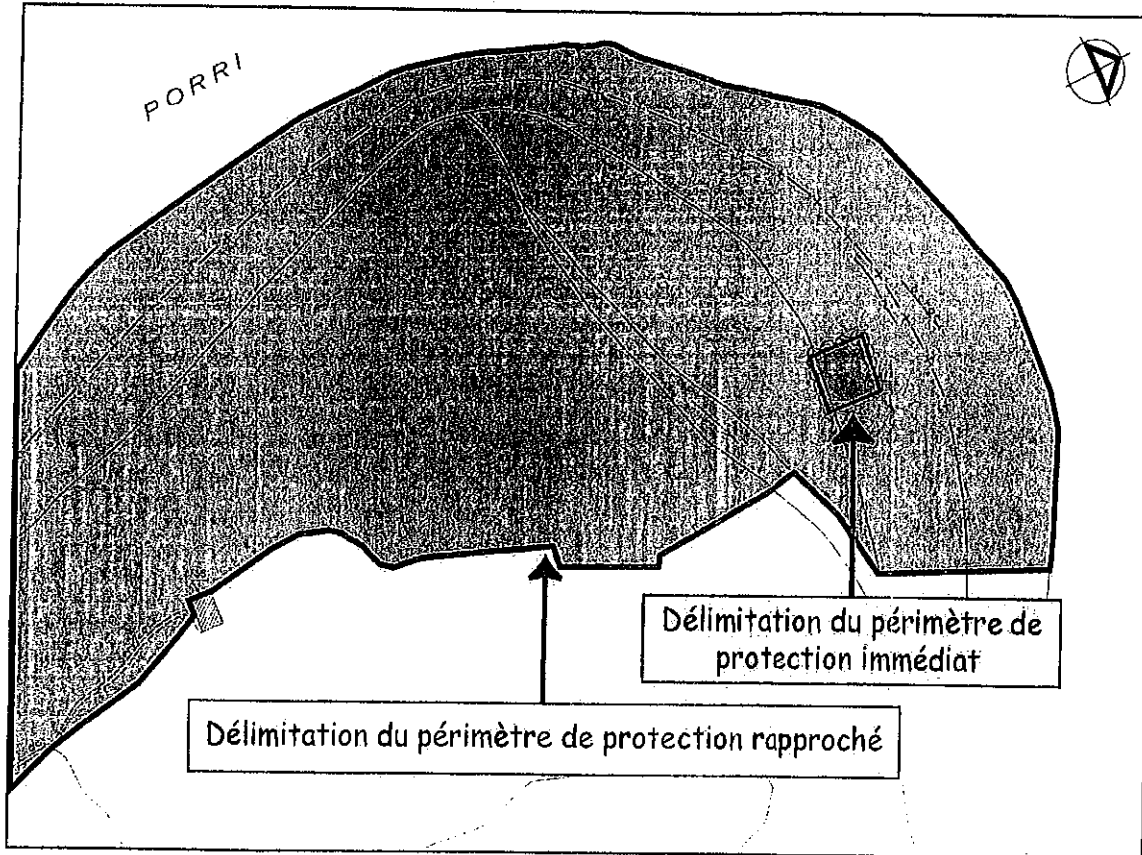
PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface à acquérir (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HÉRITIER SUPPOSÉ)
Angelini Andrée	E1	43	25 560	300	25 260	Angelini Andrée épouse Scarparo Gianfranco 20 230 TAGLIO-ISOLACCIO
Surface totale à acquérir pour le périmètre de protection immédiat (en m²) :						300 m²

Périmètre de protection rapproché (Commune de Taglio-Isolaccio)

PROPRIÉTAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface concernée par le périmètre (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HÉRITIER SUPPOSÉ)
Angelini Andrée	E1	43	25 560	25260	Angelini Andrée épouse Scarparo Gianfranco 20 230 TAGLIO-ISOLACCIO
Albertini Jacques	E1	44	3652	3652	Albertini Jacques épouse Tardy Louise 1 Bd de Strasbourg 94 130 NOGENT SUR MARNE
Carbuccia Marie Jacqueline Carbuccia Marie Yrène	E1	45	5991	5991	Co-indivisaires : Carbuccia Marie Jacqueline épouse Dragacci Dimetrius 45, Bd Paoli 20 200 BASTIA Carbuccia Marie Yrène
Albertini Jacques	E1	308	760	760	épouse Gambini Antoine 20 240 GHISONACCIA Albertini Jacques épouse Tardy Louise 1 Bd de Strasbourg 94 130 NOGENT SUR MARNE
Carbuccia Marie Jacqueline Carbuccia Marie Yrène	E1	309	10 169	10 169	Co-indivisaires : Carbuccia Marie Jacqueline épouse Dragacci Dimetrius 45, Bd Paoli 20 200 BASTIA Carbuccia Marie Yrène
Angelini Andrée	E1	30	8400	4200	épouse Gambini Antoine 20 240 GHISONACCIA Angelini Andrée épouse Scarparo Gianfranco 20 230 TAGLIO-ISOLACCIO

Dossier parcellaire
Périmètres de protection
Commune de Taglio-Isolaccio

Figure n°4 : Zones du Périmètre de Protection Immédiat
et du Périmètre de Protection Rapproché
Puits de Cercini



Echelle

1 / 1400

PPI et PPR autour du puits de Cercini (nappe d'accompagnement du Fium' Alto)
Commune de Pruno
Extrait du cadastre de Pruno parcelle n°36,37 Section A

PUITS DE CERCINI - COMMUNE DE PRUNO

Périmètre de protection immédiat (Commune de Pruno)						
PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface à acquérir (en m ²)	Surface restante (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner	A	37	6445	300	6145	Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner Kreuzhalde 15 Glattfelden CH 8192 SUISSE
Surface totale à acquérir pour le périmètre de protection immédiat (en m²) :						300 m²

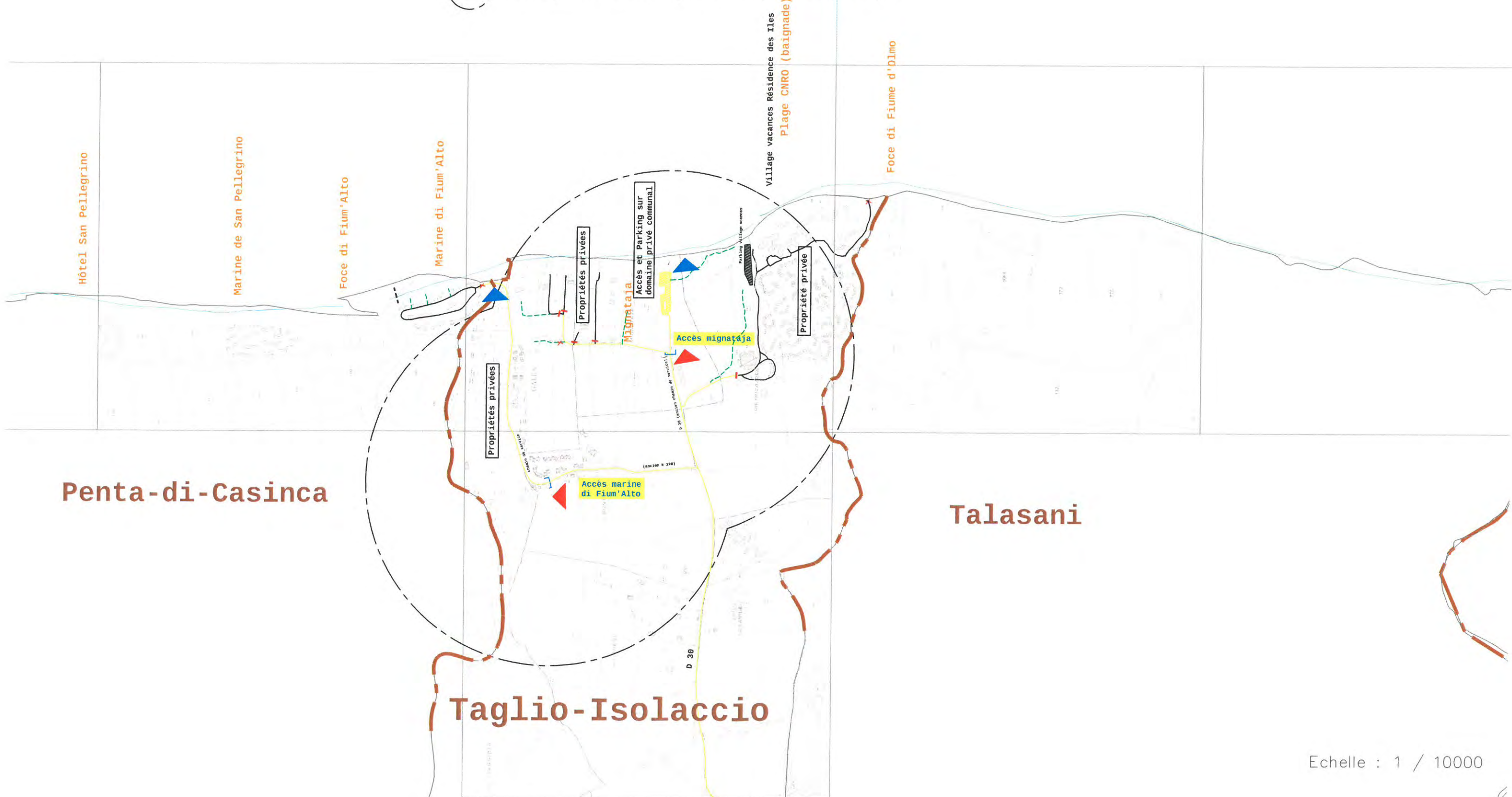
Périmètre de protection rapproché (Commune de Pruno)						
PROPRIETAIRE	Sect°	N° Parcelle	Surface de la parcelle (en m ²)	Surface concernée par le périmètre (en m ²)	Surface concernée par le périmètre (en m ²)	PERSONNE A CONTACTER (PROPRIÉTAIRE OU HERITIER SUPPOSÉ)
Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner	A	36	29 783	29 783	29 783	Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner Kreuzhalde 15 Glattfelden CH 8192 SUISSE
Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner	A	37	6445	6145	6145	Mme Angelini Marie française, épouse Strehl Verner Kreuzhalde 15 Glattfelden CH 8192 SUISSE

Commune de TAGLIO-ISOLACCIO

Etat des lieux des accès transversaux aux plages

- Accès et parkings ouverts à la circulation
- Accès et parkings privés
- Accès et parkings non carrossés
- Sentes
- Barrière accès privés

- Accès publics
- Accès privés
- Zonage indicatif Rayon 500m/accès publique





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE HAUTE-CORSE

direction
départementale
de l'Équipement
Haute-Corse



ARRETE N° 2005-346-11 en date du 12 décembre 2005 portant délimitation et incorporation au Domaine Public Maritime, sur le territoire de la commune de Taglio Isolaccio, des lais et relais de la mer coté terre

LE PREFET DE HAUTE-CORSE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU l'article 1^{er}, titre VII, livre IV de l'ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681,

VU le Code du Domaine de l'Etat,

VU la loi N° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime et notamment son article 1^{er} § b,

VU le décret N° 66-413 du 17 juin 1966 portant application de la loi précitée, modifié par le décret du 27 juin 1972, et notamment son article 2,

VU le Décret N° 2004-309 en date du 29 mars 2004 relatif à la procédure de délimitation du rivage de la mer, des lais et relais de la mer et des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et rivières.

VU l'arrêté préfectoral N2005-2154 du 3 août 2005 portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de délimitation du rivage de la mer et des lais et relais de la mer coté terre, sur le territoire de la commune de Taglio Isolaccio,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 septembre 2005 au 11 octobre 2005 en application de l'arrêté susvisé,

VU les pièces du dossier constatant que les formalités réglementaires prescrites ont été correctement remplies,

VU l'avis émis par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête,

VU l'arrêté préfectoral n°2005.278.8 du 5 octobre 2005, portant délégation de signature au Directeur Départemental de l'Équipement,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Équipement,

ARRETE

Article 1 : Les lais et relais de la mer, côté terre, sur le territoire de la commune de Taglio Isolaccio, sont délimités conformément aux indications matérialisées sur le plan à l'échelle 1/1000^{ème}, annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les lais et relais de mer ainsi délimités sont incorporés au domaine public maritime.

Article 3 : Il sera procédé par les représentants des administrations intéressées, les propriétaires riverains ayant été dûment convoqués, au bornage du Domaine Public Maritime et des propriétés privées sur toute la longueur du périmètre délimité.

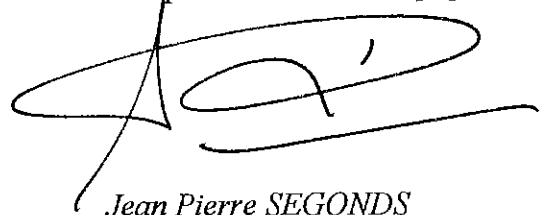
Article 4 : En application de l'article 9 du décret n° 2004-309 du 29 mars 2004, le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la Haute-Corse et sera notifié à la chambre départementale des notaires. Une attestation indiquant la limite des lais et relais de la mer, au droit de leur propriété, sera délivrée à chaque propriétaire riverain.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Corse,
Monsieur le Maire de la commune de Taglio Isolaccio,
Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
Monsieur le Conservateur des Hypothèques de la Haute-Corse,
Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires de la Haute-Corse.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, le Maire de Taglio Isolaccio, le Directeur Départemental des Services Fiscaux, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Haute-Corse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse.

*P/le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,*



Jean Pierre SEGONDS

Le plan annexé au présent arrêté peut être consulté à la Direction Départementale de l'Equipement
Service Maritime et Aérien

PREFECTURE DE HAUTE-CORSE

ARRETE N° 2005-346-10 en date du 12 décembre 2005
portant délimitation du rivage de la mer, sur la commune
de Taglio Isolaccio, d'une longueur de 1500 m

direction
départementale
de l'Équipement
Haute-Corse



**LE PREFET DE HAUTE-CORSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU l'article 1^{er}, titre VII, livre IV de l'ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681,

VU le Code du Domaine de l'Etat,

VU la loi N° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime et notamment son article 1^{er} § b,

VU la loi 86-2 du 3 janvier 1986 (dite loi littoral) modifiée relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, notamment l'article 26,

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R11-4 à R11-14,

VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, notamment l'article 9

VU le Décret-loi du 21 février 1852, modifié relatif à la fixation des limites des affaires maritimes dans les fleuves et rivières et affluents à la mer et sur le domaine public maritime,

VU le Décret N° 2004-309 en date du 29 mars 2004 relatif à la procédure de délimitation du rivage de la mer, des lais et relais de la mer et des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et rivières.

VU l'arrêté préfectoral N° 2005-2154 du 3 août 2005 portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de délimitation du rivage de la mer et des lais et relais de la mer côté terre situés sur le territoire de la commune de Taglio Isolaccio,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 septembre 2005 au 11 octobre 2005 en application de l'arrêté susvisé,

VU les pièces du dossier constatant que les formalités réglementaires prescrites ont été correctement remplies,

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête,

VU l'arrêté préfectoral n°2005.278.8 du 5 octobre 2005, portant délégation de signature au Directeur Départemental de l'Équipement,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Équipement,

ARRETE

Article 1 : Le rivage de la mer, sur le territoire de la commune de Taglio Isolaccio, est délimité conformément aux indications matérialisées sur le plan à l'échelle 1/1000^{ème}, annexé au présent arrêté.

Article 2 : En application de l'article 9 du décret n° 2004-309 du 29 mars 2004, le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la Haute-Corse et sera notifié à la chambre départementale des notaires. Une attestation indiquant la limite du rivage de la mer, au droit de leur propriété, sera délivrée à chaque propriétaire riverain.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Corse,
Monsieur le Maire de la commune de Taglio Isolaccio,
Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
Monsieur le Conservateur des Hypothèques de la Haute-Corse,
Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires de la Haute-Corse.

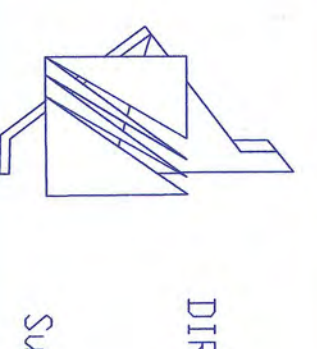
Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, le Maire de Taglio Isolaccio, le Directeur Départemental des Services Fiscaux, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Haute-Corse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse.

*P/le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,*



Jean Pierre SEGONDS

Le plan annexé au présent arrêté peut être consulté à la Direction Départementale de l'Equipement
Service Maritime et Aérien



PREFECTURE DE LA HAUTE-CORSE
 DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
 DE LA HAUTE-CORSE
 Service Maritime et Aerien
 Subdivision Maritime du Littoral, Phores et Balises

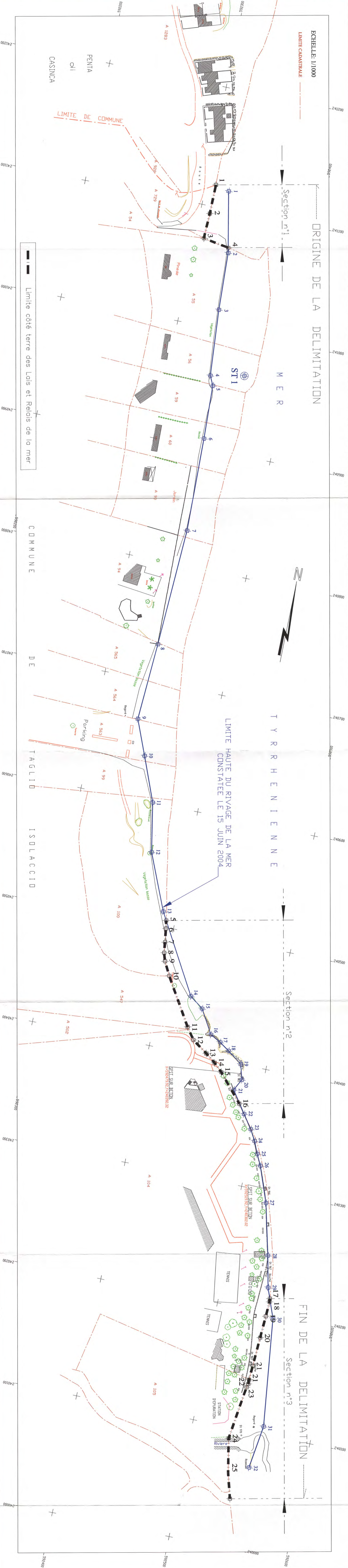
Phores et Balises D.P.M. C.O.E.L.

COMMUNE DE TAGLIO-ISOLACCIO

Délimitation des LAIS et RELAIS de la mer COTE TERRE

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral N° **2005-316-11** en date du **16/13/2005**
 Pour le Préfet, et par délégation
 Le Directeur Départemental de l'Équipement

Jean-François SEGONDI



ECHELLE: 1/1000

LIMITE CADASTRALE

ORIGINE DE LA DELIMITATION

Section n°1

M E R

T Y R R H E N I E N N E

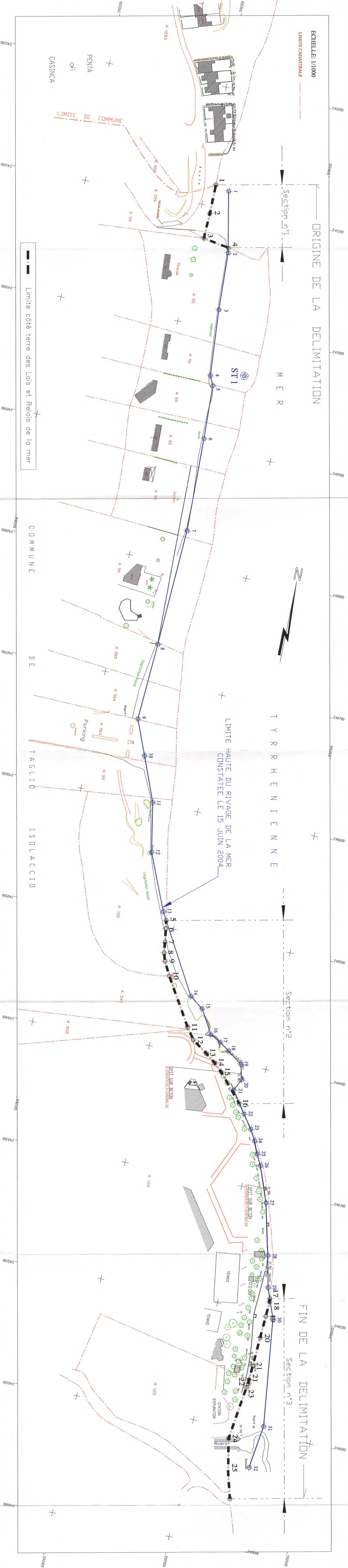
LIMITE HAUTE DU RIVAGE DE LA MER
 CONSTATEE LE 15 JUNI 2004

Section n°2

FIN DE LA DELIMITATION

Section n°3

Limite côté terre des Lais et Relais de la mer





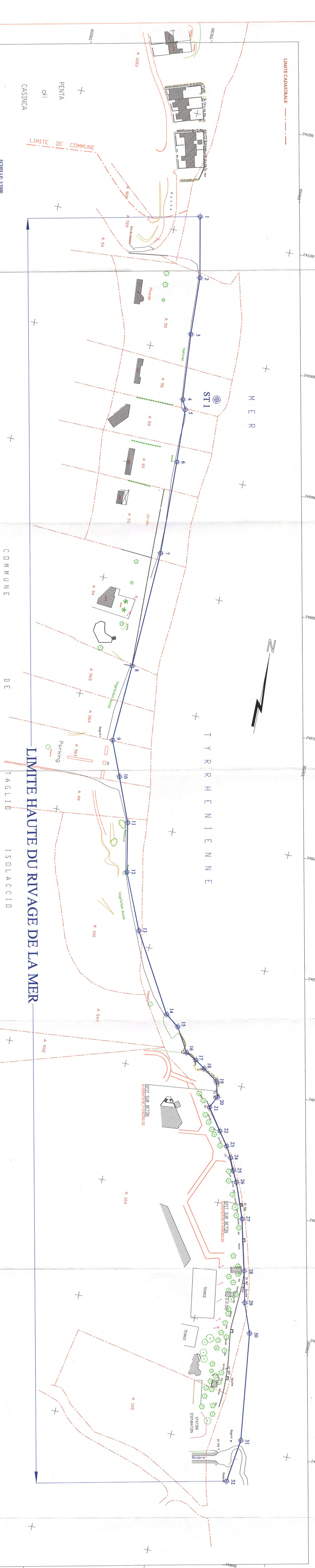
**COMMUNE DE
 TAGLIO ISOLACCIO**
 Délimitation du rivage
 de la mer
 CONSTATATION DU 15 JUIN 2004

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
 N° **2005.316-10** en date du **12/11/2005**
 Pour le Préfet et par délégation
 Le Directeur Départemental de l'Équipement

Jean-Pierre SEGINNS

Le tableau ci-dessous donne les coordonnées Lambert
 des points N° 1 à N°32 relevés

N°	Abscisse X	Ordonnée Y
1	X=592319,829	Y=241115,138
2	X=592329,955	Y=241064,252
3	X=592331,957	Y=241016,042
4	X=592336,154	Y=240960,597
5	X=592339,871	Y=240952,653
6	X=592341,657	Y=240907,787
7	X=592343,453	Y=240829,260
8	X=592338,785	Y=240731,309
9	X=592335,020	Y=240666,586
10	X=592346,866	Y=240637,256
11	X=592361,429	Y=240600,281
12	X=592369,044	Y=240559,350
13	X=592388,722	Y=240512,525
14	X=592425,797	Y=240447,682
15	X=592437,158	Y=240439,173
16	X=592448,863	Y=240419,282
17	X=592457,783	Y=240414,510
18	X=592466,130	Y=240408,925
19	X=592478,461	Y=240399,995
20	X=592482,030	Y=240387,474
21	X=592477,066	Y=240377,880
22	X=592489,665	Y=240359,743
23	X=592502,937	Y=240339,392
24	X=592507,273	Y=240329,294
25	X=592511,909	Y=240320,060
26	X=592522,900	Y=240290,428
27	X=592533,370	Y=240247,545
28	X=592539,082	Y=240221,193
29	X=592548,321	Y=240196,529
30	X=592559,078	Y=240106,360
31	X=592553,979	Y=240070,311
32		



PASSAGE DES PIÉTONS SUR LE LITTORAL

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitude longitudinale de passage des piétons.

Servitude de passage transversale au rivage.

Articles L. 160-6 à L. 160-8 du code de l'urbanisme (article 52 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme et complété par les articles 4 à 6 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral) ; article R. 160-8 à R. 160-33 du code de l'urbanisme.

Décret n° 77-753 du 7 juillet 1977 pris pour l'application de l'article 52 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 instituant la servitude de passage sur le littoral (art. 4).

Décret n° 90-481 du 12 juin 1990 pris pour l'application de l'article L. 160-6-1 du code de l'urbanisme.

Circulaire n° 78-144 du 20 octobre 1978 relative à la servitude de passage des piétons sur le littoral (*B.O.M.E.T. 78/46 bis*).

Circulaire n° 90-46 du 19 juin 1990 relative à l'amélioration de l'accessibilité au rivage de la mer.

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitude de passage longitudinale

L'article L. 160-6 du code de l'urbanisme institue de plein droit sur l'ensemble du littoral, une servitude de passage à usage exclusif des piétons, qui grève les propriétés riveraines du domaine public maritime sur une bande de trois mètres de large (tracé de droit).

Sauf exceptions strictement définies par l'article R. 160-15 du code de l'urbanisme, elle ne peut grever les terrains situés à moins de quinze mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1^{er} janvier 1976, ni les terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs au 1^{er} janvier 1976, à moins que ce soit le seul moyen pour assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès sur le rivage de la mer (art. L. 160-6 du code de l'urbanisme).

Ce tracé de droit peut être modifié ou, exceptionnellement suspendu (art. L. 160-6, *a* et *b*, du code de l'urbanisme).

Il peut être modifié, d'une part, pour assurer, compte tenu des obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer (1), d'autre part, pour tenir compte des chemins et règles préexistants (art. L. 160-6 *b* du code de l'urbanisme). Le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

Il peut être suspendu exceptionnellement, notamment lorsqu'il existe des voies et chemins de remplacement (2), si le maintien de la servitude fait obstacle au fonctionnement d'un service public, d'une entreprise de construction ou de réparation navale, etc., autour des limites d'un port maritime, à proximité des installations utilisées pour les besoins de la défense nationale ;

(1) Cette faculté n'est ouverte à l'autorité administrative que dans la stricte mesure nécessaire au respect des objectifs fixés par la loi. Ainsi, est illégale la modification du tracé lorsque le cheminement des piétons peut être assuré par un simple aménagement des caractéristiques de la servitude, tout en respectant les dispositions législatives interdisant de grever de cette servitude les terrains situés à moins de quinze mètres de bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1^{er} janvier 1976 (Conseil d'Etat, 7 mai 1986, M.U.L.T. c/Noël : rec., p. 140).

(2) Encore faut-il que ce chemin de remplacement offre la continuité nécessaire au tracé de la servitude ; ce qui n'est pas le cas lorsque celui-ci est submergé par les eaux, pendant une durée variable (Conseil d'Etat, 18 décembre 1987, M. Loyer : rec., p. 419).

de même si le maintien de la servitude est de nature à compromettre la conservation d'un site à protéger pour des raisons archéologiques ou écologiques, ou la stabilité des sols, etc. (art. L. 160-6 b et R. 160-14 du code de l'urbanisme).

La procédure de suspension est identique à la procédure de modification (art. R. 160-11 du code de l'urbanisme). Elle comporte une enquête publique et la consultation des conseils municipaux intéressés (art. L. 160-6, alinéa 2, du code de l'urbanisme).

L'enquête publique est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-4 à R. 11-12 et R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique sous réserve des articles R. 160-18 et R. 160-19 du code de l'urbanisme.

Dans les communes, parties de communes ou ensembles de communes dotés d'un plan d'occupation des sols rendu public, cette enquête peut avoir lieu en même temps que l'enquête publique du plan d'occupation des sols (art. R. 160-17 du code de l'urbanisme).

Le dossier soumis à enquête publique adressé par le chef de service maritime au préfet comporte une notice explicative exposant l'objet de l'opération, le plan parcellaire des terrains sur lequel le transfert de la servitude est envisagé (avec l'indication du tracé et de la largeur du passage), la liste des communes des propriétaires concernés par le transfert de la servitude, l'indication des parties de territoire où il est envisagé de suspendre l'application de la servitude (art. R. 160-12 du code de l'urbanisme).

Le dossier d'enquête publique doit, le cas échéant, comporter une étude d'impact (décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977).

Le préfet soumet à la délibération des conseils municipaux des communes intéressées, le projet de modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude. Cette délibération est réputée favorable, si elle n'est pas intervenue dans un délai de deux mois. Si le conseil municipal entend faire connaître son opposition, celle-ci doit être expressément formulée dans la délibération.

Approbation de la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude par arrêté du préfet, en l'absence d'opposition de la ou des communes intéressées, par décret en Conseil d'Etat dans le cas contraire (art. R. 160-21 du code de l'urbanisme). L'acte approuvant la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude doit être motivé.

Servitude de passage transversale au rivage

Un servitude de passage des piétons, transversale au rivage, peut être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, à l'exception de ceux réservés à un usage professionnel.

Cette servitude a pour but de relier la voirie publique au rivage de la mer ou aux sentiers d'accès immédiat à celui-ci, en l'absence de voie publique située à moins de 500 mètres (1) et permettant l'accès au rivage (art. L. 160-6-1 du code de l'urbanisme, art. 5 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986).

La servitude de passage transversale au rivage est instituée suivant une procédure identique à celle portant sur la modification du tracé ou des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral.

B. - INDEMNISATION

La servitude de passage transversale au rivage donne droit à indemnisation dans les mêmes conditions que la servitude de passage le long du littoral (art. L. 160-6-1, alinéa 3, du code de l'urbanisme).

Les propriétaires ayant subi du fait du passage de la servitude sur leur terrain un dommage direct, matériel et certain, ont droit à une indemnité (art. L. 160-7, alinéa 1, du code de l'urbanisme), à la charge de l'Etat (art. R. 160-30 du code de l'urbanisme).

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, être formulée dans les six mois à compter de la date à laquelle a été causé le dommage (art. L. 160-7, alinéa 2, du code de l'urbanisme).

Le montant de l'indemnité est fixé, soit à l'amiable, soit en cas de désaccord par le tribunal administratif (art. L. 160-7, alinéa 3, du code de l'urbanisme).

(1) La distance de 500 mètres est mesurée en ligne droite à partir du débouché sur le rivage de la mer de la voie ou du chemin privé d'usage collectif ou, le cas échéant, des sentiers d'accès immédiat qui les prolongent (art. R. 160-16 du code de l'urbanisme).

Ne donne pas lieu à indemnité la suppression des obstacles placés en violation des dispositions de l'article R. 160-25 du code de l'urbanisme, fixant les effets des servitudes, ou en infraction des règles d'urbanisme applicables aux territoires concernés, ou encore aux règles d'occupation du domaine public (art. R. 160-32 du code de l'urbanisme).

La responsabilité civile des propriétaires des terrains, voies et chemins grevés par les servitudes, ne saurait être engagée au titre des dommages causés ou subis par les bénéficiaires de ces servitudes (art. L. 160-7, alinéa 4, du code de l'urbanisme).

C. - PUBLICITÉ

Modification du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage le long du littoral et servitude de passage transversale au rivage

Publication au *Journal officiel* de la République française si l'acte institutif est un décret (art. R. 160-22 a du code de l'urbanisme).

Publication au recueil des actes administratifs de la ou des préfectures intéressées s'il s'agit d'un arrêté (art. R. 160-22 b du code de l'urbanisme).

Dépôt d'une copie de l'acte d'institution à la mairie de chacune des communes concernées. Un avis de ce dépôt est donné par affichage en mairie pendant une durée d'un mois.

Insertion de la mention de l'acte institutif, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements concernés.

Mesures de publicité prévues, en matière de publicité foncière, par l'article 36 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 (1) (art. R. 160-22, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

Servitudes de passage sur le littoral

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Obligation pour le maire ou à défaut le préfet, de prendre toute mesure de signalisation nécessaire en vue de préciser l'emplacement des servitudes de passage (art. R. 160-24 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration de procéder à la suppression des obstacles placés en violation des dispositions de l'article R. 160-25 b du code de l'urbanisme, fixant les effets de la servitude ou en infraction aux règlements d'urbanisme applicables aux territoires concernés, ou encore aux règles d'occupation du domaine public, et ce, sans indemnisation (art. R. 160-32, alinéa 1, du code de l'urbanisme).

2° Obligations de faire imposées

a) *Aux propriétaires et à leurs ayants droit*

Néant.

b) *Aux usagers du sentier*

Obligation pour les usagers du sentier résultant des servitudes de n'utiliser celui-ci que pour le cheminement pédestre. Ils devront respecter scrupuleusement l'assiette de la servitude et ne pas emprunter un passage différent de celui signalé par le maire ou à défaut par le préfet et mis en l'état par l'administration pour permettre le passage le long du littoral et l'accès au rivage de la mer (art. R. 160-26 du code de l'urbanisme).

(1) L'obligation ainsi faite à l'administration, dans l'intérêt de l'information des usagers, de publier au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble concerné, les décisions relatives à la servitude, n'est pas une condition de l'opposabilité de la décision ; par suite, le défaut d'une telle publication est sans effet sur les délais de recours (Conseil d'Etat, 29 janvier 1988, M.E.L.A.T.T. c/Dlle A.-M. de Taisne : req. n° 65688, R.D.I. 1988, p. 194).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires et leurs ayants droit de laisser aux piétons le droit de passage sur leur propriété dans une bande de trois mètres de largeur calculée à partir de la limite du domaine public maritime, et sur les chemins et voies privés ouverts aux piétons afin de leur assurer l'accès au rivage dans les conditions définies à l'article R. 160-16 du code de l'urbanisme (art. R. 160-25 du code de l'urbanisme).

Obligation pour les propriétaires ou leurs ayants droit de n'apporter à l'état des lieux, aucune modification de nature à faire obstacle même provisoirement, au libre passage des piétons (art. R. 160-25 *b* du code de l'urbanisme).

Obligation pour les propriétaires de laisser l'administration compétente établir la signalisation et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons et ce, s'ils ont été avisés quinze jours à l'avance, sauf cas d'urgence (art. R. 160-25 *c* du code de l'urbanisme).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires et leurs ayants droit de faire des travaux sur le sentier résultant de la servitude, modifiant l'état des lieux et faisant même obstacle à la libre circulation des piétons, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet et que cette situation ne se prolonge pas au-delà de six mois (art. R. 160-25 *b* du code de l'urbanisme). Cette possibilité est notamment prévue pour la réalisation de travaux de défense contre la mer.

ÉLECTRICITÉ

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I^{er} et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

B. - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnité des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnité est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérrogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et le surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2° Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.



CENTRE : CORSE
COMMUNE : TAGLIO ISOLACCIO
Date d'impression : 23/03/2015

Propriété d'EDF : Edition graphique issue d'un plan moyenne échelle informatisé qui peut être modifié sans préavis.
Elle ne peut être ni reproduite ni communiquée à des tiers, ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifiques.
(c) IGN PARIS 2004
Ce plan ne dispense pas l'utilisateur des procédures DT DICT.

Légende

Poste Electrique

CoefUtilTfo

- 0 - 50%
- 50 - 90%
- > 90%

Tronçon Aérien

ChargeTroncon

- 0 - 50%
- 50 - 90%
- > 90%

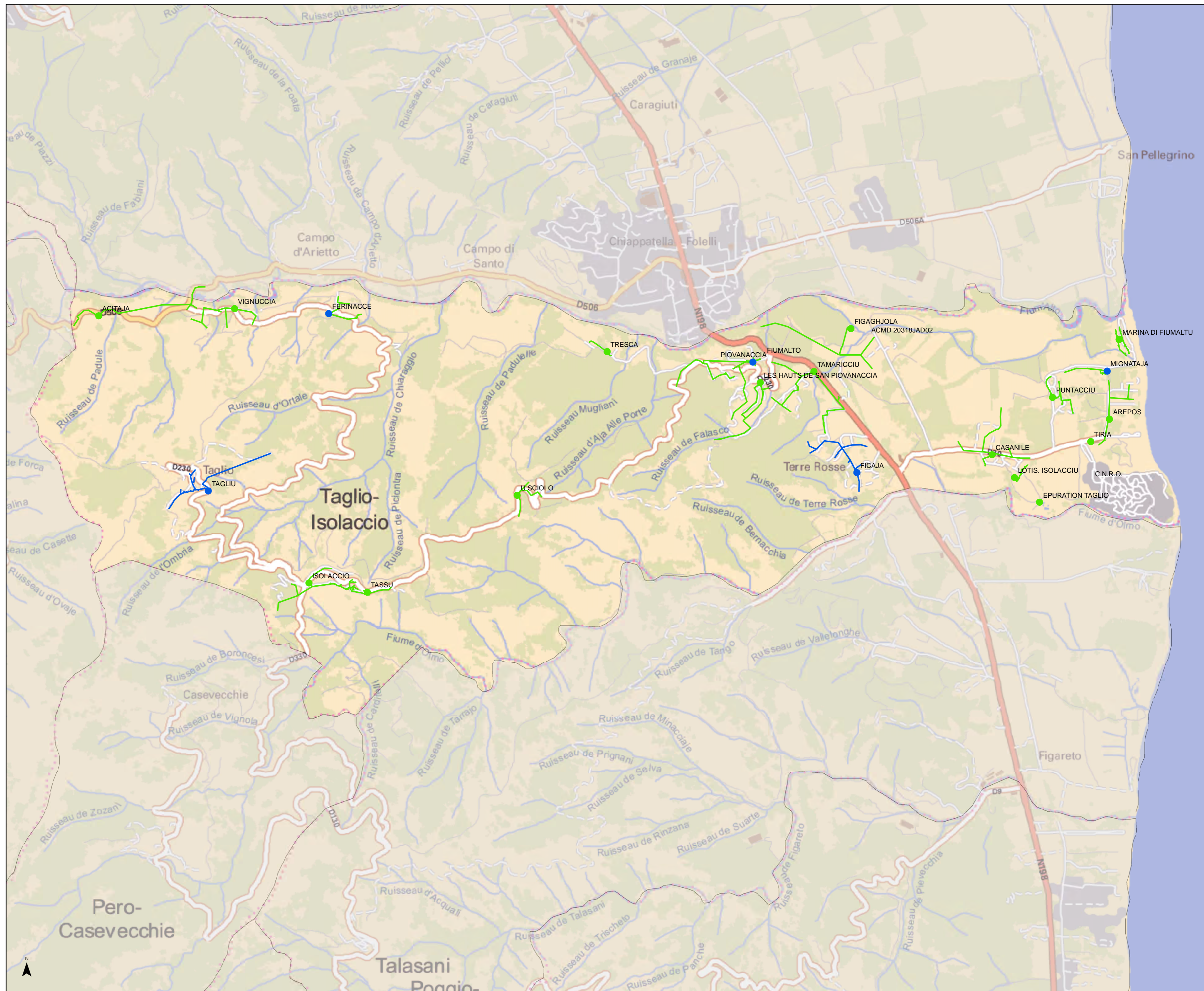
Tronçon Souterrain

ChargeTroncon

- 0 - 50%
- 50 - 90%
- > 90%

Autre Commune

1:15 000





CENTRE : CORSE
COMMUNE : TAGLIO ISOLACCIO
Date d'impression : 23/03/2015

Propriété d'EDF : Edition graphique issue d'un plan moyenne échelle informatisé qui peut être modifié sans préavis.
Elle ne peut être ni reproduite ni communiquée à des tiers, ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifiques.
(c) IGN PARIS 2004
Ce plan ne dispense pas l'utilisateur des procédures DT DICT.

Légende

○ Poste HTA/BT

Lignes HTB

----- Souterrain

— Aerien

Réseaux HTA

— Aerien

----- Souterrain

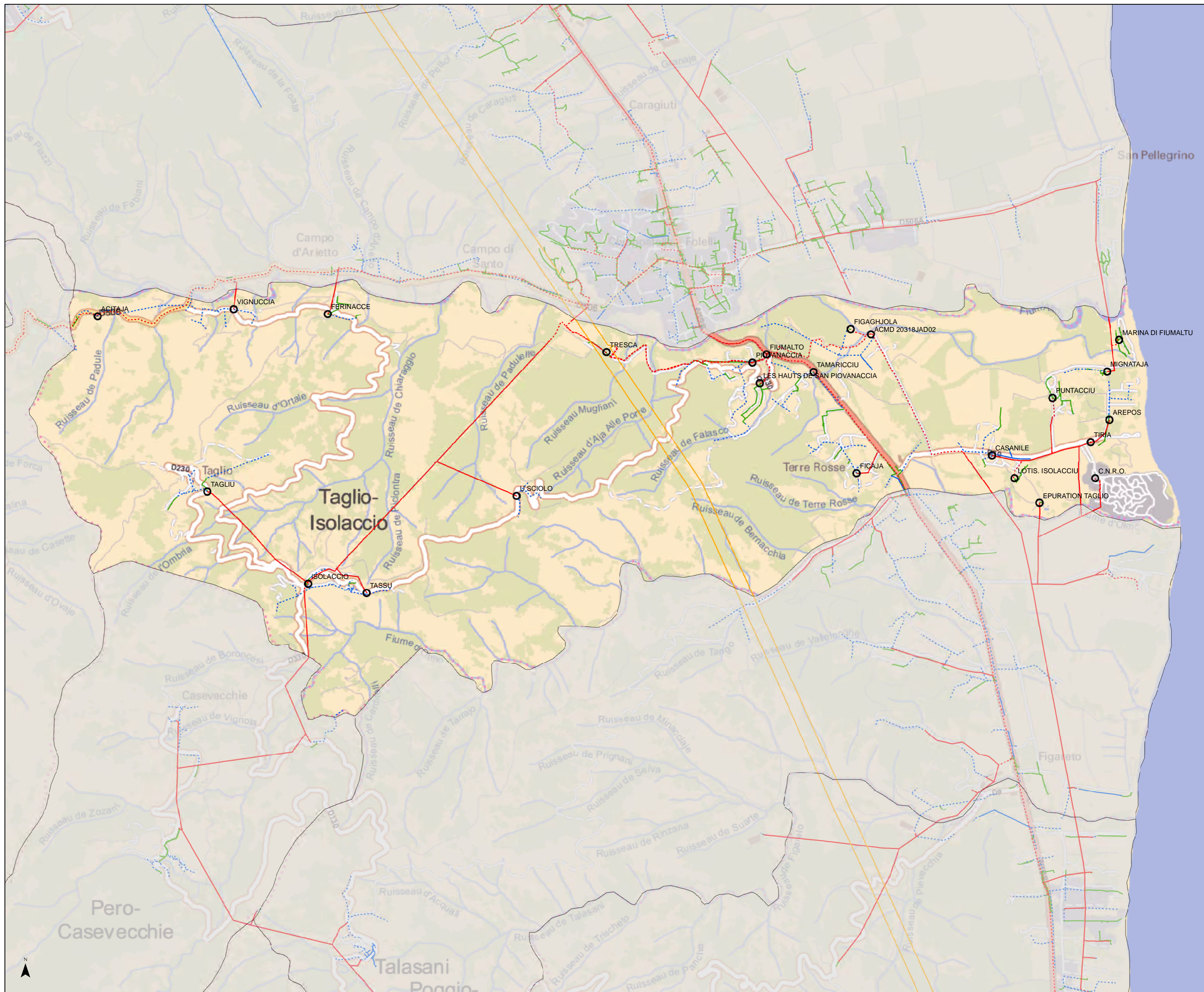
Réseaux BT

— Nu

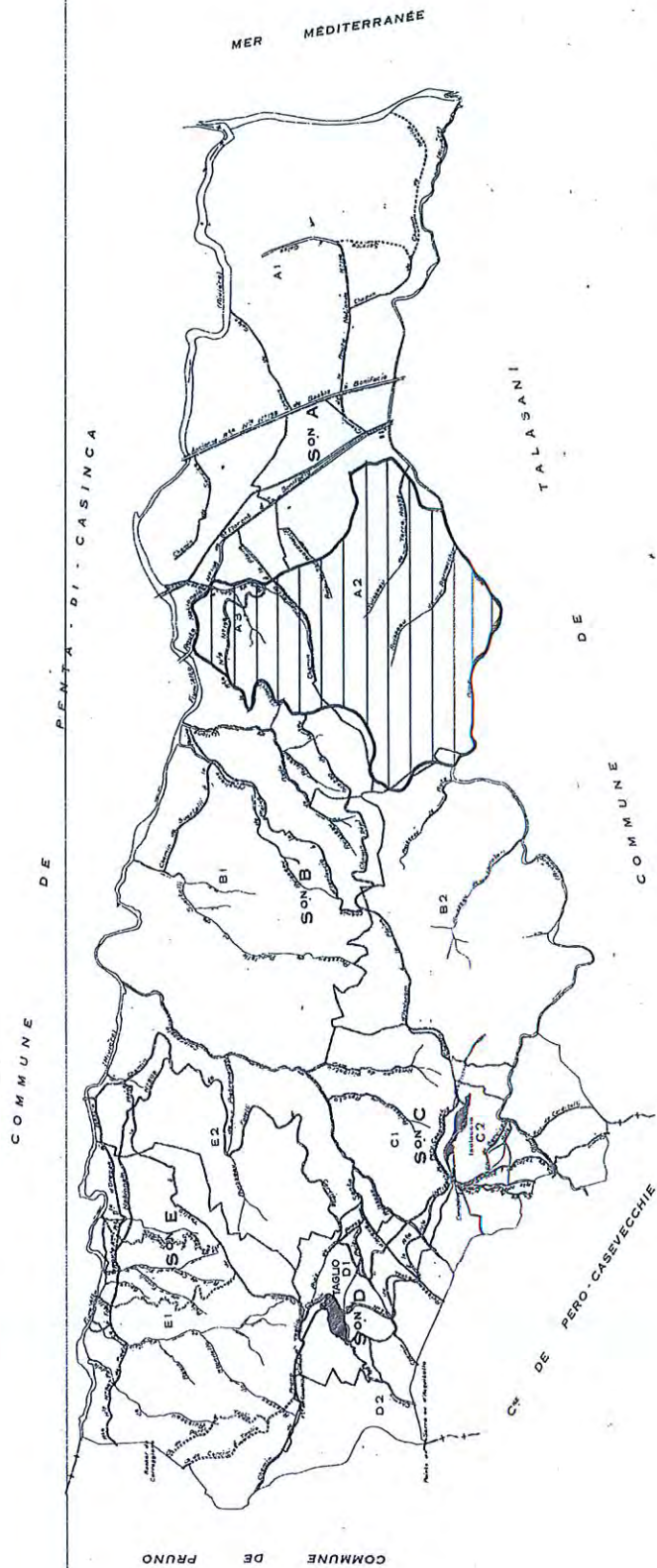
----- Torsadé

— Souterrain

□ Autre Commune



1:15 000

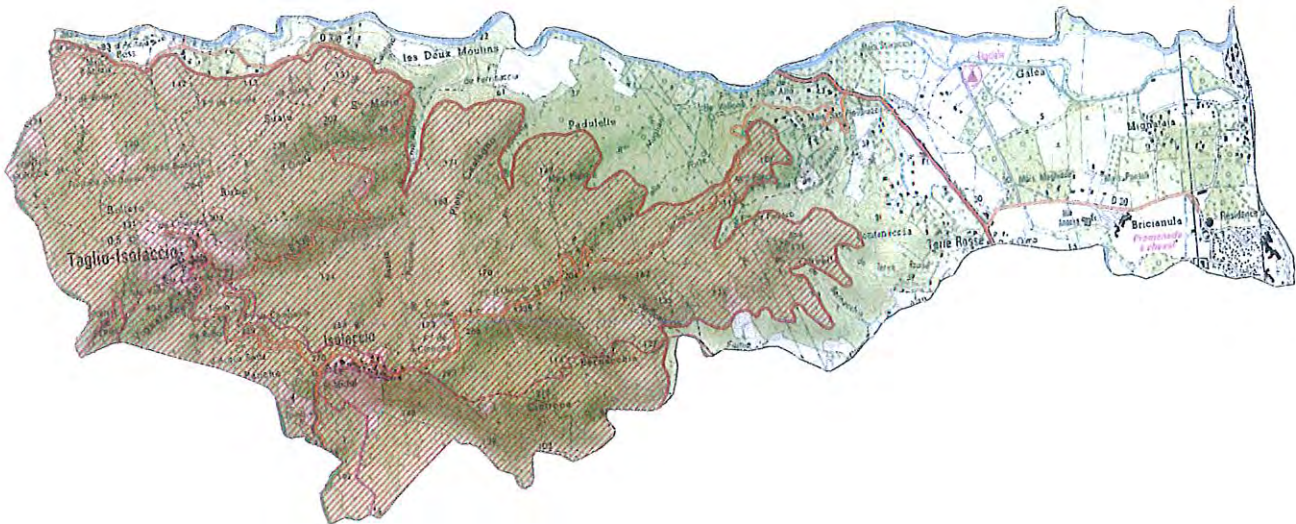


TAGLIO-ISOLACCIO
(CORSE)

TABLEAU D'ASSEMBLAGE
à l'échelle de 1/10000

Cadastré révisé pour 1964

Aire géographique définitive
 AOC «Coppa de Corse» / «Coppa de Corse – Coppa di Corsica»,
 «Lonzo de Corse» / «Lonzo de Corse – Lonzu»
 «Jambon sec de Corse» / «Jambon sec de Corse – Prisuttu»
 - Commune de Taglio-Isolaccio



DELIMITATION DEFINITIVE
 APPROUVEE PAR DECISION
 DU COMITE NATIONAL DES PRODUITS
 AGROALIMENTAIRES DE L'INAO
 DANS SA SEANCE DU: 20.10.2011



Légende

Limites communales

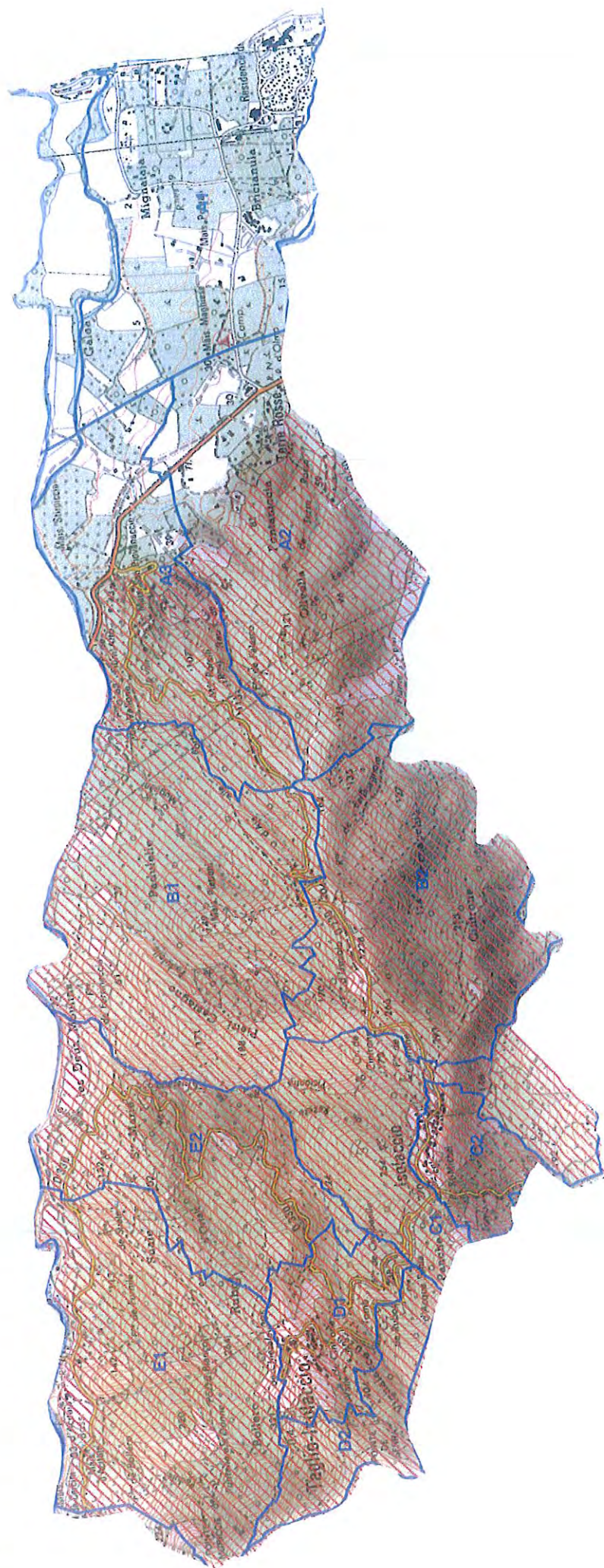
Aire géographique

AOC «Coppa de Corse» / «Coppa de Corse – Coppa di Corsica»,
 «Lonzo de Corse» / «Lonzo de Corse – Lonzu»
 «Jambon sec de Corse» / «Jambon sec de Corse – Prisuttu»



TABLEAU D'ASSEMBLAGE

2B318 TAGLIO-ISOLACCIO



AIRE

GEOGRAPHIQUE



AOC FARINE DE CHATAIGNE DE CORSE FARINA CASTAGNINA CORSA

DELIMITATION DEFINITIVE
APPROUVEE PAR DECISION
DU COMITE NATIONAL DES PRODUITS
AGROALIMENTAIRES DE L'INAO
DANS SA SEANCE DU:25-11-2005



Source IGN/INAO - REPRODUCTION INTERDITE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.

Code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56, R. 21 à R. 26 et R. 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications, groupement des contrôles radioélectriques, C.N.E.S.).

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble de dossier d'enquête au Comité de coordination des télécommunications. L'accord préalable du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture est requis dans tous les cas. Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en Conseil d'Etat (art. 25 du code des postes et des télécommunications).

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Le plan des servitudes détermine, autour des centres d'émission et de réception dont les limites sont définies conformément au deuxième alinéa de l'article R. 22 du code des postes et télécommunications ou entre des centres assurant une liaison radioélectrique sur ondes de fréquence supérieure à 30 MHz, différentes zones possibles de servitudes.

a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

A une distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

La distance maximale à partir des limites du centre peut être de 2 000 mètres.

Secteur de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 360° autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5 000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

b) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 MHz

(Art. R. 23 du code des postes et des télécommunications)

Zone spéciale de dégagement

D'une largeur approximative de 500 mètres compte tenu de la largeur du faisceau hertzien proprement dit estimée dans la plupart des cas à 400 mètres et de deux zones latérales de 50 mètres.

B. - INDEMNISATION

Possible si le rétablissement des liaisons cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct matériel et actuel (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 56 du code des postes et des télécommunications) (1).

C. - PUBLICITÉ

Publication des décrets au *Journal officiel* de la République française.

Publication au fichier du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (instruction du 21 juin 1961, n° 40) qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression, et ce dans toutes les zones et le secteur de dégagement.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargés de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes (art. R. 25 du code des postes et des télécommunications).

Dans les zones et dans le secteur de dégagement

Obligation pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature, aux termes des articles 518 et 519 du code civil.

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal : C.J.E.G. 1980, p. 161).

Obligation pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles, des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).



MINISTERE DES TRANSPORTS

- DECRET -

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de la radiobalise MF de BASTIA-Talassani (Corse).

(J.O. du 22 Octobre 1967)

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du Ministre des Transports,

VU le Code des Postes et Télécommunications, articles L.54 à L.56 et L.63 et articles R.21 à R.26 instituant des servitudes de protection contre les obstacles,

VU l'avis du Comité Technique de l'Electricité en date du 6 Juillet 1967,

VU l'accord préalable du Ministre de l'Agriculture en date du 1er Août 1967,

VU l'accord préalable du Ministre de l'Industrie en date du 18 Juillet 1967,

VU l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications en date du 21 Juillet 1967,

- DECRETE :

ARTICLE 1er. -

Est approuvé le plan ci-joint fixant les limites de la zone de dégagement instituée autour de la radiobalise MF de BASTIA-Talassani.

.../...

ARTICLE 2.-

La zone primaire de dégagement est définie par le tracé en rouge sur le plan.

Les servitudes applicables à cette zone sont celles fixées par l'article R.24 du Code des Postes et Télécommunications.

ARTICLE 3.-

Dans cette zone la création d'obstacles est soumise aux obligations suivantes :

Sauf autorisation du Ministre des Transports,

- les obstacles fixes ou mobiles de toute nature ne devront pas être vus, à partir du point de référence pris comme origine des cotes, sous un site supérieur à trois degrés (3°).

Point de référence pris comme origine des cotes :

Sol antenne à la cote 7 mètres N.G.F.

ARTICLE 4.-

Le Ministre des Transports et le Ministre de l'Équipement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

FAIT A PARIS, le 18 Octobre 1967

Georges POMPIDOU

PAR LE PREMIER MINISTRE

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Signé : Jean CHAMANT

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

François ORTOLI



LEGENDE

28

COTE MAXIMALE TOUS OBSTACLES
 LIMITE DE LA ZONE PRIMAIRE

CENTRE DE BASTIA-Talassani
 N° CCT 20 24 12

**SERVITUDES RADIOELECTRIQUES
 CONTRE LES OBSTACLES**

DATE. 4.7.66 STNA N° 99

ECHELLE : 1 : 20.000

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Article 1

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;

b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Article 2

Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;

b) 130 mètres, dans les agglomérations ;

c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
- les zones montagneuses ;
- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Article 3

L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

NOTA : : Loi 2001-616 2001-07-11 art. 75 : Dans tous les textes législatifs et réglementaires, la référence à la collectivité territoriale de Mayotte est remplacée par la référence à Mayotte et la référence à la collectivité territoriale est remplacée par la référence à la collectivité départementale.

Article 5

Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet civil et militaire, D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation : Le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, D. CADOUX



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction générale de l'aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation civile

Direction aéroports et navigation aérienne

NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE

Dispositions relatives aux avis de la DGAC
sur les projets d'installations de panneaux
photovoltaïques à proximité des aéroports

Resources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

www.developpement-durable.gouv.fr



50, rue Henry Farman
75720 Paris cedex 15
Tél : 01 58 09 43 66

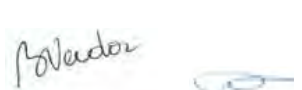


LISTE DES MODIFICATIONS

Le tableau suivant identifie les modifications apportées dans la présente note d'information technique concernant les dispositions relatives aux avis de la DGAC sur les projets d'installations de panneaux photovoltaïques à proximité des aérodromes : **EDITION N° 4** en date du 27 juillet 2011.

N° Ed	Date	Raison de la modification	Pages modifiées
1	30/07/10	Création document	Toutes
2	31/08/10	Insertion des dispositions relatives aux hélistations et précisions apportées aux zones A, B et C, Modalités d'acceptation des panneaux à faible luminance, modification des seuils, Prise en compte de la gêne des personnels AFIS	Toutes
3 & 4	30/06/11	Coordonnées des Directions interrégionales de l'aviation civile Précisions réglementaires Dispositions supplémentaires relatives aux zones des aérodromes et des hélistations	3, 6, 9 à 14

APPROBATION DU DOCUMENT

Le tableau suivant identifie les autorités qui ont successivement vérifié et approuvé la présente édition de la note d'information technique concernant les dispositions relatives aux avis de la DGAC sur les projets d'installations de panneaux photovoltaïques à proximité des aérodromes.

AUTORITE	NOM	DATE ET SIGNATURE
Rédaction L'adjointe au chef du pôle Aéroports en collaboration avec Pierre Théry du STAC	Brigitte Verdier	Le 27 juillet 2011 
Vérification Le chef du Pôle Aéroports	Patrick Disset	Le 27 juillet 2011 
Approbation Le Directeur Aéroports et Navigation Aérienne	Alain Printemps	Le 27 juillet 2011 

Note : Toute version papier de la note d'information technique est susceptible d'être périmée.

Afin de s'assurer que ce document est bien la dernière version à jour de la note d'information technique, il est possible de consulter cette note d'information technique sur le site Internet du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement <http://www.developpement-durable.gouv.fr>, rubrique transports et sécurité routière – secteur aérien – Professionnels de l'aviation.

1 Considérations générales

1.1 INTRODUCTION

Certaines réflexions du soleil sur des installations photovoltaïques situées à proximité des aérodromes sont susceptibles de gêner les pilotes dans des phases de vol proches du sol ou d'entraver le bon fonctionnement de la tour de contrôle. Les zones d'implantation de panneaux photovoltaïques situées à moins de 3 km de tout point d'une piste d'aérodrome (y compris les hélistations) ou d'une tour de contrôle sont particulièrement sensibles à cet égard. Ainsi, il est important que les services de la direction générale de l'Aviation civile (DGAC) soient consultés préalablement à toute installation de cette nature afin de suivre et d'évaluer tout particulièrement cet impact.

Cette note d'information technique présente ainsi les nouvelles dispositions retenues lorsque l'avis des autorités compétentes de l'aviation civile est sollicité sur des projets d'installation de panneaux photovoltaïques à proximité d'un aérodrome, soit par le porteur du projet soit par un service instructeur des installations soumises à déclaration ou à permis de construire.

Dans ces dispositions, sont désignés par :

- ☒ « autorité compétente de l'aviation civile » : l'entité chargée de la surveillance et de la régulation des services de l'aviation civile territorialement compétents : DSAC/CE, DSAC/O, DSAC/N, DSAC/NE, DSAC/S, DSAC/SE, DSAC/SO, DSAC/AG, DSAC/OI, DAC/NC, SAC/SPM, SEAC/PF, SEAC/WF.

Les coordonnées et zones de compétence de ces autorités figurent au § 4.

- ☒ «porteur du projet» : le porteur du projet d'installation de panneaux photovoltaïques (ou l'organisme) qui demande l'avis à l'autorité compétente de l'aviation civile.

Par ailleurs, la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) a publié un guide relatif à l'étude d'impact des projets photovoltaïques (édition 2011) qui est accessible à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Photovoltaïque-un-guide-pour.html>

1.2 RAPPEL DES PRINCIPES REGLEMENTAIRES

Les panneaux photovoltaïques ou autres systèmes similaires doivent respecter les servitudes aéronautiques et les servitudes radioélectriques établies pour la protection contre les obstacles et perturbations électromagnétiques des stations de radiocommunication et de radionavigation installées pour les besoins de la navigation aérienne [*décrets et arrêtés des servitudes aéronautiques et servitudes radioélectriques établis localement*].

Les panneaux photovoltaïques ou autres systèmes similaires doivent également respecter les surfaces de dégagements aéronautiques correspondant au mode actuel de l'exploitation de la piste [*Arrêté relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes, Arrêté relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe*].

Ils ne peuvent pas être installés dans les aires opérationnelles situées à proximité des pistes et des voies de circulation d'aérodromes telles que : bande de piste, aire de sécurité d'extrémité de piste, bande de voie de circulation, prolongement d'arrêt, prolongement dégagé, aires en amont du seuil ou après l'extrémité des pistes avec approche de précision [*Arrêté relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes, Arrêté relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe*].

En effet, il est considéré que ces équipements ne sont pas des « *objets, installations ou matériels utilisés pour les besoins de la navigation aérienne* », et que leurs fonctions n'imposent pas une implantation dans des zones opérationnelles pour les besoins des opérations aériennes.

En outre, leur installation ne doit pas gêner :

- ☒ le bon fonctionnement des aides à la navigation aérienne ;
- ☒ les services rendus par le prestataire de la navigation aérienne ;
- ☒ l'exploitation de l'aire de mouvement par l'exploitant d'aérodrome ;
- ☒ les pilotes lors de la circulation des aéronefs au sol.

[*Code de l'aviation civile, code des Transports, arrêté RCA, Arrêté relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes, Arrêté relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe, Arrêté relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de Mayotte, des îles Wallis et Futuna, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, Décret n° 2007-relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de Mayotte, des îles Wallis et Futuna, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à la prévention du péril animalier sur les aérodromes, Arrêté relatif à la prévention du péril animalier sur les aérodromes, Arrêté relatif aux inspections de l'aire de mouvement d'un aérodrome, ...*].

2 Dispositions préconisées pour l'avis relatif à l'implantation de panneaux photovoltaïques à proximité d'un aérodrome

2.1 PREAMBULE

Les dispositions suivantes sont définies pour les autorités compétentes de l'aviation civile (cf. § 4), lorsque leur avis est sollicité sur les dossiers de demande d'installation de panneaux photovoltaïques.

Les installations pouvant être étendues sur une grande surface, il est possible qu'une gêne des pilotes ou des contrôleurs (ou personnels AFIS) soit constatée après installation. L'avis de l'autorité compétente de l'aviation civile peut être subordonné au fait qu'en cas de gêne avérée après installation, des modifications des dispositifs installés pourront être demandées.

2.2 PROJETS SITUES A PLUS DE 3 KM DE L'AERODROME

Comme indiqué au §1, il est estimé que seuls les projets d'implantation de panneaux photovoltaïques situés à moins de 3 km de tout point d'une piste d'aérodrome et d'une tour de contrôle devraient faire l'objet d'une analyse préalable spécifique.


Ainsi l'autorité compétente de l'aviation civile donne un avis favorable à tout projet situé à plus de 3 km de tout point d'une piste d'aérodrome ou d'une tour de contrôle dans la mesure où ils respectent les servitudes et la réglementation qui leur sont applicables (cf. §1.2).

2.3 PROJETS SITUES A MOINS DE 3 KM DE L'AERODROME (hors hélistation)

2.3.1 Principes de l'analyse

L'autorité compétente de l'aviation civile analyse la demande sur la base d'un dossier présenté par le porteur du projet qui comporte notamment :

- ☒ les caractéristiques de l'installation : position, altitude, orientation, inclinaison, surface.
- ☒ suivant l'emplacement et la surface de l'installation, une démonstration d'absence de gêne visuelle pour le pilote ou pour le contrôleur aérien (ou personnel AFIS).

 <p>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</p>	<p>NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AVIS DE LA DGAC SUR LES PROJETS D'INSTALLATIONS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES A PROXIMITE DES AERODROMES</p>	<p>Rév : 4</p>	<p>Page : 6 / 19 27/07/2011</p>
---	--	----------------	-------------------------------------

En effet, la détermination de la criticité de la gêne visuelle est fonction de l'angle fait entre cette source lumineuse et l'axe du regard, la distance, la surface lumineuse et sa luminance¹.

L'autorité peut alors être amenée à demander au porteur du projet de vérifier :

- ☒ si un rayon du soleil peut être réfléchi par les panneaux photovoltaïques dans l'œil du pilote ou du contrôleur (ou personnel AFIS). Les trajectoires devant être prises en compte pour le risque d'éblouissement des pilotes sont les trajectoires nominales, spécifiques à l'aérodrome, de l'aéronef à l'approche et en phase de décélération pour chaque sens d'utilisation de la piste (QFU), éventuellement sur la base d'informations délivrées par l'autorité compétente de l'aviation civile.
- ☒ et, dans le cas où un tel risque de réflexion est avéré, si la valeur de luminance de ces rayons est inférieure aux seuils fixés. Il est souligné que ces valeurs, déterminées par le porteur du projet, dépendent spécifiquement de l'implantation du projet et de la course du soleil au cours de la journée et de l'année sur l'aérodrome.

L'analyse se déroule ensuite en plusieurs étapes :

- ☒ étape 1 : vérification réglementaire ;
- ☒ étape 2 : vérification de l'absence de gêne visuelle.


2.3.2 Étape 1 : Vérification réglementaire

A partir des caractéristiques de l'installation fournies, l'autorité compétente de l'aviation civile vérifie si celle-ci est située dans une zone où l'implantation est interdite.

Elle donne un avis défavorable à tout projet d'installation de panneaux photovoltaïques :

- ☒ ne respectant pas les servitudes aéronautiques ou radioélectriques ;
- ☒ dépassant les surfaces de dégagements aéronautiques ;
- ☒ situés dans :
 - la bande d'une piste, y compris dans la partie dégagée de la bande de piste,
 - les aires de sécurité d'extrémité de piste (jusqu'à 300 m de chaque extrémité de la piste),
 - les prolongements dégagés,
 - les prolongements d'arrêt,
 - pour les pistes avec approches de précision : les aires situées en amont du seuil de 300 m de long et de 90 ou 120 m de large,
 - les bandes de voies de circulation ;
- ☒ dont l'emplacement peut perturber le bon fonctionnement des aides à la navigation aérienne ou dégrader les indications fournies au pilote ou au contrôleur (ou personnel AFIS);

¹ La luminance est une des grandeurs photométriques qui caractérisent la perception visuelle des sources lumineuses. La luminance est l'intensité lumineuse d'une source lumineuse dans une direction donnée, divisée par l'aire apparente de cette source dans cette même direction. L'unité de luminance lumineuse est le candela par mètre carré, symbole cd/m².

 <p>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</p>	<p align="center">NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AVIS DE LA DGAC SUR LES PROJETS D'INSTALLATIONS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES A PROXIMITE DES AERODROMES</p>	<p align="center">Rév : 4</p>	<p align="right">Page : 7 / 19 27/07/2011</p>
---	---	-------------------------------	---

Exemple : non-respect des aires critiques ou sensibles des aides radioélectriques, des aires de protection des aides météorologiques et visuelles, dégradation des indications fournies (paramètres météo ou radioélectriques erronés, aides visuelles masquées, réflexions parasites, perturbations électriques...)

- ⊗ pouvant gêner les services d'exploitation de l'aérodrome, notamment en augmentant les délais d'intervention du SSLIA dans les zones qui doivent rester parfaitement accessibles ou en empêchant la maintenance des aides pour les besoins de la navigation aérienne ;
- ⊗ pour les pistes avec approche de précision de catégorie II/III, dans l'aire d'emploi du radio-altimètre (aire de 120 m de large sur 3 000 m en amont du seuil de piste).

Si l'avis n'est pas défavorable, l'analyse est poursuivie suivant les dispositions de l'étape 2.

2.3.3 Étape 2 : vérification de l'absence de gêne visuelle

2.3.3.1 Éléments sur l'éblouissement

Une forte luminosité peut faire baisser les performances de la vision par une réduction de la perception du contraste. Ce type d'éblouissement, différent de l'aveuglement, peut poser des difficultés pour les pilotes ou les contrôleurs (ou personnels AFIS) à percevoir leur environnement (perte de repères visuels de piste pour les pilotes, non repérage d'un aéronef pour les contrôleurs par exemple). Il est fonction de la position (distance et position angulaire) de la source lumineuse par rapport à l'œil, de sa surface apparente et de sa luminance. Ainsi, la source lumineuse la plus puissante, présente dans le champ visuel, n'est pas forcément la plus pénalisante.

La présente note traite également, pendant la phase particulièrement critique du toucher des roues, des dangers induits par un effet de surprise causé par l'apparition dans le champ visuel d'une source lumineuse. Cet « effet de surprise » est d'autant plus marqué que l'éblouissement est latéral par rapport à l'axe du regard car le cerveau perçoit le changement d'état (l'éblouissement) sans identifier immédiatement la cause.


2.3.3.2 Paramètres de l'analyse

Pour les installations qui ne font pas l'objet d'avis défavorable suite à la vérification réglementaire, il est nécessaire de s'assurer de l'absence de gêne visuelle pour le pilote ou le contrôleur (ou personnel AFIS).

L'autorité compétente de l'aviation civile peut donc être amenée à demander au porteur du projet des éléments de démonstration d'absence de gêne visuelle (étude géométrique et/ou photométrique).

L'analyse des caractéristiques du projet par l'autorité compétente de l'aviation civile tient compte des paramètres suivants :

- ⊗ Elle porte sur chaque ensemble de panneaux solaires homogènes ayant des caractéristiques de position et hauteur proches, et d'inclinaison et d'orientation identiques (par exemple, l'analyse d'un toit à deux pentes sera réalisée pour chacune des pentes indépendamment) ;
- ⊗ Dans le cas d'une présence d'autres installations similaires (même azimuth et même inclinaison) dans l'environnement proche, la surface à considérer est celle de l'ensemble des projets ou installations.

 <p>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</p>	<p>NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AVIS DE LA DGAC SUR LES PROJETS D'INSTALLATIONS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES A PROXIMITE DES AERODROMES</p>	<p>Rév : 4</p>	<p>Page : 8 / 19 27/07/2011</p>
--	--	----------------	-------------------------------------

2.3.3.3 Cas ne nécessitant pas de démonstration d'absence de gêne visuelle

Un avis favorable sans demande de démonstration est donné par l'autorité compétente de l'aviation civile à tout projet remplissant l'une au moins des conditions suivantes :

- ⊗ de surface inférieure à 500 m² (excepté si ce projet n'est pas isolé d'autres projets ou d'installations existantes qui conduiraient à considérer une surface supérieure) et situé en dehors des zones B et C de la figure 2 ;
- ⊗ de surface inférieure à 50 m² et situé dans la zone B (hors zone C) ;
- ⊗ s'il est situé à l'extérieur de l'**ensemble** des zones représentées dans les figures 1 et 2 (pour la tour de contrôle et pour les pilotes).

2.3.3.4 Cas nécessitant une démonstration d'absence de gêne visuelle

En dehors des cas déjà traités au § 2.3.3.3, un avis favorable ne peut être donné par l'autorité compétente de l'aviation civile pour un projet situé dans une ou plusieurs zones figurant sur les figures 1 et 2, que si ce projet remplit les **deux** conditions suivantes :

- ⊗ absence de gêne visuelle des contrôleurs (ou personnels AFIS) ;
- ⊗ et absence de gêne visuelle des pilotes.

Dans le cas d'une gêne visuelle potentielle, un avis défavorable sera donné par l'autorité compétente de l'aviation civile.



La démonstration d'absence d'éclairement gênant vers le pilote ou les contrôleurs demandée dans ce paragraphe, pour être probante, doit considérer toutes les positions prises par le Soleil au-dessus de l'horizon à tout instant du jour et de l'année. La prise en compte de l'éventuel masquage créé par un relief naturel est acceptable, sous réserve de la pérennité de ce relief (par exemple, le masquage par une montagne peut être pris en compte mais le masquage par un groupe d'arbres ne devrait pas être pris en compte).

2.3.3.4.1 Analyse de l'absence de gêne visuelle des contrôleurs (ou personnels AFIS)

L'autorité compétente de l'aviation civile donne un avis défavorable à tout projet d'installation de systèmes photovoltaïques dont le dossier ne démontre pas l'absence de gêne des contrôleurs (ou personnels AFIS).

Il y a absence de gêne visuelle des contrôleurs (ou personnels AFIS) pour tout projet d'installation remplissant l'une au moins des conditions suivantes :

- ⊗ le projet est situé à l'extérieur de la zone de protection de la tour de contrôle définie en Figure 1 ;
- ⊗ ou le projet est situé dans cette zone et le porteur de projet a démontré qu'aucun faisceau lumineux n'éclaire la tour de contrôle en toute circonstance ;
- ⊗ ou le projet est situé dans cette zone et le porteur de projet a démontré que les faisceaux lumineux qui éclairent la tour de contrôle en provenance de cette installation produisent une luminance inférieure à un seuil d'acceptabilité fixé à 20 000 cd/m².

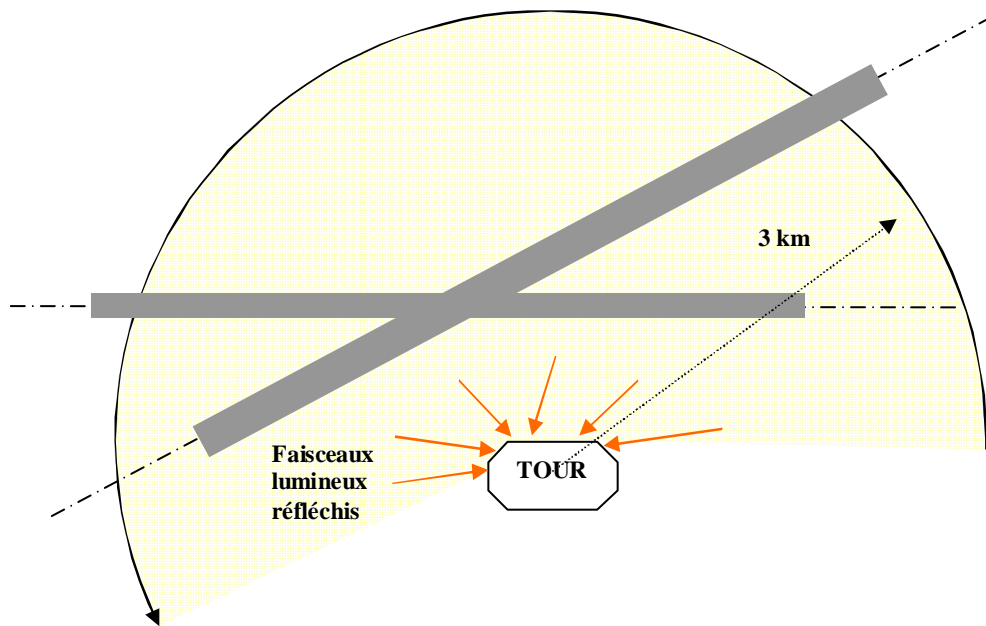


Figure 1 : zone de protection de la tour de contrôle

Comme indiqué au § 2.3.3.3, il est considéré que tout projet situé dans la zone de protection de la tour de contrôle d'une surface inférieure à 500 m² ne présente aucune gêne visuelle envers le contrôleur.

2.3.3.4.2 Analyse de l'absence de gêne visuelle des pilotes

L'autorité compétente de l'aviation civile donne un avis défavorable à tout projet d'installation de systèmes photovoltaïques dont le dossier ne démontre pas l'absence de gêne visuelle des pilotes.

a) Définition des zones A, B et C

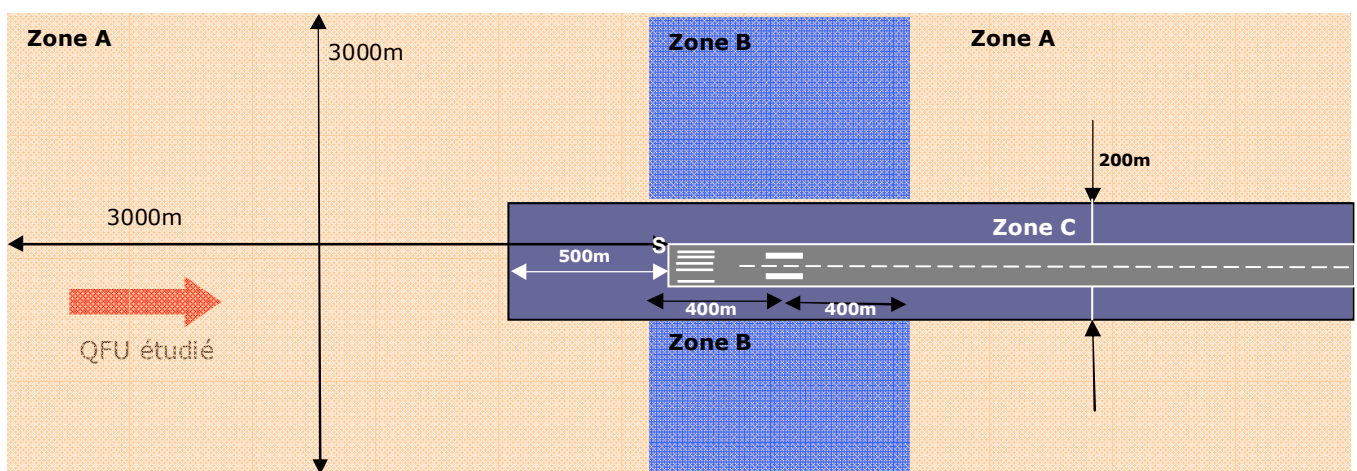



Figure 2 : Représentation des zones A, B et C
(nota : sur ce schéma ne figurent pas les aires interdites par la réglementation - cf § 2 et 3.3.2)

 <p>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</p>	<p>NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AVIS DE LA DGAC SUR LES PROJETS D'INSTALLATIONS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES A PROXIMITE DES AERODROMES</p>	<p>Rév : 4</p>	<p>Page : 10 / 19 27/07/2011</p>
---	--	----------------	---------------------------------------

L'analyse conduit à considérer trois zones distinctes relatives à l'implantation du projet, dénommées A, B et C et identifiées **par sens d'atterrissage** (QFU) telles que schématisées sur la figure 2 :

☒ Zone A :

La zone A est destinée à protéger les pilotes contre la réduction préjudiciable de la perception du contraste. Ses dimensions sont les suivantes :

- longueur : 3000 m avant le seuil d'atterrissage S + longueur de piste disponible à l'atterrissage + 3000 m après l'extrémité de la piste ;
- largeur : 1500 m de part et d'autre de l'axe de piste.

Nota : comme mentionné au § 3.3.3.3, un projet implanté à l'extérieur de la zone A, même s'il est situé à moins de 3 km des pistes, ne nécessite pas de démonstration d'absence de gêne visuelle des pilotes.

☒ Zone B :

La zone B est destinée à protéger les pilotes pendant la phase critique de toucher des roues contre un effet de surprise. Ses dimensions sont les suivantes :

- longueur : zone ci-dessous définie à partir du point de toucher des roues (400 m de part et d'autre du point de toucher des roues), lui-même défini par rapport au seuil d'atterrissage S ;

Longueur disponible à l'atterrissage (LDA)	Point nominal de toucher des roues	Zone B correspondante
< 800 m	S + 150 m	entre S – 250 m et S + 550 m
$800 \text{ m} \leq \text{LDA} < 1200 \text{ m}$	S + 250 m	entre S – 150 m et S + 650 m
$1200 \text{ m} \leq \text{LDA} < 2400 \text{ m}$	S + 300 m	entre S – 100 m et S + 700 m
$\geq 2400 \text{ m}$	S + 400 m	entre S et S + 800 m

- largeur : 1500 m de part et d'autre de l'axe de piste.

☒ Zone C :

La zone C est destinée à protéger les pilotes contre la présence de source lumineuses dans le champ d'acuité visuelle ; elle intègre, en outre, certaines contraintes réglementaires. Ses dimensions sont les suivantes :

- longueur : 500 m avant le seuil d'atterrissage + longueur de piste disponible à l'atterrissage + 500 m après l'extrémité de la piste;
- largeur : 100 m de part et d'autre de l'axe de piste ou la largeur de la bande de piste si elle est plus contraignante.

Il est souligné que ces zones A, B et C sont toutes trois rectangulaires et se recoupent sans être mutuellement exclusives ; ainsi, un projet peut être implanté dans plusieurs zones à la fois :

- un projet implanté en zone B est nécessairement en zone A et éventuellement en zone C ;
- un projet implanté en zone C est nécessairement en zone A et éventuellement en zone B.



Un projet implanté dans des zones qui se superposent est redevable des contraintes de vérification (définies ci-après) attachées à l'ensemble des zones correspondantes.

b) Vérification d'absence de gêne visuelle du pilote



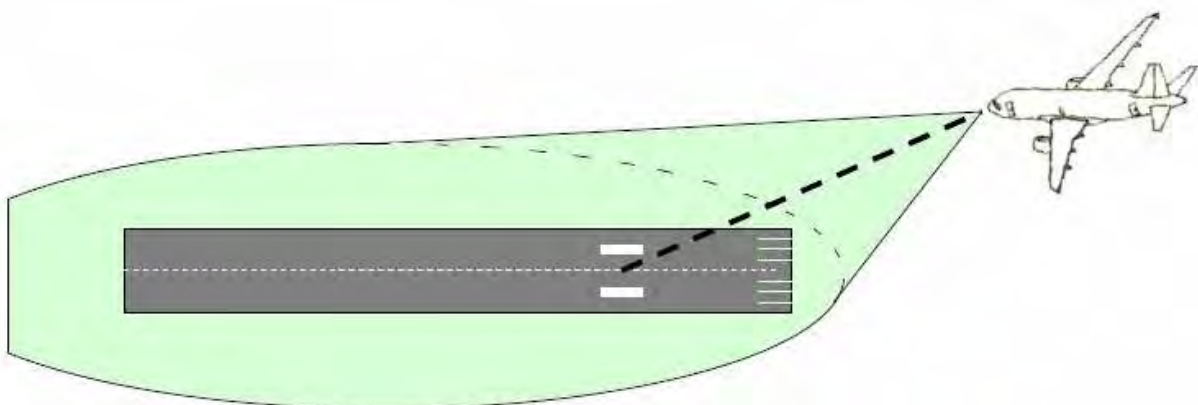
Rappel : ces installations ne doivent pas être implantées près de la piste, ni en amont ou après celle-ci, ni près des voies de circulation au regard des dispositions rappelées au § 2. De ce fait, l'implantation est interdite sur une partie de ces trois zones au titre du § 2.3.2.


☒ Zone A :

Pour tout projet situé dans cette zone, il y a absence de gêne visuelle au titre de la zone A, pour un pilote, lui-même présent dans la zone A (aéronef aligné sur l'axe d'approche publié de la piste ou sur la piste au roulage), si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- comme indiqué au § 2.3.3.3, la surface est inférieure à 500 m² ;
- le porteur de projet a démontré qu'aucun faisceau lumineux n'éclaire le pilote en toute circonstance en le gênant visuellement.

Dans le cas d'un faisceau lumineux éclairant le pilote, il y a gêne visuelle au titre de la zone A pour toute réflexion en direction du pilote produisant une luminance supérieure à un seuil d'acceptabilité fixé à 20 000 cd/m², sous un angle de vision (entre le rayon réfléchi et l'axe du regard vers la piste) compris entre -30° et +30° et à une distance inférieure à 3 000 m entre le pilote et les panneaux.



 <p>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</p>	<p align="center">NOTE D'INFORMATION TECHNIQUE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AVIS DE LA DGAC SUR LES PROJETS D'INSTALLATIONS DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES A PROXIMITE DES AERODROMES</p>	<p align="center">Rév : 4</p>	<p align="center">Page : 12 / 19 27/07/2011</p>
---	---	-------------------------------	---

☒ Zone B :

Pour tout projet situé dans cette zone, il y a absence de gêne visuelle au titre de la zone B si au moins une des conditions suivantes est remplie :

- le porteur de projet a démontré qu'aucun faisceau lumineux n'éclaire le pilote en le gênant visuellement, lorsque l'aéronef se trouve lui-même dans la zone B, sur son axe d'approche publié ;
- comme indiqué au § 2.3.3.3, la surface est inférieure à 50 m².

Dans le cas d'un faisceau lumineux éclairant le pilote, il y a gêne visuelle au titre de la zone B pour toute réflexion en direction du pilote produisant une luminance supérieure à un seuil d'acceptabilité fixé à 10 000 cd/m², sous un angle de vision (entre le rayon réfléchi et l'axe du regard vers la piste) compris entre -90° et +90, lorsque l'aéronef est lui-même à l'intérieur de la zone B.

☒ Zone C :

La zone C est une zone sensible au niveau de l'éblouissement et aucun rayon gênant ou éblouissant qui réfléchit en direction du pilote ne peut être autorisé.

Si le panneau « anti éblouissement » (voir paragraphe 2.3.3.4.3) est réputé par démonstration ne pas envoyer de faisceau réfléchi gênant dans l'œil du pilote, il pourra être installé, mais seulement dans les parties de la zone C où la réglementation l'autorise.

De fait, il apparaît que les possibilités d'installation de panneaux photovoltaïques dans cette zone sont particulièrement restreintes du fait de la réglementation (cf. 2.3.2).

2.3.3.4.3 Modalités d'acceptabilité des panneaux « anti-éblouissement »

Comme mentionné au § 2.3.3.4.1 et au § 2.3.3.4.2 b), l'absence de gêne visuelle peut être établie si la réflexion produit une luminance inférieure ou égale à un seuil d'acceptabilité fixé : 10 000 cd/m² pour les zones B et C et 20 000 cd/m² pour la zone A.

Par souci de simplification, il est considéré que la réflexion en direction du pilote produira une luminance inférieure ou égale au seuil d'acceptabilité si le bénéficiaire du permis de construire (ou de la déclaration préalable) a joint à son dossier les deux éléments suivants :

- ☒ un document de spécifications techniques du constructeur des panneaux mentionnant explicitement la valeur maximale de luminance des panneaux photovoltaïques retenus, exprimée dans l'unité cd/m², qui y apparaît inférieure ou égale au seuil d'acceptabilité ;
- ☒ un document écrit et formel, signé et engageant sa responsabilité à mettre en œuvre, sur l'ensemble du projet ou sur l'ensemble des panneaux susceptibles d'éclairer les pilotes et/ou les contrôleurs aériens (ou personnels AFIS), ce type de panneaux photovoltaïques ou un type équivalent dont la luminance sera inférieure ou égale au seuil d'acceptabilité.

2.4 PROJETS SITUES A MOINS DE 3 KM D'UNE FATO

Pour tout projet situé à moins de 3 km de tout point d'une aire d'approche finale et de décollage (FATO), les mêmes spécifications que celles décrites au § 2.3 sont à prendre en compte de façon adaptée au cas des hélistations ou d'autres infrastructures aéronautiques utilisées exclusivement par les hélicoptères.

Ainsi, il convient d'adapter la vérification réglementaire (cf. § 2.3.2) à la réglementation applicable à ces infrastructures². De plus, la vérification d'absence de gêne visuelle reprend les spécifications définies au § 2.3.3, avec des zones A, B et C.

Pour tenir compte des spécificités des infrastructures aéronautiques utilisées exclusivement par les hélicoptères, ces zones ont été adaptées aux procédures d'approche des aéronefs. Ces procédures sont de deux types :

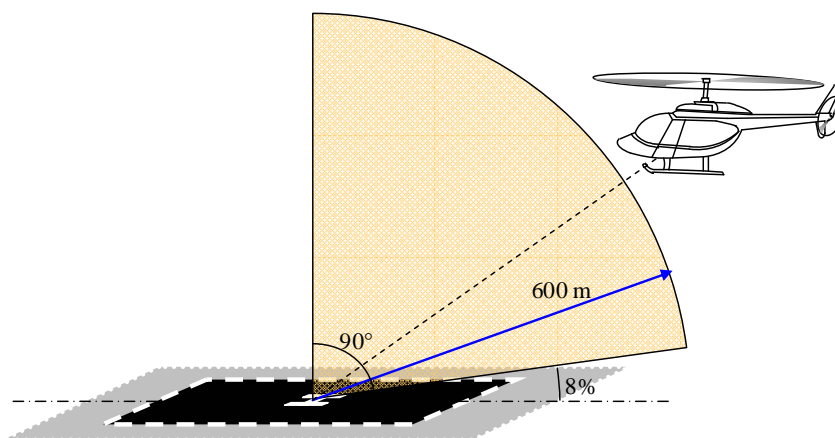
- ☒ Les procédures ponctuelles;
- ☒ Les procédures dégagées.

Ces deux types de procédures impliquent des approches différentes (pentes notamment) et donc des protections qui ne peuvent être similaires.

Les trajectoires d'approche à prendre en compte sont celles publiées sur les cartes aéronautiques de l'infrastructure en tenant compte des exigences d'exploitation et du manuel de vol de l'hélicoptère. Sauf en cas de trouée unique (par exemple en raison d'obstacles), les FATO sont le plus souvent dotées de deux trouées à 180° l'une de l'autre, les hélicoptères utilisant alors celle qui permet d'atterrir et de décoller face au vent.

2.4.1 Les FATO avec procédures ponctuelles uniquement

En cas d'absence d'indication de pente, les trajectoires à considérer sont celles où l'hélicoptère est aligné sur l'axe d'approche avec une pente comprise entre 8% (environ 4,57°) et 90°.



(le schéma n'est pas à l'échelle et la FATO peut avoir des caractéristiques différentes)

² en particulier l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal.

Les zones de protection sont alors définies pour la direction d'approche figurant sur le schéma, selon les caractéristiques suivantes :

☒ Zone A :

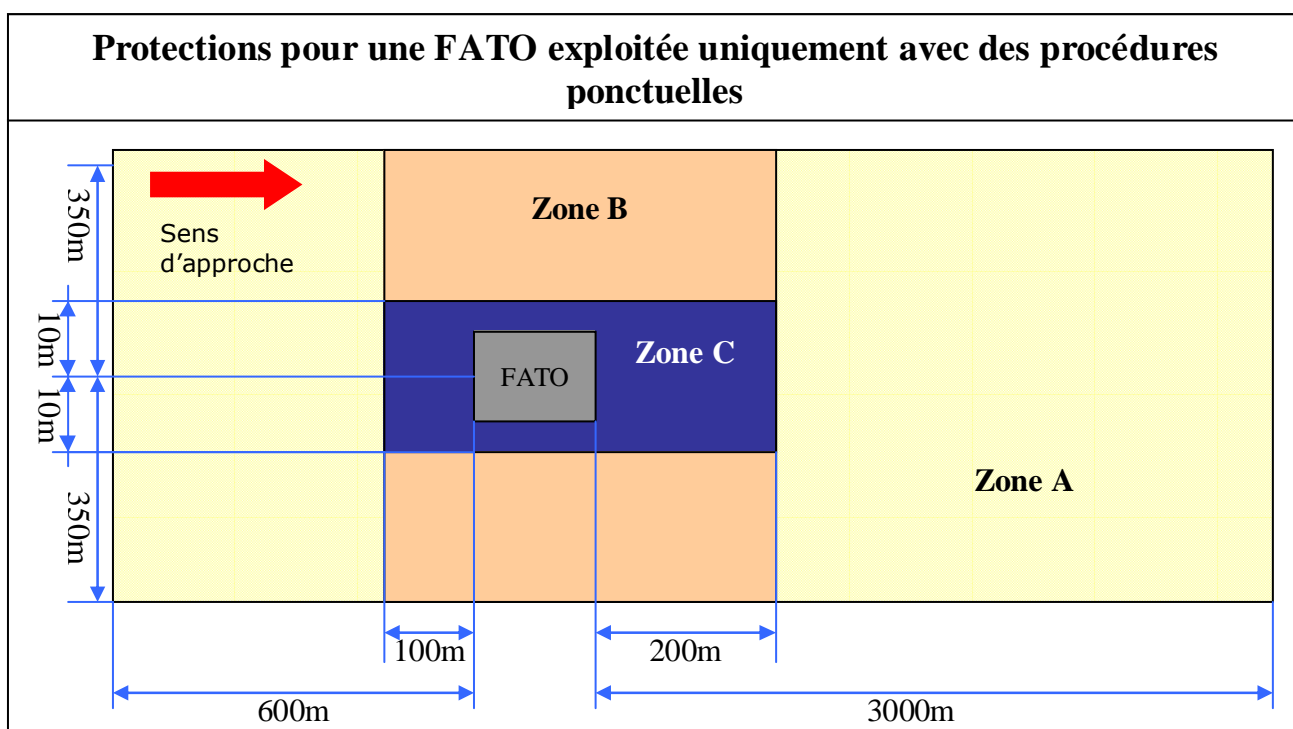
- longueur : 600 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 3 000 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 350 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone B :

- longueur : 100 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 200m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 350 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone C :

- longueur : 100 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 200 m après l'extrémité de FATO ;
- largeur : 10 m de part et d'autre de l'axe d'approche.
- l'emprise au sol de la zone C ne peut pas être inférieure à celle de l'aire de sécurité associée à la FATO ; la zone C est alors à élargir aux portions de l'aire de sécurité qui s'étendent au-delà de la zone C définie par les deux premières puces.

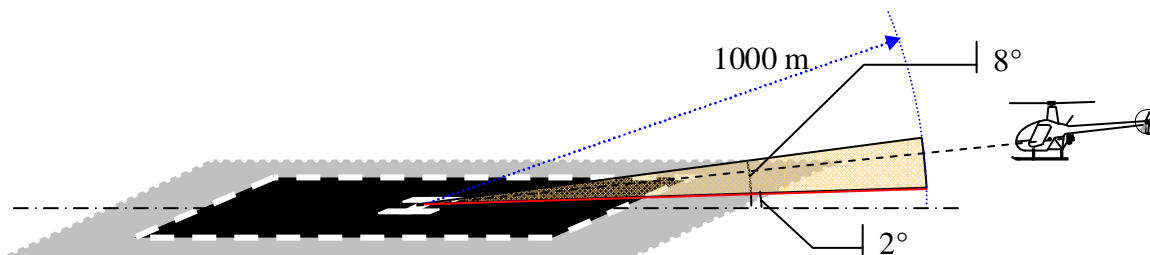


(le schéma n'est pas à l'échelle et la FATO peut avoir des caractéristiques différentes)

Ces zones de protection sont à établir pour chaque direction d'approche dont la FATO est dotée.

2.4.2 Les FATO avec procédures dégagées

Les trajectoires d'approche à prendre en compte sont celles publiées sur les cartes aéronautiques de l'infrastructure. En cas d'absence d'indication de pente, les trajectoires à considérer sont celles pour lesquelles l'hélicoptère est aligné sur l'axe d'approche avec une pente comprise entre 2° et 8°.



(le schéma n'est pas à l'échelle et la FATO peut avoir des caractéristiques différentes)

Les zones de protection sont alors définies pour la direction d'approche figurant sur le schéma, selon les caractéristiques suivantes :

☒ Zone A :

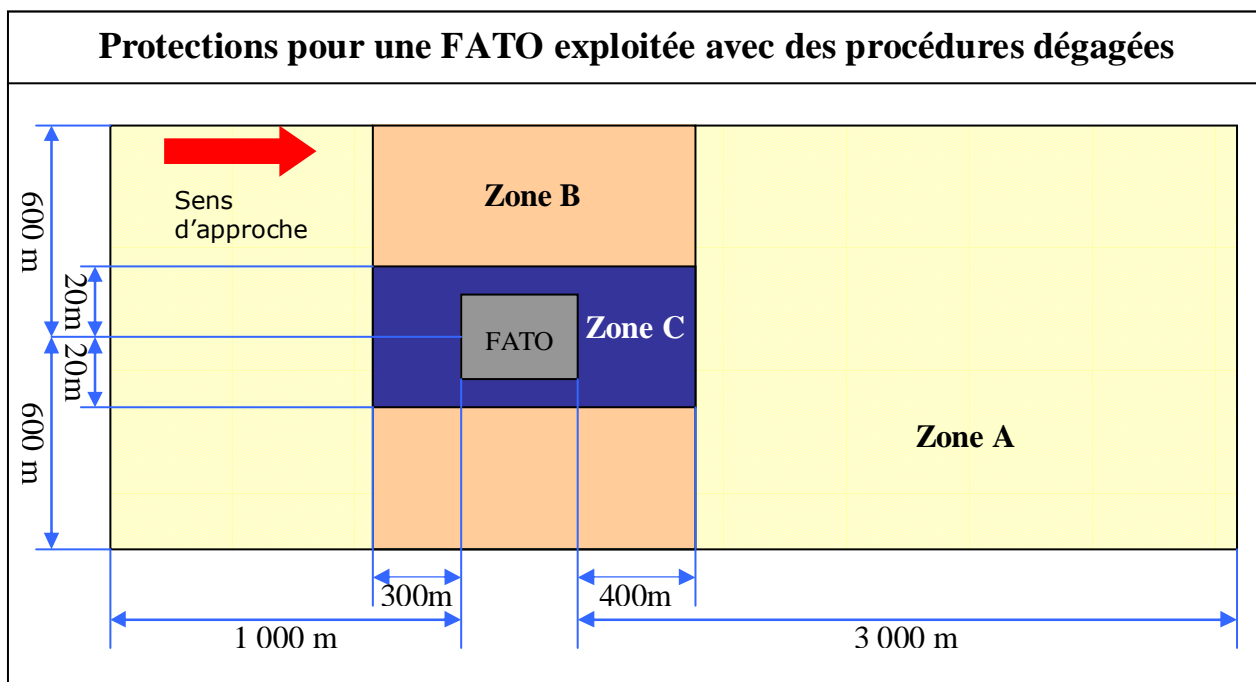
- longueur : 1 000 m en mont de la FATO + longueur de la FATO + 3 000 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 600 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone B :

- longueur : 300 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 400m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 600 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone C :

- longueur : 300 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 400 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 20 m de part et d'autre de l'axe d'approche.
- l'emprise au sol de la zone C ne peut pas être inférieure à celle de l'aire de sécurité associée à la FATO ; la zone C est alors à élargir aux portions de l'aire de sécurité qui s'étendent au-delà de la zone C définie par les deux premières puces.



(le schéma n'est pas à l'échelle et la FATO peut avoir des caractéristiques différentes).

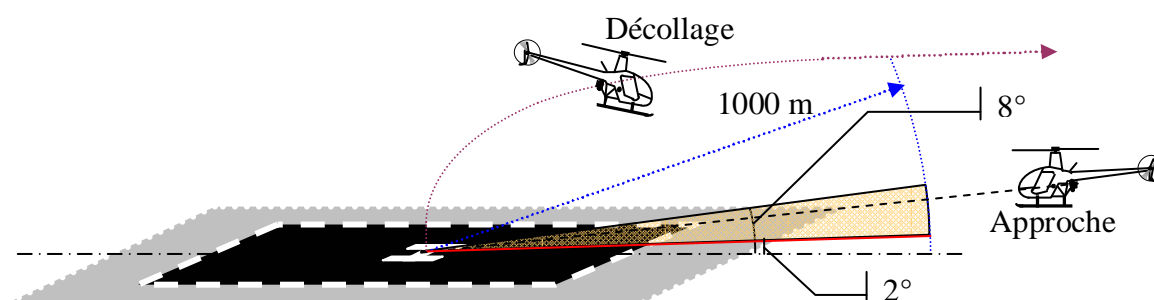
Ces zones de protection sont à établir pour chaque direction d'approche dont la FATO est dotée.

2.4.3 Cas particulier des infrastructures dotées de trouée unique

Les dispositions définies dans les paragraphes précédents permettent de protéger tant l'approche que le décollage, sauf dans le cas des infrastructures exploitées exclusivement par des hélicoptères, dotées de trouée unique et exploitées en procédure dégagée.

En effet, dans le cas d'infrastructures exploitées en procédure ponctuelle, les protections assurées pour l'approche couvrent également la manœuvre de décollage et les dispositions du paragraphe § 2.4.1 sont pleinement applicables.

Dans le cas des infrastructures exploitées en procédure dégagée, les besoins de repères visuels au décollage sont plus contraignants et nécessitent une adaptation.



(le schéma n'est pas à l'échelle et la FATO peut avoir des caractéristiques différentes)

Dans ce cas, on considère la trouée existante, ainsi qu'une trouée virtuelle qui serait diamétralement opposée : cela revient donc à avoir des zones A, B et C symétriques par rapport à la FATO, ayant les caractéristiques sont les suivantes :

☒ Zone A :

- longueur : 3 000 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 3 000 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 600 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone B :

- longueur : 400 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 400 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 600 m de part et d'autre de l'axe d'approche.

☒ Zone C :

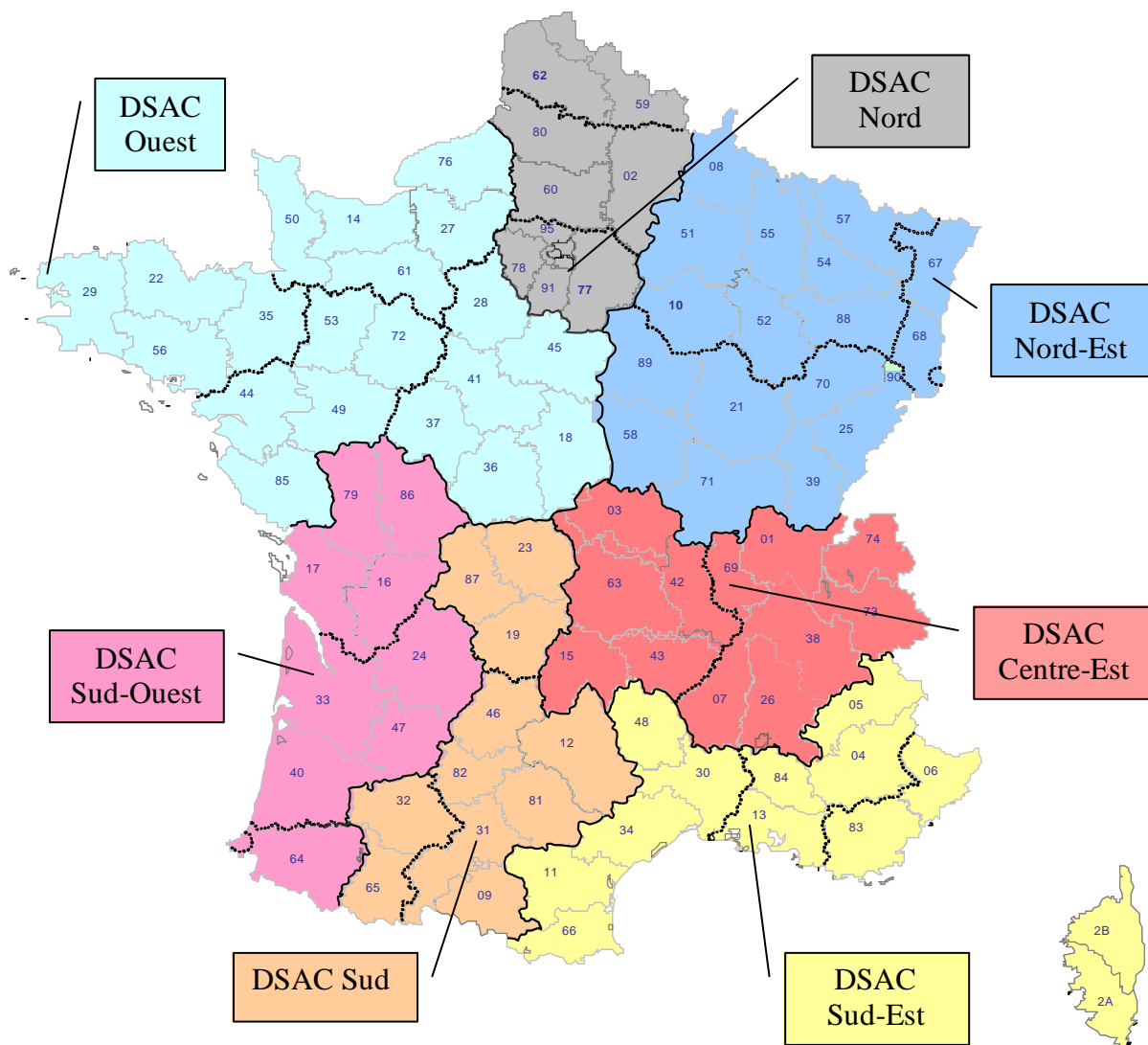
- longueur : 400 m en amont de la FATO + longueur de la FATO + 400 m après l'extrémité de la FATO ;
- largeur : 20 m de part et d'autre de l'axe d'approche.
- l'emprise au sol de la zone C ne peut pas être inférieure à celle de l'aire de sécurité associée à la FATO ; la zone C est alors à élargir aux portions de l'aire de sécurité qui s'étendent au-delà de la zone C définie par les deux premières puces.

3 Les autorités territorialement compétentes

Les autorités de l'aviation civile territorialement compétentes sont les suivantes :

DSAC / Centre est	Aéroport de Lyon Saint Exupéry BP 601 69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT
DSAC / Nord	9 rue de Champagne 91200 ATHIS MONS
DSAC / Nord Est	Aérodrome de Strasbourg Entzheim 67836 TANNERIES
DSAC / Ouest	Aéroport de BREST-BRETAGNE BP 56 – 29490 GUIPAVAS
DSAC / Sud	Allée Saint-Exupéry BP60100 31703 BLAGNAC
DSAC / Sud Ouest	Aéroport de Bordeaux Mérignac BP 70116 33704 MERIGNAC Cedex
DSAC / Sud Est	1, rue Vincent Auriol 13617 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1
DSAC/ Océan Indien	Aérodrome de Saint-Denis-Gillot BP 12 97 408 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX 9
DSAC/ Antilles Guyane	Clairière BP 644 97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX
SEAC Polynésie Française	BP 6404 - 98702 FAA'A TAHITI
SAC Saint Pierre et Miquelon	Aéroport de St-Pierre Pointe-Blanche BP 4265 97500 SAINT PIERRE ET MIQUELON
DAC Nouvelle Calédonie	BP H1 98 849 NOUMEA CEDEX NOUVELLE CALEDONIE
SEAC Wallis-et-Futuna	Aéroport de Wallis Hihifo 98600 MATA UTU

Zones de compétence des directions interrégionales de l'aviation civile (Métropole)



* * * *



D S A C

direction générale de
l'aviation civile

direction de la sécurité de
l'aviation civile

**direction aéroports et
navigation aérienne**

50, rue Henry Farman
75720 Paris cedex 15

téléphone : 01 58 09 43 11
télécopie : 01 58 09 43 22
www.developpement-durable.gouv.fr



JUILLET 1977.
DECEMBRE 1977.
MAI 1981.

SERVITUDES AERONAUTIQUES

Aérodrome

de

B A S T I A - P O R E T T A

(Haute-Corse)

- NOTICE EXPLICATIVE -

I - Généralités.

En vue d'assurer la sécurité des opérations d'approche, de tours de piste, d'atterrissage et d'envol sur un aérodrome, on est conduit à définir pour chaque aérodrome des surfaces de dégagement que les obstacles massifs tels que constructions et plantations ne peuvent dépasser, sauf circonstances particulières qui peuvent entraîner l'obligation de balisage et de consignes appropriées.

Ces surfaces de dégagement permettent de définir des servitudes spéciales dites "servitudes aéronautiques" qui tendent à interdire la création d'obstacles dérogeant aux règles susvisées et à assurer, si cela est nécessaire, la suppression de tels obstacles quand ils existent, (article R. 241-1 du Code de l'Aviation Civile - 2ème partie - livre II - titre IV).

L'arrêté du 15 Janvier 1977, a défini les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radio-électriques.

Les surfaces de dégagement sont définies dans les annexes de cet arrêté.

°
° °

Sur les plans annexés au présent dossier sont figurées les surfaces de dégagement ; les terrains situés sous celles-ci sont frappés de servitudes. On y trouve également l'indication d'un certain nombre de lignes d'égale cote de servitudes ; les cotes correspondantes, entourées d'un cercle, sont rapportées au Nivellement Général de la France. En un point d'une telle ligne, la hauteur autorisée pour un obstacle massif s'obtient en déduisant de la cote lue l'altitude du sol au point considéré rapportée au même nivellement.

Les croquis portés en marge des plans donnent les indications utiles pour la détermination de la cote des servitudes en un point quelconque.

.../...

Cette note se rapporte aux plans ES 298 a Index A , PS 298 b Index A 1 et CS 298 Index A .

APPROUVE PAR ARRETE MINISTERIEL
en DATE du 1 SEP. 1981

Les surfaces de dégagement des obstacles minces non balisés, tels que pylônes, cheminées, etc ... sont constituées par des surfaces parallèles aux surfaces de dégagement des obstacles massifs et situées au-dessous de celles-ci à une distance verticale de 10 mètres.

Les obstacles minces balisés sont assimilés à des obstacles massifs.

Les surfaces de dégagement des obstacles filiformes (toutes les lignes électriques, lignes PTT, câbles de toute nature, etc ...) balisés ou non sont constituées par des surfaces parallèles aux surfaces de dégagement des obstacles massifs et situées au-dessous de celles-ci à une distance verticale de 10 mètres. Sur les 1 000 premiers mètres de la trouée cette marge de 10 mètres est portée à 20 mètres (un plan incliné à 10 % assure le rattrapage de ces deux surfaces).

Les caténaires des lignes S.N.C.F. sont assimilés à des obstacles minces non balisés.

Ces marges de sécurité ne sont pas applicables aux obstacles minces ou filiformes s'ils sont :

- a) défilés par des obstacles massifs,
- b) situés sous les zones de modifications aux servitudes normales définies ci-après au paragraphe "Modifications apportées aux servitudes normales",

°
° °

Au droit des surfaces de dégagement représentées sur les plans annexés le balisage des objets peut-être obligatoire en ce qui concerne :

- a) le balisage diurne :

Sont à baliser : a) les obstacles minces lorsqu'ils dépassent une surface parallèle à la surface de dégagement des obstacles massifs et situées à une distance verticale de 10 mètres au-dessous de celle-ci.

b) les obstacles filiformes lorsqu'ils dépassent une surface parallèle à la surface de dégagement des obstacles massifs et situées à une distance verticale de 20 mètres au-dessous de celle-ci.

- b) le balisage de nuit :

Aucune différence n'est faite entre obstacles minces et obstacles massifs.

Seront balisés, en principe, tous les obstacles dépassant une surface parallèle à la surface de dégagement des obstacles massifs et située à une distance verticale de 10 mètres au-dessous de celle-ci.

.../...

Les obstacles filiformes sont à baliser de jour, de nuit, ou de jour et de nuit, lorsqu'ils dépassent une surface parallèle à la surface de dégagement des obstacles massifs et située à une distance verticale de 20 mètres au-dessous de celle-ci.

Seul le balisage diurne est obligatoire sur les aérodromes non ouverts de nuit.

°
° °

Les antennes réceptrices de radiodiffusion et de télévision installées au sommet des constructions sous les surfaces de dégagement sont assujetties aux règles de dégagement et de balisage des obstacles massifs, si elles remplissent les conditions suivantes :

- la hauteur de l'antenne au-dessus de la couverture de la construction ne doit pas dépasser quatre mètres,
- le mât support de l'antenne ne doit pas être haubané,
- le coefficient de sécurité des divers éléments de l'installation de l'antenne sera au plus égal à quatre (normes de l'Union Technique de l'Electricité n° C 90 - 120 du 17 Mai 1961 et son additif n° 1 d'Avril 1964).

Dans le cas contraire, les antennes seront considérées comme des obstacles minces pour l'application des règles de défilement, de dégagement et de balisage.

- AVIS IMPORTANT -

Le présent dossier ne concerne que la délimitation des zones dans lesquelles la hauteur des constructions et obstacles de toute nature est limitée.

A L'EXCLUSION DE TOUTES QUESTIONS RELATIVES :

- A l'implantation de l'aérodrome,
- A son extension,
- Aux conditions de son utilisation (procédure, trafic),
- Aux nuisances éventuelles (bruit)
- Aux servitudes radio-électriques.

°
° °

II - Particularité concernant l'aérodrome de BASTIA-PORETTA (Haute-Corse).

L'aérodrome est classé en catégorie "A" (annexe I de l'article D. 222-I du Code de l'Aviation Civile).

Le plan des servitudes aéronautiques est réalisé sur les bases de l'Avant-Projet de Plan de Masse, plan d'implantation n°288I a Index 4, approuvé par la Décision Ministérielle n° 6698 DBA/4 en date du 27 Novembre 1974.

En conséquence, les surfaces de dégagement de la bande sont établies selon les caractéristiques de la catégorie "A" (annexe I de l'arrêté du 15 Janvier 1977).

Elles se déterminent ainsi :

- surface horizontale intérieure de cote 51 mètres NGF
- pente des surfaces latérales (bande et trouées) : 10%
- pente de la surface conique : 2%.

TROUÉE NORD :

- évasement en plan : 15%
- pente du fond de trouée : 2% jusqu'à la cote 156 mètres NGF, suivie d'un plan horizontal de cote 156 mètres NGF
- = longueur totale de la trouée : 10 000 mètres.

TROUÉE SUD :

- évasement en plan : 15%
- pente du fond de trouée : 2% jusqu'à la cote 158 mètres NGF, suivie d'un plan horizontal de cote 158 mètres NGF
- longueur totale de la trouée : 20 000 mètres.

La longueur réelle de la bande est de 3660,01 mètres incluant une piste de 3500 mètres dont la longueur de base, compte-tenu des coefficients correcteurs définis par l'Instruction sur l'Aménagement des Bases et Routes Aériennes (I.B.R.A.), est de 3180 mètres correspondant à celle d'un aérodrome de catégorie A telle qu'elle est fixée par cette instruction.

La largeur de cette bande est de 300 mètres conformément aux prescriptions de l'I.B.R.A. pour les bandes de catégorie "A".

Les dimensions détaillées de la bande, ainsi que son repérage, sont précisés sur l'état des bornes de repérage d'axe de bande (pièce n° 7 du dossier).

Les règles de dégagement de l'annexe 7 de l'arrêté du 15 Janvier 1977 concernant les aides visuelles, ont été appliquées à la ligne d'approche implantée à l'extrémité SUD de la piste sur les plans d'Ensemble ES 298a Index A et Partiel PS 298 b Index A I.

.../...

Les règles de dégagement de l'annexe 8 de l'arrêté du 15 Janvier 1977 concernant les installations météorologiques ont été appliquées aux pylônes anémométriques NORD et SUD implantés respectivement en A et B et au parc aux instruments implanté en C, sur les plans précités.

MODIFICATIONS APPORTEES AUX SERVITUDES NORMALES :

Le sol naturel dépassant les cotes autorisées, des modifications aux servitudes normales ont été admises.

Elles consistent en des "redans" et "calottes" de formes géométriques simples couvrant l'ensemble des zones de dépassement.

Ces "redans" et "calottes" sont constituées par des plans horizontaux (de formes et de cotes diverses) et par des plans inclinés ou des portions de cônes de révolution (de pentes diverses) assurant le raccordement des plans horizontaux des redans et calottes, avec les surfaces normales de dégagement.

Le plan Coté CS 298 Index A indique toutes les cotes nécessaires à la construction de ces volumes, qui sont également figurés sur les plans d'Ensemble ES 298a Index A et Partiel PS 298 b Index A1 .

°
° °

La liste des obstacles jointe au dossier ne fait pas apparaître les obstacles considérés comme nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome et situés à l'intérieur de l'emprise.

COMMUNES INTERESSEES PAR LES SERVITUDES AERONAUTIQUES DE L'AERODROME DE BASTIA-PORETTA (Haute-Corse).

- | | |
|-------------------------|--------------------------|
| - BIGUGLIA | - PRUNELLI-DI-CASACCONI |
| - BORGO | - RUTALI |
| - CASTELLARE-DI-CASINCA | - SAN-NICOLAO |
| - FURIANI | - SANTA-LUCIA-DI-MORIANI |
| - LORETTO-DI-CASINCA | - SORBO-OCAGNANO |
| - LUCCIANA | - TAGLIO-ISOLACCIO |
| - MONTE | - TALASANI |
| - OLETTA | - VENZOLASCA |
| - OLMETA-DI-TUDA | - VESCOVATO |
| - OLMO | - VIGNALE |
| - PENTA-DI-CASINCA | - VOLPAJOLA |

CIMETIÈRES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de voisinage frappant les terrains non bâtis, sur une distance de 100 mètres (1) des nouveaux cimetières transférés :

- servitude *non aedificandi*.
- servitudes relatives aux puits.

Code des communes, article L. 361-4 (décret du 7 mars 1804 codifié). - Servitudes.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-2, R. 421-38-19 et R. 422-8.

Code des communes, articles L. 361-1, L. 361-4, L. 361-6, L. 361-7 (décret modifié du 23 Prairial AN XII) et articles R. 361-1, R. 361-2.

Circulaire n° 75-669 du ministère de l'intérieur en date du 29 décembre 1975, relative à la création et à l'agrandissement des cimetières.

Circulaire n° 78-195 du ministère de l'intérieur en date du 10 mai 1978 relative à la création, à la translation et à l'agrandissement des cimetières.

Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 (art. 45) modifiant l'article L. 362-1 du code des communes.

Décret n° 86-272 du 24 février 1986 pris en application de l'article 45 de la loi du 25 juillet 1985 visée ci-dessus.

Circulaire du ministère de l'intérieur en date du 3 mars 1986 pour l'application de l'article 45 de la loi du 25 juillet 1985 modifiant l'article L. 361-1 du code des communes.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes résultant du voisinage d'un cimetière (servitude *non aedificandi* et servitudes relatives aux puits) instituées par l'article L. 361-4 du code des communes s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour du cimetière, et s'appliquent aux cimetières transférés hors des communes urbaines ou des périmètres d'agglomération (art. L. 361-1, alinéa 2, du code des communes).

Ont le caractère de communes urbaines, les communes dont la population agglomérée compte plus de 2 000 habitants et celles qui appartiennent en totalité ou en partie à une agglomération de plus de 2 000 habitants (art. R. 361-3 du code des communes). Cette définition recouvre la notion d'unités urbaines au sens de l'I.N.S.E.E. Il s'agit aussi bien des agglomérations urbaines multicommunales que de villes isolées.

Le chiffre de 2 000 habitants ne concerne que la population agglomérée, c'est-à-dire résidant à l'intérieur du périmètre d'agglomération. Il convient de définir le périmètre d'agglomération conformément aux termes utilisés par la jurisprudence (Conseil d'Etat, arrêt « Toret » du 23 décembre 1887, rec., p. 854), c'est-à-dire par les « périmètres extérieurs des constructions groupées ou des enclos qu'ils joignent immédiatement » (voir circulaire du 3 mars 1986 sur la création et l'agrandissement des cimetières).

Dans les communes urbaines et dans les périmètres d'agglomération, la création ou l'agrandissement des cimetières à moins de 35 mètres des habitations nécessite une autorisation préfectorale (art. L. 361-1, alinéa 2, du code des communes). La servitude frappe donc la partie de l'agglomération située entre 35 et 100 mètres. Cependant, dans la pratique administrative, quand une commune a transféré son cimetière à moins de 35 mètres de l'agglomération, on admet qu'il

(1) La distance de 100 mètres se calcule à partir de la limite du cimetière.

ne serait ni équitable ni d'ailleurs vraiment utile d'appliquer avec rigueur le régime de servitude du côté des habitations déjà existantes. C'est donc seulement du côté des terrains non bâtis que l'on fait porter les servitudes (circulaire n° 78-195 du 10 mai 1978).

Lesdites servitudes s'appliquent également aux terrains voisins des cimetières établis dès l'origine hors des communes et à moins de 35 mètres de l'enceinte de la commune (circulaire n° 78-195 du 10 mai 1978, 2^e partie, § A 2^o b).

Aucune servitude ne frappe les fonds attenants à un cimetière situé en tout ou partie dans l'enceinte de la commune et qui n'a pas été transféré, sauf dans l'hypothèse où le cimetière a été désaffecté pour la partie située à moins de 35 mètres et s'il a été agrandi au moyen de terrains qui, eux, sont situés à la distance légale de l'agglomération (circulaire du 10 mai 1978, 2^e partie, § A 2^o a).

B. - INDEMNISATION

La servitude *non aedificandi* instituée par l'article L. 361-4 du code des communes ne paraît pas devoir permettre aux propriétaires voisins des cimetières transférés d'obtenir une indemnisation (Conseil d'Etat, 1^{er} octobre 1971, consorts Vitrin : rec., p. 574), le juge administratif imposant à ces propriétaires qu'ils apportent la preuve difficile d'un préjudice direct, certain, grave et spécial (Conseil d'Etat, 14 mars 1986, commune de Gap-Romette contre consorts Beraud, req. 1158).

C. - PUBLICITÉ

Néant.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1^o Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

2^o Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire, sur injonction de l'administration, de procéder à la démolition des bâtiments comportant normalement la présence de l'homme (1) ou au comblement des puits établis sans autorisation à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Obligation pour le propriétaire, après visite contradictoire d'experts et en vertu d'un arrêté préfectoral pris sur demande de la police locale, de procéder au comblement des puits (art. L. 361-4, alinéa 3, du code des communes).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'OCCUPER LE SOL

1^o Obligations passives

Interdiction sans autorisation de l'autorité administrative, d'élever aucune habitation, ni de creuser aucun puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés ou créés hors des communes (art. L. 361-4 du code des communes).

2^o Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation de l'autorité administrative d'élever des constructions comportant normalement la présence de l'homme ou de creuser des puits à moins de 100 mètres des « nouveaux cimetières transférés hors des communes ». Dans le cas de construction soumise à permis de construire, ce dernier ne peut être délivré qu'avec l'accord du maire. Cet accord est réputé donné à défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant le dépôt de la demande de permis de construire (R. 421-38-19 du code de l'urbanisme).

(1) La servitude *non aedificandi* est interprétée strictement, ainsi ne s'applique-t-elle pas à un hangar pour automobiles (Conseil d'Etat, 11 mai 1938, suc., rec., p. 410).

Obligation pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation du maire pour l'augmentation ou la restauration des bâtiments existants comportant normalement la présence de l'homme.

Si les travaux projetés sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-19 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. Faute de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

L'autorisation délivrée à un propriétaire de construire sur son terrain à une distance de moins de 100 mètres du cimetière, entraîne l'extinction de la servitude *non aedificandi* au profit des propriétaires successifs de ce terrain (servitude réelle qui suit le fonds en quelques mains qu'il passe).

CODE DES COMMUNES

Art. L. 361-1 (*Remplacé par loi n° 85-772, 25 juillet 1985, art. 45*). - Des terrains sont spécialement consacrés par chaque commune à l'inhumation des morts.

Dans les communes urbaines et à l'intérieur du périmètre d'agglomération, la création d'un cimetière et son agrandissement à moins de 35 mètres des habitations sont autorisés par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Art. L. 361-4 (*Loi n° 82-213 du 2 mars 1982, art. 21*). - Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de cent mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation.

Les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'Etat dans le département.

Art. L. 361-6. - En cas de translation de cimetières, les cimetières existants sont fermés dès que les nouveaux emplacements sont disposés à recevoir les inhumations. Ils restent dans l'état où ils se trouvent, sans que l'on en puisse faire usage pendant cinq ans.

Toutefois, les inhumations peuvent continuer à être faites dans les caveaux de famille édifiés dans les cimetières désaffectés, à concurrence du nombre de places disponibles au moment de la fermeture de ces cimetières, à condition que ceux-ci satisfassent aux prescriptions légales d'hygiène et de salubrité et que l'affectation du sol à un autre usage ne soit pas reconnue d'utilité publique.

Art. L. 361-7. - Passé le délai de cinq ans, les cimetières désaffectés peuvent être affermés par les communes auxquelles ils appartiennent, mais à condition qu'ils ne soient qu'ensemencés ou plantés, sans qu'il puisse être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiment jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Art. R. * 361-1. - Les dispositions législatives qui prescrivent la translation des cimetières hors des villes et bourgs peuvent être appliquées à toutes les communes.

Art. R. * 361-2. - La translation du cimetière, lorsqu'elle devient nécessaire, est ordonnée par un arrêté du préfet, après avis du conseil municipal de la commune.

Le préfet détermine également le nouvel emplacement du cimetière, après avis du conseil municipal, et après enquête de *commodo* et *incommodo*.

Art. R. * 361-3 (*Décret n° 86-272 du 24 février 1986*). - Ont le caractère de communes urbaines, pour l'application du deuxième alinéa de l'article L. 361-1, les communes dont la population agglomérée compte plus de 2 000 habitants et celles qui appartiennent, en totalité ou en partie, à une agglomération de plus de 2 000 habitants.

L'autorisation prévue par le même article est accordée après enquête de *commodo* et *incommodo* et avis du conseil départemental d'hygiène.

Art. R. 361-5. - Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 361-4, la décision de combler les puits est prise par arrêté du préfet à la demande de la police locale.